

Trois morts et vingt blessés à Constantine **UN BUS DE PÈLERINS SE RENVERSE** P. 5

Iftar	
Oran	20h20
Alger	20h08
Constantine	19h54
Imsak	
Oran	04h08
Alger	03h48
Constantine	03h36

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

Publicité

Importateur/Distributeur exclusif
SARL Menzer Energie & Industrie - Batna

Energizer

Batteries pour véhicules légers & lourds

- Gamme de Batteries disponibles
- Fabrication Européenne
- Longue durée
- Puissance extrême au démarrage à froid

Recherchons agents commerciaux à travers le territoire national
Route de Biskra (face station carburants)
05000 - Batna (Algérie)
Tél / 06.61.34.14.01 Téléfax / 033.86.73.02
Mobil : 05.50.28.68.23 05.57.65.25.21
E-mail : etsmenzer@gmail.com

ACTUALITÉ VUE

P. 6 à 16



RAMADHAN : LE GRAND DODO !

BELKACEM AHCHENE-DJABALLAH

LE CHAUD ET LE FROID

ALI BRAHIMI

UN SIÈCLE DE DÉCALAGE

ABED CHAREF

QUAND MEHDI DIT...

RACHID BRAHMI

■ Discipliné l'Algérien ?
BACHIR BEN NADJI

■ La puissance des mots
BOUTARAA FARID

■ Ces hauts fonctionnaires
mis au vert précocement
FAROUK ZAH

■ J'irai me plaindre
à mon député !
CHERIF ALI

■ 88, le chiffre, le mythe,
la réalité... !
SLEMNIA BENDAOU

■ Parle-t-on de diagnostic
ou de concurrence ?
BOUCHENE FATEH

■ Pour un contrôle
plus efficace de
la dépense publique
SAHEB BACHAGHA

POURQUOI LES ARABES RÉGRESSENT-ILS ?

KAMAL GUERROUA

■ Egypte: le risque
de libanisation
B. BENKHEDDA

■ Egypte, l'armée
du côté des vaincus
SALIM METREF

■ Changement radical ou
caricature de changement
B. BENYASSARI

■ La crise du système hospitalier:
le pire est à venir
KHADIR MOHAMMED

■ Des Palestiniens
et du Printemps arabe
AKRAM BELKAÏD

■ Classes moyennes
globalisées et enjeux
géostratégiques
AREZKI DERGUINI

■ Montée des actes racistes
anti-musulmans
en France : un constat
scandaleux
FAYÇAL MEGHERBI

Internet sur ton mobile
à moitié prix

Jil Internet Dima connecté

Pour te connecter, ouvre tout simplement une page web

Promo valable sur ton mobile les premiers 21 jours du mois de Ramadhan. 50 Mo valables le jour de l'achat jusqu'à minuit

Plus d'informations : 0550 000 333



www.nedjma.dz You Tube F NEDJMA

PENDANT LE RAMADAN,
UNE VOITURE À GAGNER
PAR JOUR!*

CLIMATISATION RÉGULÉE
VITRES SURTEINTÉES
JANTES ALLIAGE

RENAULT CLIO CAMPUS
AU PRIX DE 1 234 000 DA**



RenaultAlgerie



(*) PENDANT CE MOIS DE RAMADAN, ACHETEZ UNE VOITURE ET VOUS POURRIEZ ÊTRE REMBOURSÉ À 100%.
03 GAGNANTS RENAULT ET 02 GAGNANTS DACIA PAR SEMAINE APRÈS TIRAGE AU SORT.
VOIR CONDITIONS ET RÈGLEMENT DU JEU CHEZ VOTRE AGENT RENAULT
(**) PRIX EN TTC TAXE VÉHICULES NEUFS INCLUSE.
DANS LA LIMITE DU STOCK DISPONIBLE. PEINTURE MÉTALLISÉE NON INCLUSE.
OFFRE VALABLE DU 09 JUILLET AU 09 AOÛT 2013 SUR TOUTE
LA GAMME DE VÉHICULES PARTICULIERS RENAULT ET DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT ALGÉRIE.

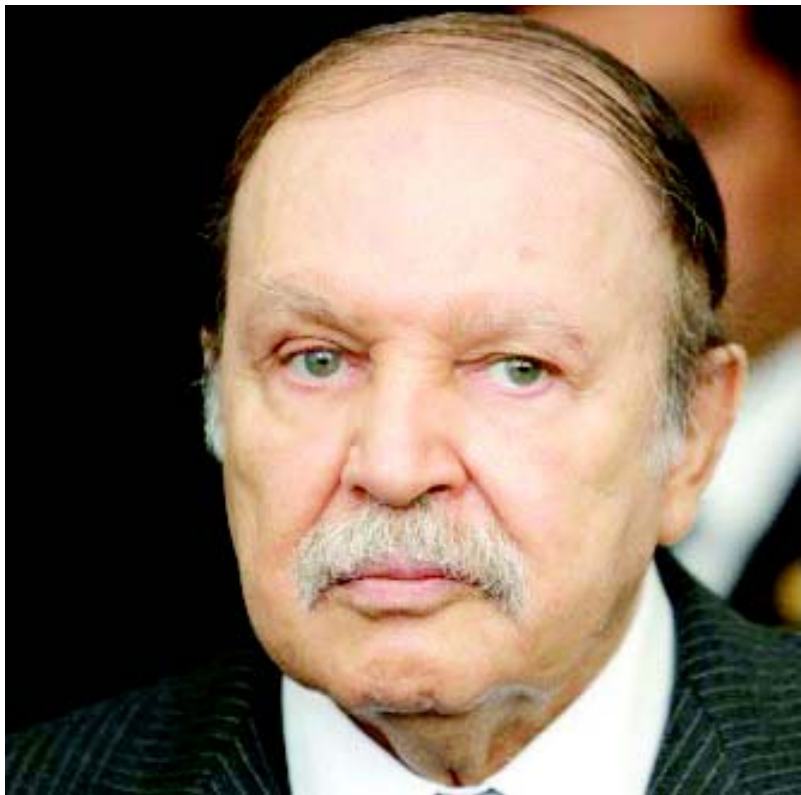
CHANGEONS DE VIE
CHANGEONS L'AUTOMOBILE



Retour de Bouteflika

FLN et TAJ applaudissent, RCD et FNA sceptiques

Près de 24 heures après le retour de Abdelaziz Bouteflika en Algérie, après près de trois mois d'hospitalisation et de convalescence en France, seules quelques réactions émanant de partis politiques ont été enregistrées.



M. M.

Les premiers à réagir sont le FLN et TAJ de Amar Ghoul. Dans une laconique déclaration, publiée mardi en milieu d'après-midi sur Twitter et Facebook, le bureau politique du FLN, exprime sa «grande joie» pour «le retour de Son Excellence Monsieur le Président de la République Abdelaziz Bouteflika à la patrie». «En cette heureuse circonstance, le bureau politique du Front de libération nationale, au nom de tous ses membres et au nom du Comité central et des militants, exprime sa grande joie et sa profonde satisfaction, et remercie Dieu Le Tout-Puissant, de permettre à Son Excellence de reprendre ses fonctions et de poursuivre les réformes entamées depuis avril 2012, ainsi que d'achever la mise en œuvre de l'important programme de développement».

Dans le même style, un communiqué de Tajamoue Amel El-Djazaïr (TAd) «remercie Dieu» pour cet «heureux événement» et remercie «le peuple algérien» pour sa «solidarité» exprimée au président de la République depuis l'annonce de son hospitalisation. Pour le parti de Amar Ghoul, ministre des Travaux Publics, le retour de Bouteflika «va renforcer la volonté de parachever les réformes en cours».

Invité à réagir au retour de Bouteflika, le chargé de la communication du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Atmane Mazouz, indique qu'à travers «des quelques images distillées, sans la présence de la presse indépendante», les Algériens «ont maintenant la certitude que le chef de l'Etat est totalement amoindri et sérieusement malade». Et que «toutes les déclarations et mises en scène des laboratoires du sérail ne peuvent contredire cette réalité». «Bouteflika va, dans la parure officielle même convalescent, continuer son règne par défaut à la tête de l'Etat après près de trois mois d'absence». Pour le

RCD, il s'agit d'une «énième violation de la légalité constitutionnelle». «Maintenant que l'intendace est assurée fausement par ceux-là mêmes qui l'ont porté frauduleusement au pouvoir, il peut demeurer fictivement premier magistrat du pays. Les Algériens savent que le chef de l'Etat est dans l'incapacité à assurer le minimum de ses fonctions et que nous sommes face à des violations récurrentes des lois qui font que la République est livrée continuellement par ses sous-traitants aux pires des spectacles», ajoute M. Mazouz. Il rappelle que le RCD «qui n'a pas attendu la dégradation de l'état de santé du Chef de l'Etat depuis son premier transfert au Val-de-Grâce en 2005» continuera à «revendiquer sa destitution en vertu de l'article 88 de la constitution». «Il est maintenant certain, ajoute-t-il, que Bouteflika est incapable d'assumer sa fonction et qu'une expertise médicale indépendante doit être engagée pour constater une infirmité préjudiciable au bon fonctionnement de l'Etat».

Même son de cloche chez le Front national algérien (FNA). Sollicité pour s'exprimer, son président, Moussa Touati, affirme le «seul cadeau que peut faire Bouteflika aux Algériens, c'est d'organiser des élections présidentielles anticipées et garantir la transparence loin de toute influence des laboratoires de la fraude» et pour «assurer que le pouvoir revienne au peuple». Moussa Touati, joint par téléphone, considère que le communiqué officiel annonçant le retour de Bouteflika «montre que l'état de santé du président de la République est désespéré». «Il était déjà en convalescence en France, pourquoi la poursuivrait-il en Algérie si son état de santé n'était pas désespéré ?», s'interroge le président du FNA. Pour Moussa Touati l'urgence d'une élection présidentielle anticipée est justifiée par le fait que «les défis qui attendent l'Algérie, dont une crise sociale, nécessite un président à plein temps».

Séisme de magnitude 5,1 à Blida Grosse panique, des blessés et des dégâts

Tahar Mansour

Un séisme de magnitude 5,1 sur l'échelle de Richter a été ressenti, hier à 4 h du matin, par les habitants des wilayas de Blida, Alger, Tipaza, Médéa et Boumerdès. L'épicentre de cette secousse a été localisé par le CRAAG à environ 4 km au nord-ouest de Hammam Melouane, dans la wilaya de Blida, au niveau d'une faille, située entre les wilayas de Blida et Médéa, qui connaît une activité sismique régulière depuis plusieurs semaines. En effet, de nombreuses secousses ont eu lieu dernièrement à quelques kilomètres de là, entre L'Arba et Tablat. Vingt-quatre blessés ont été recensés au cours de ce tremblement de terre, dont 19 pour la seule wilaya de Blida, parmi eux 17 à Magtaâ Lazreg à moins de deux kilomètres de l'épicentre ; un citoyen a été blessé à la tête après l'effondrement d'un mur sous lequel il se trouvait et un autre à Ouled Yaich, qui souffre de blessures multiples après qu'il s'est jeté du deuxième étage de l'immeuble où il réside. Le même mouvement de panique s'est emparé de toutes les localités situées autour de l'épicentre, comme les communes de Meftah, L'Arba, Bougara, Bouinan, Blida et jusqu'à El Affroun, puis au-delà dans la wilaya de Tipaza. Les autres wilayas limitrophes ont connu, elles aussi, des mouvements de panique parmi les citoyens mais Blida et Alger étaient les plus touchées. Ainsi, et comme le tremblement de terre a eu lieu au

moment de la prière du Sobh, la plupart des gens étaient éveillés et se sont rués au-dehors. La peur a pris de court les habitants des immeubles qui ont rejoint les cours des cités, certains dans des habits d'intérieur, n'ayant pas eu le temps de mettre autre chose. Dans certains endroits, des femmes ont été prises d'hystérie et ont poussé des cris stridents qui ont augmenté la panique chez leurs voisins. Un brouhaha indescriptible régnait un peu partout et les gens s'interpellaient d'un endroit à un autre pour demander des nouvelles. Les téléphones n'arrêtaient pas de sonner et les parents ainsi que les amis s'appelaient pour s'enquérir de la situation. La majorité des habitants des wilayas proches, et plus particulièrement Blida, ne sont rentrés que plus de trois heures après la secousse, de peur d'une réplique qui pourrait être meurtrière. A Hammam Melouane ville, à Magtaâ Lazreg, dans les hameaux de Tahamout et de Borg, la situation était confuse, un épais nuage s'étalait sur la région, rendant la visibilité presque nulle et le bruit qui a accompagné la secousse résonnait toujours aux oreilles. Dès le petit matin, les secours se sont organisés après l'arrivée des agents de la Protection civile qui ont été obligés de passer par Tabanette, parcourant plusieurs kilomètres de plus, après que le CW 61 a été fermé par un éboulement provenant de la montagne au niveau du col des pigeons. De nombreuses habitations précaires se sont effon-

drées ou ont subi des dégâts importants dans leurs structures. Un membre de l'APC, que nous avons rencontré au siège de la mairie, nous a informés que la plupart des habitations de la commune de Hammam Melouane datent de l'époque coloniale ou sont des constructions qui n'obéissent à aucune norme. D'ailleurs même le siège de l'APC où nous nous trouvions avait des fissures sur les murs, alors que d'autres édifices publics ont subi des dégradations diverses. Le wali de Blida, M. Mohamed Ouchen, qui s'est rendu sur les lieux du séisme moins d'une heure après la secousse, a pris la décision d'installer une cellule de crise composée des responsables de toutes les directions concernées alors que la Protection civile a installé un centre de santé de campagne composé de 5 médecins et d'agents. En outre, la maison de jeunes de Magtaa Lazreg a été mise à la disposition des familles dont les demeures ont été sérieusement touchées et où ils pourront demeurer le temps que des solutions soient trouvées rapidement. Outre l'hébergement, le wali a instruit les services de la DAS pour l'acheminement des aides alimentaires aux familles dans le besoin et la direction de distribution de l'électricité pour rétablir certaines lignes. Enfin, des informations non encore confirmées font état de la visite du ministre de l'Habitat, M. Tebboune, sur les lieux du sinistre. Nous reviendrons sur cette catastrophe dans nos prochaines éditions.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Le retour au pays, mardi, du président Bouteflika est intervenu alors que les Algériens avaient fini par ne plus l'envisager comme devant se produire à courte échéance. Ils se sont fait à cette idée, au constat, qu'a

chaque fois qu'une date a été fixée à ce retour par la rumeur ou les fausses vraies confidences distillées par de prétendues sources bien renseignées, l'information s'est révélée dénuée de fondement. D'ailleurs, personne n'a cru d'emblée, mardi, à la nouvelle qui avait commencé à circuler sur le retour, ce jour-là, du chef de l'état. Il a fallu pour en convaincre les citoyens qu'elle ait été officialisée par le communiqué de la Présidence annonçant sa véracité.

Bouteflika est donc rentré au pays. Mais son retour ne mettra pas fin aux rumeurs alarmantes et à la polémique que son état de santé suscite. La manière dont s'est opéré ce retour n'est pas pour les éteindre. La discrétion dont il a été entouré ne fera que fournir de l'eau au moulin de ceux qui se sont fait la conviction que sa maladie lui a ôté toute capacité de reprendre son poste et contribuer à diriger le pays. Il est vrai que l'interrogation n'est pas hors de propos, car si les images furtives de son retour auxquelles ont eu droit les Algériens ont montré un président dont l'état de santé ne semble pas aussi alarmant que l'ont affirmé certains médias, elles ont tout de même donné à voir qu'il reste marqué par la maladie et présente des séquelles qui suscitent le doute légitime sur la possibilité qu'il puisse rapidement reprendre ses activités présidentielles. Cette perspective est d'ailleurs écartée implicitement dans le contenu du communiqué annonçant ce retour puisqu'il y a été précisé que Bouteflika va

Bouteflika rentré au pays, les incertitudes demeurent

poursuivre dans le pays «une période de repos et de convalescence».

La présence du président dans son pays met certes un terme à l'inédite situation qu'a vécue l'Algérie durant son hospitalisation en France : elle ne dissipera pas les doutes sur son état de santé, toujours hanté par ce que vont être les décisions politiques nationales. Les déclarations de vacance du pouvoir ne sont pas renoncées à être prononcées. A leur yeux, le président ne lui fait pas confiance au regard que, malgré l'analyse institutionnelle de l'Algérie, il ne poursuivra. Son retour, dont l'annonce a fait écho, a fait écho d'entre eux que Bouteflika rendra quelques semaines après qu'il finisse son mandat, ouvrant ainsi l'élection présidentielle anticipée n'est pas à écarter, mais il est une simple spéculation, tant Bouteflika n'est pas informé de ces intentions secrètes. Il faut surtout ne pas que Bouteflika s'estimera en mesure d'assumer ses prérogatives, il ne laissera pas sa succession et s'organiser sans lui. Et à tête sur le sujet, nul ne peut être informé. Bouteflika n'a-t-il surpris toujours partisans. Pourquoi pas cette fois encoisait que les uns et les autres scénarios dans lesquels il ne joue rôle d'acteur consentant, déjà sorti du grand jeu auquel succéder.

Le DG de l'ONILEV, Sahraoui Benallel
au **Le Quotidien**

«Les consommateurs achètent la viande locale de plus en plus cher»

Propos recueillis par :
Z. Mehdaoui

L'ONILEV, l'Office national interprofessionnel des Légumes et Viandes, dont la création a été annoncée en octobre 2009 par le ministère de l'Agriculture, a pour objectif de contrecarrer les spéculations tarifaires par des moyens législatifs, techniques et économiques tout en impliquant professionnels, producteurs et consommateurs.

Dans cet entretien, le DG de cet office revient sur les actions et les mesures prises pour contrecarrer les hausses souvent injustifiées des légumes et viandes en ce mois de Ramadhan et affirme que l'intervention de l'ONILEV pour réguler le marché est constante durant toute l'année pour protéger le consommateur.

Le Quotidien d'Oran : Bien que les missions de l'ONILEV soient permanentes et ne dépendent pas d'un fait particulier, le Ramadhan constitue néanmoins un test grandeur nature de ses capacités à réguler le marché.

Sahraoui Benallel : Vous avez tout à fait raison. La vocation première l'ONILEV n'est effectivement pas de répondre à des pressions conjoncturelles sur le marché. Nous intervenons toute l'année pour garantir un équilibre constant entre l'offre et la demande en produits agricoles de large consommation comme la pomme de terre, la tomate, l'oignon, les viandes rouges et blanches.

Cela dit, pour ce mois de Ramadhan, le premier depuis que l'ONILEV a officiellement pris en charge la régulation de la pomme de terre, des viandes blanches et de la tomate industrielle, l'intérêt d'un organisme comme l'ONILEV dans le paysage économique national apparaît clairement. Je ne vous apprendis rien en vous disant que pour nous, « l'opération Ramadhan » a démarré, il y a plusieurs mois. Les stocks immenses en poulet prêt à cuire réalisés ces derniers mois ont participé à tirer les prix du poulet frais vers le bas durant ce mois sacré, sachant que traditionnellement, une forte pression s'exerce sur ce produit les dix premiers jours. L'ONILEV en tant que maillon central du système de régulation des produits alimentaires de large consommation (Syrpalac) a contribué à maintenir à flot la filière avicole lors de l'effondrement des prix des viandes blanches constaté, en favorisant son stockage, il y a quelques mois, et évité l'habituelle flambée du début du Ramadhan, puisque toutes les quantités en surplus se retrouvent actuellement sur le marché, avec en prime une très bonne qualité du produit à tout point de vue et à un prix abordable, puisqu'il est cédé à 230 DA le kilogramme. A ce niveau, nous pouvons effectivement dire que ce Ramadhan est un véritable test grandeur nature, sachant que l'action est nationale. L'on peut se féliciter du succès remporté sur cet important segment de la production agricole.

Pour le reste des produits dont nous avons la charge, les opérations de stockage et de déstockage se déroulent normalement et il n'y a pas de raison de craindre une quelconque poussée inflationniste, vu que nous sommes en période de pleine production, pour une très grande partie des légumes, notamment la pomme de terre, l'oignon et la tomate. Les niveaux de prix que nous constatons à travers la veille que nous tenons au niveau de l'ONILEV font ressortir une

situation tout à fait normale aux quatre coins du pays.

Q.O. : Les prix des légumes sont effectivement à la portée de la bourse moyenne, mais on ne peut pas dire autant des viandes rouges. Comment expliquez-vous la tendance haussière permanente des prix pour ces produits précisément ?

S.B. : Laissez-moi vous dire d'abord que la situation n'est pas aussi dramatique que cela. Il existe des indicateurs sérieux qui nous permettent d'entrevoir une évolution positive à moyen terme pour ces produits. Il faut savoir en effet que la production nationale des viandes rouges est en progression constante. De plus de 3, 8 millions de quintaux en 2010, elle a dépassé le cap des 4 millions de quintaux en 2011, pour atteindre les 4, 4 de millions de quintaux en 2012. Une filière qui produit plus, avance indéniablement.

Cependant, pour ce produit précisément, il y a lieu de constater que les consommateurs achètent leur viande locale de plus en plus cher. Il y a plusieurs niveaux d'explication à ce phénomène. Mais avant, il est important de souligner que pour ce Ramadhan précisément, l'offre est bien plus large que durant les années précédentes, avec un niveau d'importation qui n'a pas changé, contrairement à ce qui s'est dit récemment. Quelques chiffres pour illustrer cet état de fait. En 2010, l'Algérie a importé 574.780 quintaux de ce produit. L'effort d'agir sur les prix a amené une hausse des importations qui sont passées en 2012 à 717.570 quintaux. Cette quantité vient en soutien à une production qui, au risque de me répéter, a notablement progressé l'année dernière. Cette année, les chiffres n'ont pas encore été consolidés par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, mais il est attendu un autre pic de production.

Globalement, l'Algérie produit un peu plus de 85% des viandes rouges mises sur le marché national. Ces performances seront sans doute améliorées par l'entrée en service des trois complexes d'abattages implantés dans les Hauts-Plateaux, à El Bayadh, de Hassi Bahbah et Ain M'illa et à l'issue de la réhabilitation des installations des abattoirs d'Annaba. Ces installations produiront plus de 500.000 quintaux annuellement. Cette importante quantité mise sur le marché aura un effet certain sur le marché national des viandes rouges. Mais pour l'heure, vous aurez constaté que les prix affichés, pour ce qui concerne les viandes issues des importations varient entre 550 et 950 dinars le kilogramme. L'offre en produits est réellement large cette année, puisqu'en plus de la viande rouge congelée, il y aura de la viande bovine fraîche d'importation. Il convient de souligner également que de la viande ovine locale, issue des élevages de la SGP Proda, est proposée à des prix variant entre 900 et 1 200 dinars le kg.

Cela pour la gestion conjoncturelle. Pour ce qui nous concerne, nous estimons que l'essentiel des problèmes de cette filière vient de son déficit organisationnel. Nous avons l'intention d'organiser tous les professionnels exerçant autour de cette filière. Le Conseil national interprofessionnel que nous comptons mettre en place bientôt, saura défendre les intérêts de tous les intervenants dans cette filière et stabiliser durablement le marché des viandes rouges en Algérie. Sachez au passage que le succès que connaît la pomme de terre

est en grande partie dû aux professionnels eux-mêmes qui se sont organisés dans un conseil interprofessionnel qui défend leurs intérêts et ceux du consommateur.

Q.O. : Vous dites que les missions de l'ONILEV vont au-delà du mois de Ramadhan. Quel est donc la portée d'un tel organisme sur le monde agricole et sur les consommateurs ?

S.B. : Notre Office est chargé de susciter auprès des acteurs de toute filière la création de Conseils interprofessionnels pour chaque filière dont nous avons la charge, soit la pomme de terre, l'oignon, l'ail, la tomate industrielle, la datte, les agrumes et enfin la filière oléicole. Ce travail a pris, vous le devinez bien, un certain temps. Aujourd'hui, nous avons réussi à installer la quasi-totalité des Conseils interprofessionnels des filières sus-citées. Nous sommes actuellement en phase de renouvellement des structures à travers un processus électoral transparent. Le Conseil national interprofessionnel de la filière pomme de terre a été renouvelé avec succès. Nous entamons actuellement la même opération pour le Conseil national interprofessionnel de la filière avicole. Les autres conseils suivront bien entendu.

Nous avons à l'heure actuelle des opérateurs de divers horizons qui commencent à travailler ensemble autour d'une filière. Ils s'écoulent et se concertent mutuellement dans un cadre éminemment positif, ce qui ne peut qu'améliorer les niveaux de production et mieux huiler les circuits de distribution.



Ph.: Z. M.

Raina Raïkoum

Kamel Daoud

L'homme qui a su exploiter le traumatisme des années 90 chez ses adversaires

Du retour de Bouteflika, les Algériens, beaucoup, ont retenu le fauteuil roulant, pas l'homme assis. La question de tous étant : que peut encore gouverner cet homme ? Et là, les Algériens divergent dans la lecture des étoiles : il ne peut plus rien gouverner. Il peut encore gagner du temps, le temps de perdre du temps comme dit hier. Il peut assurer une transition douce, solide et sécurisée. Il peut servir de Président d'honneur pour meubler la transition entre intimes qui se fera sans lui. On retiendra aussi la confirmation que le frère de Bouteflika gérait tout et selon son téléphone.

Le Premier ministre était à Tizi-ouzou quand les Bouteflika ont décidé de leur retour. Cela prouve qu'il n'était pas au courant et qu'il a dû interrompre son périple pour rentrer à Alger. La maladie de Bouteflika n'ayant pas été gérée dans la transparence et la responsabilité qu'impose la fonction, mais comme une affaire de famille qui divise l'Algérie en trois : un frère, un téléphone et le reste des 40 millions.

On retiendra aussi la preuve de l'énorme intelligence de Bouteflika qui semble terroriser ses adversaires, même assis et malade. Question de fond : comment et par quoi le peut-il, là où ses prédécesseurs, même valides, vivants et combattifs ont été culbutés ? Par l'exercice de « sa légitimité ». A bien réfléchir, cela donne cette impression que la classe « qui décide en Algérie » est elle aussi, profondément traumatisée par la

décennie 90. Moins que les morts et les disparus, mais aussi bien que les survivants ou les nouveau-nés. Explication ? L'illégitimité formelle de l'équipe 90 avait ouvert la boîte de Pandore, mis à mal les fictions nationales, rompu des mécanismes rodés et avait introduit l'angoisse au sein du sommet. Bouteflika est revenu, a été réélu et semble bien jouer sur cette corde qu'il est l'homme qui a redonné la « légitimité » et la légalité internationale à la machine. Cela est son capital et le levier de sa menace : s'il quitte, ce sont les angoisses et les ruptures violentes des années 90 qui sont à attendre. C'est sa « dictature » et celle des siens, sa force, sa puissance de négociation. Car c'est la seule piste qui explique, moyennement bien, cette évidence : voilà un homme qui est absent depuis 80 jours de son Palais, qui revient sur une chaise roulante et qui est salué comme un héros et un « père des peuples » en façade, là une simple sieste prolongée chez Zeroual ou un rideau chez Boudiaf ont suffi pour les éjecter. Bouteflika joue sur sa légitimité et cette légitimité est nécessaire pour l'alimentation générale de clans qui l'entourent et s'en nourrissent. Il assure l'équilibre entre les besoins du ventre et ceux de l'idéologie. L'Algérie ayant un régime connu pour son souci obsédant des apparences et cela Bouteflika le sait et en joue. Il est dictateur par défaut parce que ceux qui l'entourent le vivent et le souhaitent comme une « nécessité ».

Il reste cependant que l'absence de culture de l'interprofession pèse encore sur certaines filières. Il faut faire preuve de pédagogie et de sens de la communication pour faire admettre à des différents opérateurs de penser à leurs intérêts, mais aussi à ceux des partenaires. C'est cela notre travail au quotidien. Nous obtenons des résultats intéressants dans certaines filières à l'image de celle de la pomme de terre, dont l'interprofession est parvenue à fédérer les énergies autour des objectifs tracés par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Pour d'autres filières, le travail est plus ardu en raison de la spécificité des cultures elles-mêmes et des pesanteurs propres à certaines situations en rapport avec des incompréhensions que nous tentons de lever au jour le jour. L'intérêt du consommateur découle justement de la bonne organisation des filières. Car ceci stabilise le marché, lequel proposera des prix étudiés et à la portée de tous.

Pour réussir ce challenge, l'ONILEV dispose de plusieurs leviers, en priorité la confiance de la tutelle et aussi les intéressements financiers prévus par la réglementation en matière de prime de stockage et de transformation, notamment. Pour l'heure, je dois dire que nous évoluons dans le bon sens sur tous nos niveaux d'intervention.

Q.O. : Vous avez atteint un certain équilibre, mais il est tout même fragile. Comment comptez-vous procéder pour donner un caractère pérenne aux missions de l'ONILEV ?

S.B. : En fait, il n'y a pas de secret dans la régulation. Il faut agir sur deux facteurs importants : la production et le stockage. Notre principale mission est donc d'encourager le développement de la production et de développer la productivité, ainsi que les structures de stockage par l'entremise de l'interprofession. Cela passe bien entendu par un large éventail d'actions que nous menons déjà sur le terrain et que nous poursuivrons inlassablement. En un mot, l'ONILEV va agir en tant qu'animateur de la sphère agricole nationale sur toutes les phases de la production végétales et animales à travers, notamment la sensibilisation des agriculteurs et des éleveurs de la base au sommet.

Au plan opérationnel, nous avons démarré récemment des opérations de stockage de l'ail et de l'oignon, dans le but d'éviter les grands écarts de prix constatés en hors-saison pour ces deux légumes de large consommation. Nous espérons les proposer à des prix abordables en plein hiver. Il n'y a, pour l'heure, aucune raison qui nous amènerait à penser que cette opération ne soit pas un succès. De toute façon, nous avons l'intention de la renouveler annuellement, jusqu'à réussir une disponibilité permanente de ces deux produits sur le marché, comme nous le faisons présentement pour la pomme de terre. Pour ce produit justement, que nous cultivons en Algérie onze mois sur douze, on songe sérieusement à organiser l'exportation d'une partie de la production. Les tests réalisés cette année avec quelques milliers de tonnes sont concluants. En tout cas, la pomme de terre algérienne est très appréciée outre-mer.

PROMO ABONNEMENT ONE
Pour 90000DA vous avez 6 mois de forfait
et un Smartphone 3G offert*

90000DA =



+

6 mois
de forfait



ANDROID

Photo non contractuelle

Offert*



Conditions de la Promo

* Un Smartphone 3G offert, pour un paiement à l'avance de 2 mois d'abonnement pour le One 4000 ou 6 mois d'abonnement pour la One 1500.
Promotion valable durant tout le mois de Ramadhan, dans tous les Espaces Nedjma et dans la limite du stock disponible.

Plus d'informations : 0550 000 333



نجمة
NEDJMA

www.nedjma.dz

YouTube

f NEDJMA

Permanence d'été Les adjoints de l'Education menacent de débrayer à la rentrée

Soulevant le problème de la permanence d'été à laquelle ils ont été contraints, malgré les promesses qui leur avaient été faites auparavant, les adjoints de l'Education sont montés au créneau, à travers un communiqué, diffusé, hier, 17 juillet par la Coordination nationale des adjoints de l'Education (affiliée au SNTE).

A. Mallem

Dans ce document dont copie nous a été transmise, les adjoints de l'Education qui ont dénoncé la non tenue des promesses de la tutelles, relatives à la régularisation de leur situation pour des adjoints principaux, classés à la catégorie 8, s'insurgent contre «les agissements arbitraires dont ils sont l'objet de la part de certains directeurs d'établissement qui ont programmé la permanence, durant les vacances d'été, pour des périodes atteignant la quinzaine de jours dans certains cas». La coordination nationale des adjoints de l'Education soutient à travers ce communiqué «qu'il est impossible de se taire devant de tels agis-

sements». Signalant également que la Coordination nationale des adjoints de l'Education est en contact permanent avec les représentants de toutes les wilayas et ces derniers ont fait part de leur détermination à arracher leurs droits légitimes. Aussi, est-il indiqué, clairement, dans le communiqué, qu'ils menacent de boycotter la prochaine rentrée scolaire par le déclenchement, sans discontinuer, de mouvements de protestations et des sit-in devant les directions de l'Education ainsi que devant le ministère de tutelle.

Par ailleurs, en faisant endosser à cette dernière la responsabilité de l'instabilité chronique que connaît le secteur de l'Education, de par les mouvements incessants de protesta-

tion menés par les travailleurs du secteur pour exiger la satisfaction de leurs droits légitimes, les adjoints de l'Education ont tenu à rappeler, dans ce communiqué, que leurs revendications principales en l'espèce demeurent : la demande d'intégration dans la catégorie de base 10 «superviseur pédagogique» de tous les adjoints principaux classés à la catégorie 8, d'une part, la valorisation de l'expérience professionnelle par la mise en application de l'article 31 bis du décret exécutif 240/12, d'autre part en observant que cela a été fait pour les autres corps, la demande de valorisation des diplômes supérieurs et enfin l'exonération de leur corps de la permanence durant les vacances scolaires.

Accidents de la route 372 morts et 9.000 blessés depuis le début de l'année

El-Houari Dilmli

Le chiffre fait froid dans les os : pas moins de 372 personnes ont péri et plus de 9.000 autres blessées sur les routes de l'Algérie, depuis le 1^{er} janvier dernier, alerte un bilan semestriel de la Direction générale de la sûreté nationale, rendu public hier.

En effet, ce nombre effarant de victimes est déploré dans plus de 8.500 sinistres enregistrés sur le territoire national, a encore indiqué le commissaire divisionnaire Zouaoui Rabah, chargé de la prévention et de la communication à la DGSN, dans une déclaration à la Chaîne I de la radio algérienne. Dressant un état comparatif avec les années précédentes, le même responsable de la police a expliqué que le nombre des accidents de la route est en hausse de 12,04 pour cent par rapport à 2012. C'est toujours le facteur humain qui est responsable de plus de 96% des accidents, loin devant les défaillances mécaniques et l'état des routes, selon les statistiques fournies par le

commissaire divisionnaire, Zouaoui Rabah. Devant ce véritable terrorisme de la route, qui endeuille, chaque jour, des familles entières, le chargé de la prévention et de la communication à la DGSN a appelé à une «plus grande prudence en ce mois de Ramadhan, où le nombre des accidents est en hausse», a-t-il affirmé. Près de 34.000 infractions au code de la route ont été recensées depuis le début du mois de ramadhan, a encore expliqué le commissaire divisionnaire Zouaoui Rabah. Le transport en commun ainsi que les autres moyens de locomotion collectifs sont également la cible des services de sécurité pour non-respect des règles édictées en matière de circulation routière. Ainsi, plus de 9.000 infractions ont été enregistrées depuis début juillet, avec mise à la fourrière de plus de 87%, a-t-il précisé.

UN PLAN SPÉCIAL RAMADHAN

Des dispositions particulières ont été prises durant ce mois

de piété pour assurer une sécurité sur les routes, mais aussi celle des citoyens et de leurs biens. Parmi les mesures prises figure la sécurisation des lieux de culte durant la soirée, et ce «à travers le territoire national», a encore expliqué le commissaire divisionnaire Zouaoui Rabah. «Une multiplication des rondes pédestres et motorisées de nos éléments est également constatable dans toutes les villes du pays, avec la sécurisation des places publiques, des marchés des fruits et légumes, des gares routières», a indiqué le responsable de la police, ajoutant qu'un «renforcement des rondes de nuit est également prévu au niveau des stations de métro et de tramway». Des mesures spéciales sont, par ailleurs, prévues pour «lutter contre les activités commerciales informelles et tout ce qui pourrait nuire à la santé et à la sécurité du citoyen», a encore affirmé le commissaire divisionnaire Zouaoui Rabah, chargé de la prévention et de la communication à la Direction générale de la sûreté nationale.

3 mort et 20 blessés à Constantine Un bus de pèlerins se renverse

A. Zerzouri

Trois personnes tuées et 20 autres blessées dans un tragique accident de la circulation, survenu mardi, aux environs 15h30, à la suite du renversement d'un bus au lieu-dit '13^{ème} Kilomètre' entre les villes de Ain Smara et Constantine, indiquent les services de la Protection civile. Le véhicule de transport en commun, un minibus de marque 'Foton', a pris son départ, quelques heures plus tôt, de l'aéroport d'Alger et se dirigeait vers Annaba avec à son bord des pèlerins de retour d'une Omra aux Lieux

Saints de l'Islam. D'après les éléments de Protection civile, deux (2) femmes totalement écrasées sont décédées sur place tandis qu'un troisième passager a rendu l'âme, lors de son évacuation vers l'hôpital de Constantine où 10 blessés ont été, également, admis pour soins, alors que les 10 autres ont été évacués vers l'hôpital El Bir.

Nous avons appris hier, de source médicale, que 17 blessés ont quitté l'hôpital après avoir reçu les soins nécessaires, tandis que 3 autres blessés sont encore retenus en observation au CHUC, «mais leur vie est

hors de tout danger», rassure-t-on. Quant aux causes qui ont entraîné cet accident, une enquête a été diligentée par les services compétents pour déterminer les circonstances exactes de cet accident qui a contraint les services de la Protection civile à mettre en branle un vaste dispositif d'intervention, dont 10 ambulances pour l'évacuation des blessés, 6 camions et 40 agents.

Pour rappel, les routes algériennes sont classées parmi les plus meurtrières dans le monde avec une moyenne de douze morts par jour, selon des chiffres officiels.

En Egypte, le fossé se creuse entre «Frères» et les «laïcs» Un gouvernement sans islamistes et avec Sissi comme «patron»

Salem Ferdi

En Egypte, les Frères musulmans et leurs alliés continuent d'occuper la rue pour contester le coup de force de l'armée contre le président Morsi. Un nouveau gouvernement, sans participation islamiste a été annoncé mardi soir par le Premier ministre Hazem Beblawi, suivi d'un premier Conseil des ministres en soirée. Des milliers de partisans du président Morsi ont organisé, hier après-midi, une marche sur le boulevard Qasr Al Aïni, devant le siège des syndicats des médecins, en direction du siège du gouvernement. Ils protestaient contre la formation d'un gouvernement qui fait la part belle aux «laïcs» et «libéraux» du FSN (Front du salut national). Les islamistes, y compris les salafistes du parti Nour, ont initialement soutenu la «feuille de route» du général Sissi avant de se retirer après le carnage devant le siège de la Garde républicaine.

L'absence de «représentation» islamiste au sein de l'exécutif en fait un gouvernement «acceptable» à l'étranger et il est salué par les hommes d'affaires égyptiens. Mais c'est un gouvernement politiquement bancal à l'intérieur. Même s'il est largement pourvu de «technocrates», c'est un gouvernement qui ne contribue pas à l'atténuation de la polarisation politique actuelle dans le pays.

LE GÉNÉRAL SISSI PRÉSIDENT ?

Si les islamistes sont hors du gouvernement mais dans la rue, le général Abdel Fattah Al-Sissi, dont le nom est violemment conspué dans les rassemblements des pro-Morsi, reste l'homme «fort» du pouvoir. Certains lui prêtent des ambitions présidentielles ou en tout cas d'être un faiseur de président. Outre le portefeuille de ministre de la Défense, il devient vice-Premier ministre et se trouve ainsi directement impliqué dans la gestion du pays. Le nouveau gouvernement compte également trois femmes et trois coptes. De manière devenue rituelle, le «nouveau pouvoir» a appelé l'ensemble des forces politiques à participer à ses efforts pour



la «réconciliation nationale». Un appel rejeté par les Frères musulmans qui ont déclaré ne reconnaître aucune «légitimité» ou «autorité» au nouveau gouvernement. Il est vrai aussi que sous un habillage juridique qui ne fait pas illusion, le pouvoir mène une campagne de répression contre les dirigeants des Frères musulmans. Il n'est donc pas surprenant que de la place Rabea Al-Adawiya, le nouveau gouvernement «mis en place par les chars de l'armée» soit fustigé. «C'est un faux président, c'est un faux cabinet, une fausse constitution», a déclaré Saad el-Husseini, un responsable du Parti liberté et justice. Nous refusons totalement ce gouvernement et tout ce qui découle du coup d'Etat militaire. Il n'y a de président que Mohamed Morsi, il n'y a de Constitution que celle qui a été acceptée par le peuple, et il n'y a de gouvernement que celui d'Hisham Kandil ». Après une mobilisation réussie le lundi dernier de dizaines de milliers de défenseurs du président Morsi et la «légitimité démocratique», ils devaient encore manifester mercredi soir dans le cadre d'une manifestation «millionième de la détermination».

LE CLIVAGE S'ACCENTUE

Le fossé entre les «laïcs» qui s'installent au pouvoir et les islamistes qui campent avec beaucoup de détermination dans la rue, ne fait que s'accroître. Les militaires ten-

tent encore de persuader le parti salafiste Nour, sous orbite saoudienne, de rejoindre l'alliance anti-FM. Il reste que celui-ci connaît des divisions et sa base critique son soutien au coup d'Etat militaire. On enregistre depuis le 3 juillet, jour de destitution, plus d'une centaine de morts. Les violences ont été au rendez-vous dans la nuit de lundi à mardi où 7 personnes ont été tuées et 260 blessées. Plus de 400 personnes ont été interpellées au cours de ces affrontements. L'Alliance de la défense de la légitimité qui regroupe autour des Frères musulmans plusieurs autres partis a mis en garde contre l'usage de la violence par le pouvoir. Elle a affirmé que son combat «pacifique» pour le rétablissement de la légalité constitutionnelle et le retour de Mohamed Morsi ne cessera pas. Au niveau extérieur, le nouveau pouvoir n'a pas apprécié le fait que la Turquie déclare officiellement que le président Morsi demeurerait, à ses yeux, le seul chef de l'Etat égyptien légitime. Les autorités égyptiennes ont exprimé leur «fort ressentiment». Hier, la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, était au Caire pour, officiellement, plaider pour un «retour le plus rapidement possible à la transition démocratique». Outre les responsables égyptiens, elle a prévu des entretiens avec le mouvement Tamarod ainsi qu'avec le Parti de la liberté et de la justice (PLJ), bras politique des Frères musulmans, selon des sources diplomatiques.

Après la mort d'un enfant de 10 ans Des habitants ferment la RN14 à Tiaret

El-Houari Dilmli

Plusieurs dizaines de citoyens, habitant la cité AADL, à la sortie-est de la ville de Tiaret ont fermé, jusque tard dans la soirée de mardi, la RN 14, reliant Tiaret à Alger, pour protester contre la mort d'un enfant de 10 ans, mortellement fauché par une voiture.

En effet, le drame terrible a secoué, mardi, peu avant la rupture du jeûne, la cité AADL, lorsqu'un enfant de 10 ans, a été fauché par un véhicule particulier. Selon les informations recueillies, l'enfant s'apprêtait à traverser la double voie, donnant sur son quartier quand un véhicule roulant à vive allure l'a renversé. Evacué dans un état

critique à l'hôpital «Youcef Damerджи» de Tiaret, il a été placé en réanimation intensive, avant de décéder dans la soirée, malgré les efforts de médecins urgentistes. Le chauffard a été arrêté et une enquête ouverte par les services de la Sûreté pour déterminer les circonstances exactes de ce énième drame de la route.

Ramadhan : le grand dodo !

Selon une enquête menée il y a de cela à peine quelques années par l'Institut du monde arabe des études sociales du Caire, sur les comportements sociaux durant le Ramadhan, la productivité baisse de 73,3% dans les pays arabes (nous en faisons partie, n'est-ce pas !), alors que les prix à la consommation enregistrent une augmentation moyenne de 35%... alors que certaines maladies (liées au cholestérol, à la tension, au diabète...) augmentent de 27,56%... les divorces de 35%..., alors que...



Par Belkacem
Ahcene-Djaballah

D'aucuns pourraient rétorquer, qu'une fois n'est pas coutume, le mois du jeûne se déroulant, ces toutes dernières années, en plein été et, les changements climatiques aidant, avec une chaleur et une humidité insoutenable. D'autres pourraient rétorquer que les Egyptiens, dont les chercheurs scientifiques, comme toujours, pour ne pas descendre du haut de leur pyramide, étaient à la recherche d'excuses « objectives » aux contre-performances passées de leurs équipes sportives... et, toutes récentes, socio-politiques.

Le drame, c'est que certains pays, et particulièrement le nôtre, depuis quelque temps, une à deux décennies, sont saisis, en ce mois de grande piété, par la « fièvre religieuse ». Le taux d'intolérance publique croît dangereusement. Disons 20 à 30% ! Plus grave encore, il n'est plus le fait des autorités ou de la réglementation ou de l'humeur politique de l'homme fort du moment, chef de l'Etat, ministre, mouhafedh ou wali ou président d'ApC (comme cela s'était passé au début des années 60 avec Ben Bella... et depuis quelque temps chez nous). Il n'est plus le fait des enfants que nous fûmes, lors-

que le « kilou » du coin étant pris en flagrant délit de « casse de carême », nous le « lapidions » à coups de petites pierres, sous le regard toujours, malgré tout, réprobateur des adultes. Il n'est plus le fait du vieil et vénérable imam du coin qui, plus gêné que scandalisé par le dillettantisme de voisins encore jeunes ayant fumé une « clope » dans leur jardin secret, consacre tout son prêche au respect des valeurs religieuses... habituelles, celles « consacrées » dans la région. Sans plus !

L'intolérance est devenue le fait d'une frange activiste de la société (des jeunes plus que des vieux... encore qu'il y a des « vieux » incroyables de fanatisme), « allumée » sans répit par des prêcheurs en eau trouble, beaux parleurs à la barbe teintée de henné ou à la barbichette élégante, beaucoup plus dans la rue et, sous les lumières des télé « étrangement islamiques », dans les nouvelles « mah-chachate » (dotées de ce nouveau produit importé d'Orient, le narguile... comme si les poisons de la cigarette et de la zetta ne suffisaient pas) que dans les lieux de culte répertoriés ou « validés ».

L'intolérance est le fait, aussi, d'individus

se trouvant, par hasard ou par nécessité... ou par calcul, au sein de corps ou d'institutions d'autorité, et qui interprètent à leur manière et selon leurs convictions personnelles la réglementation... et les principes islamiques tels que toujours suivis par nos pères et nos Anciens en Algérie : un « petit » haut-fonctionnaire (ou supposé tel car occupant une fonction dite supérieure, avec en poche, parfois, un « décret présidentiel ») par là, un « petit » policier par ci, un « petit » gendarme par là, un « petit » juge par ci... toujours avec cet inévitable soupçon de « hogra » du plus petit que soi... ou du plus libre que soi... ou plus libéré que soi... ou plus nanti que soi.

L'intolérance est aussi le fait d'une certaine presse et de certains « pisse-copie » qui, durant le mois sacré, mais aussi, en dehors, font dans la surenchère religieuse (comme ces quotidiens qui, dans leurs pages consacrées à la religion, vous « imposent » de les garder de toute souillure après leur lecture car « elles comportent des versets coraniques »... et, pire encore, de ne rien détruire ou jeter de ce qui contient comme écrits en langue arabe, sous prétexte de « langue du Coran ») ou font « feu de tout bois »

pour descendre en flammes tous ceux qui ne pensent pas comme eux, qui ne font pas comme eux, qui n'achètent pas leur journal, qui ne leur donnent pas de la publicité... La religion au service des commerces et les nourritures les plus basement « terrestres » ! Une « religiosité hâtive » qui met aux oubliettes les principes-clés de l'Islam, un religion basée sur le travail et l'effort... même le vendredi.

Le drame, c'est que le déroulement estival du ramadhan va durer quelques années encore. Les pourcentages et les incantations vont certainement « éclater » avec un plafonnement les deux à trois prochaines années. La chaleur aidant, et cela a déjà commencé, il y a deux années, le pays va vivre la nuit et faire dodo le jour (déjà que, selon ce qui est rapporté par un journal en date du 14 septembre 2009, le Bureau international du Travail avait montré, dans un rapport, que le travailleur et le fonctionnaire algériens ne « travaillent » en moyenne que 16 mn par jour sur les 8 heures réglementaires).

Entre-temps, les autres avancent, travaillant le jour et, malgré tout, ne dorment pas beaucoup la nuit.

Quand Mehdi dit...

Par Rachid Brahmi

En ce mois de jeûne, certains mangent, se goinfrent, d'abord avec des yeux d'effervescence, menés par le bout du nez, par la fragrance de la pittance, batifolant sur les finances. Quand, méconnaissant l'abstinence, la conscience en état de vacance, ils pensent avec la panse, balancent une part de bouffetance. Lui aime vaguer et divaguer, ramadhan ou pas, à longueur d'année, de journées. Sauf le dimanche, premier jour de la semaine algérienne.

Et lui c'est Mehdi. Mehdi la suspension. La géométrie. La divagation. L'étincelle de folie qui, de midi à midi, cherche désespérément un fusible, pour établir un courant entre ceux qui se court-circuitent entre eux. Lui, le gus à l'âge inconnu. L'ingénu aux idées biscornues. J'ai un siècle et des bourgeois enlaidis, dit Mehdi, ignorant l'année où il est né, même s'il a appris l'arithmétique. Mais il a horreur des calculs, ceux qui sont faux. Considérant qu'il meurt plusieurs fois, Mehdi peut clamser chaque jour, au moins une fois. Quand il lui arrive d'avoir un fruit, offrant la moitié à autrui, à un enfant de préférence, gar-

dant l'autre moitié pour lui, et l'épluchure dans sa poche, il attend de croiser une poubelle, la dénicher.

Quand il vague, Mehdi divague. Les six jours de la semaine : lundi, mercredi, samedi, vendredi, jeudi et mardi. Sauf le dimanche. Cherchant un sculpteur, pour dessiner des sourires dans les cœurs, Mehdi dit que les pierres disent ou pleurent, tout comme l'herbe ou les fleurs. Comme la terre ou le sol peuvent gémir. C'est pour cela qu'il marche sur la pointe des pieds, sans souliers. Pas même une sandale légère, été comme hiver. Pour cela, quand Mehdi s'assoit sur la prairie, il n'arrache pas l'herbe, ne s'affaisse pas de tout son poids sur le sol qui sourit. Il aurait aimé être suspendu dans les airs, pour ne pas faire pleurer l'herbe, gémir la terre. Mehdi la suspension.

Marchant souvent à reculons, pour ne pas voir devant, il ne regarde pas non plus vers l'arrière ; baissant les yeux vers le sol, ou mieux, fixant le soleil ou les étoiles. Sinon, il se cache le visage avec ses bras, quand il a mal aux yeux, ou est pris de tournis. Il arrive très souvent à Mehdi d'avoir des insomnies, car on pense qu'il pense à l'infini. Et quand il arrive à dormir, il se réveille en sursaut, ayant rêvé qu'il tombe ou qu'il ne marche plus à reculons. Ensuite il est aux anges, ce n'était qu'un rêve ou un cauchemar ; puisque dans le réel, il mar-

che à reculons. Et en biais. Donc enjoué, car il a du temps pour roupiller. Et au réveil, il écoute souvent des musiques joyeuses, puisqu'on pense qu'il n'est jamais triste. Mais quand il écoute des airs tristes, on dit de Mehdi qu'il est encore plus joyeux.

Bien qu'il sache compter, il dit qu'il préfère la géométrie. Pas l'analyse, car ça lui rappelle la Santé et les maladies. Donc Mehdi préfère la géométrie, si elle n'est pas variable. Mehdi fait toujours ses dessins et ses démonstrations spatio-temporales, avec un bout de calcaire en l'air, jamais sur les murs. Un morceau de calcaire blanc, celui qui réagit instantanément aux acides sulfuriques. Effervescent. Il aime la géométrie Mehdi. Dessiner la parabole dont l'équation et la forme sont connues des lycéens. Une parabole ? Oui, cette figure qui ressemble à un bol de H'ira, vu en coupe. Enfin, un bol avec ou sans cette soupe, mais un bol quand même.

Et si on veut que Mehdi écrive, il demande une cigarette, une blonde de préférence, ou un p'tit sourire bienveillant, ou un 'bip' complice. Mais jamais un morceau de tarte ou un bonbon, car même frère qu'il est, il fait attention à sa ligne. Et puis il les laisse aux enfants, les bonbons. Et si on veut que Mehdi écrive, il demande un papier noir, et un stylo qui écrit blanc. Il aime écrire blanc sur noir. Pas de

verbes ou d'adjectifs, que des noms. Parfois des mots de maux. Des noms, propres ou figurés, propres ou sales. Il a horreur des points, personne ne sait pourquoi. Mais Mehdi n'a rien contre les virgules d'exclamation, les points suspendus. Pour la suspension, Mehdi qui se déplace donc à reculons, adore ce jeu de saute-mouton, sans sauter par-dessus un partenaire ou un mouton ; mais en l'air et sans appui. Un régal, cette suspension. Mehdi qui regrette aussi qu'un mouton n'a pas forcément la géométrie d'un mouton. Parlant d'animaux, Mehdi ignore si le mulet a oublié qu'il est mulet. Il sait par contre que le mulet peut se prendre pour un lion, mais que celui-ci s'en bat les flancs de penser à la question. Si on insiste pour lui demander son âge, Mehdi la confusion, le cherche en lorgnant la lune, quand elle est visible et pleine, sinon il vous répond qu'il faut la lui ramener. Et quand la lune est là, il devient luna-tique. Mehdi dit aussi qu'il cherche depuis longtemps des lorgnons, pour les myopes du cœur ou de la raison, ou une jardinière, pour arroser les roses des quatre saisons. Mehdi la divagation, celui qui arpente les rues et l'extérieur des maisons. Sauf le dimanche. Mehdi dit que la vie est parfois drôle, un peu folle, quand des trucs qu'on voit n'existent pas. Ou des machins qu'on ne voit pas, et que ça existe. Et c'est vrai, puisque Mehdi le dit avec son bout de

calcaire et ses arguments aériens, une langue et un langage que tout le monde comprend bien, y compris les muets, les sourds, et les sourds-muets, à l'exception des aveugles du cœur ou de la raison.

Et pour ceux qui n'ont pas compris, des exemples il en fournit, ce sacré Mehdi. Pour ce qui est des machins qu'on voit, que ça n'existe pas, Mehdi cite l'exemple de la lumière qui vient de la lune, si le ciel est dégagé. C'est beau à voir ; on dirait qu'elle illumine. Pourtant la lune n'éclaire pas, c'est prouvé. Car la lune ne fait que refléter l'éclat du soleil. C'est comme ça, elle vient du soleil la lumière. Pour les trucs invisibles qui existent, Mehdi prend l'exemple de certains gaz, tel l'hydrogène qu'on ne voit pas. Nous pouvons nous en rendre compte en approchant de celui-ci une étincelle. Et boum ça explose ! Et Mehdi sait aussi qu'il y a des gaz, et que ça ne pète pas. Sournois, certains sont invisibles, mais détectables au nez fin. Ils peuvent être visibles, si on les colore. Il y a aussi des gaz aromatiques. C'est ainsi.

Et il est ainsi Mehdi, du lundi au samedi. Sauf le dimanche. Car « dimanche » ne finit pas, comme le nom à Mehdi, ou les six autres jours de la semaine, par un 'di', mais par un 'manche'. Pourra-t-il être contredit, Mehdi, pour tout ce qu'il a dit ? Que nenni ! Puisque tous l'auront compris.

Jadis, les familles algériennes mangeaient le pain de blé d'Algérie. C'était le temps de l'indépendance alimentaire et de la confiance au génie des paysans algériens.

Par Ali Brahimi

Rôties à petit feu sur des plateaux en terre cuite (tajines), les galettes de blé ou d'orge étaient tout de suite enveloppées dans des morceaux de draps en laine (mendils), tissés à la main, afin qu'elles gardent leur saveur intacte pendant des semaines. Les familles algériennes avaient des âtres en terre cuite et assez de réserves en bûches et des copeaux de bois afin de faire cuire les galettes et préparer les soupes au mois du Ramadhan. Malgré le peu d'aliments qu'elles avaient, elles étaient rassasiées car elles se contentaient de peu de choses et n'amassaient pas excessivement de nourriture.

Et au cas où des chefs de familles citadines, achetaient quelques baguettes de pain, à la boulangerie du coin, ils les cachaient sous leurs burnous, en hiver, et les gandouras la saison estivale, des regards indiscrets. En effet, c'était malséant et déshonorant d'aller chez le boulanger sauf pendant la période des fêtes pour faire cuire les gâteaux, ou des grosses galettes durant la première semaine du Ramadhan. Et ce sont les filles ou les garçons qui s'occupaient de porter Khobz edar, avant et après cuisson, auprès des boulangeries. C'était tout un cérémonial inoubliable.

Par la force des choses, de nouvelles habitudes alimentaires ont eu le dessus sur les anciennes. A l'évidence, confectionner le pain de maison, c'est fatigant et coûteux pour les uns et démodé chez les autres qui préfèrent le « prêt-à-manger », y compris chez des gargotiers, avec les risques de salissures nuisibles à la santé. A l'image des viandes insuffisamment congelées, fruits et légumes non lavés, gâteaux avariés, voire de l'eau mi-

nérale et des glaces polluées ou périmées.. Pour le moment ce n'est pas le seuil de la catastrophe, néanmoins les médias et les médecins sonnent l'alarme, chaque été, puisque des intoxications alimentaires à cause des salmonelles, dysenteries, etc., ont été signalées partout en Algérie.

Jadis, les aliments étaient consommés le jour même, puisqu'il n'y avait pas de moyens de stockage frigorifiés et le cas échéant, ils étaient salés et poivrés. Boucané, la viande est conservée dans des grandes jarres entressées dans les caves ventilées et réfrigérées naturellement. Cette manière de conserver les denrées puise ses origines dans la civilisation andalouse, et plus loin encore dans l'histoire.

A ce sujet, un médecin andalou, probablement d'origine égyptienne, prénommé El-Ghazi, a séjourné à la citadelle des Beni-Hamad, (1014-1153). Il attachaient aux d'arbres centenaires, tels le Cèdre aux odeurs purifiantes, des gigots de viande ovine et bovine et les laissaient ainsi exposés à l'air sain et frais de ces microclimats montagneux aux températures basses même en plein été et par conséquent permettaient relativement une bonne conservation des aliments. Une source d'eau, tempérée en hiver et assez fraîche en saison estivale, située à proximité de la citadelle hamadrenne (montagne du nord du Hodna) porte son nom jusqu'à présent. Grâce à ses multiples expériences, dans le domaine du froid, il avait prouvé que la réfrigération naturelle conserve les produits carnés. Son contemporain, l'agronome andalou, d'origine omeyyade, Ibn el âyam auteur d'un livre sur l'agriculture, avait inventé le principe de l'irrigation, par goutte à goutte, dans le jardin des connaissances, d'où le Généralisme en espagnol, situé à Grenade en Espagne. Il enterrait des grandes jarres, pleines d'eau fraîche, à côté des racines d'arbres fruitiers notamment le grenadier, la vigne et le figuier. Ce sont éga-

Le chaud et le froid

lement les Andalous qui ont mis en application le procédé de l'insémination artificielle des animaux domestiques. Ils transportaient la semence du pur-sang arabe, conservée dans des outres en peau de chèvre (guerba) appropriée du point de vue de la non variation brusque des températures, de la région du Nadjd en Arabie jusqu'en Andalousie, d'où la production et la multiplication du cheval arabe barbe qui a fait la renommée des cavaliers de l'Afrique du Nord et la région du sud de l'Espagne, du Portugal, de la France....

A l'occasion du défilé du 14 juillet, en France, des souches chevalines issues de ces croisements ont été observées pendant la cérémonie. Les services vétérinaires de la cavalerie française ont, au fil du temps, notamment depuis la colonisation de l'Afrique du Nord, amélioré les variétés du barbe et de l'arabo-barbe plus sveltes et au sang très chaud. A partir de 1931, début de la colonisation française en Algérie, le corps militaire des Spahis (Sbeysis), tirés aux quatre épingles, a été institué notamment dans la steppe et le Sahara de l'Afrique du Nord.

En Afrique du Nord et au sud de l'Europe, l'architecture en pisé de terre était assez répandue dont la merveilleuse Alhambra (El-Hamra) à Grenade (Espagne) et tant d'autres joyaux architecturaux ocrés au sud-ouest de la France (Toulouse)....encore intacts à ce jour malgré les aléas du temps et du climat. Des villages voire des châteaux sont construits en parpaings d'argile, mélangée avec l'eau et de la paille, permettaient une bonne isolation thermique évaluée par les spécialistes de 5 à 10 degrés de moins en période d'été, et de plus en saison hivernale. Vendredi passé, la chaîne télévisuelle France 24 a montré un jeune inventeur algéro-français qui a créé un soulier de sport en cuir. Selon sa démonstration, il diminuerait de trois fois la température, au niveau des pieds, par rapport à celui habituellement chaussé par les sportifs. Il était parmi la délégation des chercheurs scientifiques qui avaient accompagné l'ex-président M. Chirac au cours de sa visite en Algérie.

En Algérie, ces derniers temps, des déclarations contradictoires, de la part des partis po-

litiques, toutes obédiences confondues, qui ne cessent de casser les pieds des gens, notamment instruits, de plus en plus démobilisés. En effet, ils sont en train de souffler le chaud et le froid, en termes de changement de prise de position par rapport à leurs précédentes déclarations à l'encontre des pays en révolution, dans le cadre des printemps arabes qui ne cessent de se poursuivre en toutes saisons, dont l'été égyptien !

A propos du comportement de certains gouvernants du monde occidental en train, également, de souffler le chaud à l'intention du régime égyptien en place d'une part, et du glacial à l'adresse du parti de la liberté et la justice des Frères musulmans, d'autre part. Ceci dénote l'ambiguïté des pays occidentaux dont l'Allemagne et les USA qui ont, cette semaine, demandé la libération du président égyptien destitué.

En effet, ils ont donné l'ordre dimanche passé, au gouvernement égyptien de faire libérer immédiatement, le président égyptien déposé du fait, nous semble-t-il, de son incapacité d'estimer, à sa juste valeur, la température de la révolution du peuple égyptien dans toutes ses composantes. En plus, les peuples en révolution, ne se plieraient jamais devant un parti politique fût-il le dépositaire, soi-disant, des principes de la religion. Cela est aussi valable pour une institution s'autoproclamant garante exclusive de la souveraineté nationale. Seul le peuple est dépositaire de l'autorité. La récente visite de l'envoyé spécial des USA au Caire, M. William Burns, dénote la volonté de la Maison-Blanche à ménager la chèvre (les Frères musulmans), à toutes fins utiles, et les choux (ceux qui ont fait déchoir le président égyptien) en vue de leur signifier qu'il faut coûte que coûte garder la bonne température face à l'opposition politique surtout islamique. Selon les déclarations, du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères des USA, l'Egypte ne sera, en aucun cas, comme la Syrie.

Une allusion politique adressée à ceux qui souhaitent propager le feu dans la région du Moyen-Orient. C'est malheureux d'en arriver là, mais c'est comme ça que le monde de la politique va. Tantôt chaud, tantôt froid !

Discipliné l'Algérien ?!

Par Bachir Ben Nadji

Faire un petit tour dans la rue se fait révélateur du comportement de l'Algérien. Avant la rue, il y a les escaliers de la cage de bâtiment et dans quel état ils se trouvent. Mégots, sachets, crachats et autres constituent le décor immédiat de l'environnement de l'Algérien. Se déplacer un peu plus loin de la cage du bâtiment, il y a les bacs à ordures ou « espaces » réservées par les services communaux pour le dépôt des restes d'aliments et autres déchets des foyers. Au lieu de mettre les sacs poubelles et autres sachets de déchets dans les bacs à ordures, notre citoyen les jette juste à côté, pensant que ceci ne serait que le travail des agents de nettoyage. La rue est pleine de détritus de tous genres, pleine de poussière, les voitures sont elles aussi, sales, et le matin, en sortant de chez lui, notre concitoyen monte dans sa voiture pour chauffer son moteur et « chauffer » son esprit. Et là, notre concitoyen va se retrouver avec ces images de son environnement qui vont le suivre partout.

Pendant le Ramadhan, notre citoyen met ses lunettes noires à sa sortie de la maison pour montrer qu'il ne veut pas que l'on voit ses yeux gonflés par manque de sommeil, il veut leur dire ne me regardez pas, je n'ai pas envie de vous voir. Il démarre pour aller vers son travail et en cours de route il n'admet rien, ne respecte aucun code ni aucune loi, il ne cède pas le passage même à tort, veut doubler à droite, double sans tenir compte de ce qu'il y a derrière lui et en face de lui. Il peste contre tout le monde, il montre son énervement à tout le monde, fait des appels de phare pour zapper tout le monde et pouvoir arriver à temps, sachant au départ que monsieur est déjà en retard sur l'horaire prévu.

En retard, notre monsieur n'est pas tout seul car, Ramadhan ou pas, rares sont les Algériens qui arrivent à l'heure ou avant l'heure à

Le Ramadhan est le mois par excellence pour la découverte de l'Algérien, de sa mentalité, de son respect des lois. Hé bien mettons-nous dans la tête que la discipline n'est pas le point fort de nos concitoyens ! En voici quelques images de ce qui se passe durant une grande partie de ce mois sacré et qui peut se produire même durant le reste de l'année.

leurs bureaux ou à leurs postes, sauf certains et ils ne sont pas très nombreux. Que cela soit chez le public ou chez le privé ! Au bureau, l'Algérien avertit son concitoyen de ne pas trop l'importuner car il n'a pas trop dormi et chacun va de sa musique pour se plaindre des méfaits du jeûne. S'il est derrière un guichet avec des concitoyens face à lui, ne lui en voulez pas, ses nerfs sont à fleur de peau, il risque de tout lâcher et de tout gâcher au moindre petit mot déplacé de son vis-à-vis.

L'Algérien discipliné ?! A voir !

Quand notre citoyen monte dans sa voiture et s'enferme dans son monde il ne tient pas compte des autres, il conduit pour lui, s'arrête quand il veut sans avertir ceux qui sont derrière lui et ne veut pas qu'on lui fasse de remarques. Il s'arrête n'importe où faisant fi des panneaux d'interdiction de stationnement ou d'arrêt. Il s'arrête et descend de sa voiture qu'il laisse en deuxième position, gênant le reste du monde et sans se soucier de ce qu'il provoque comme désagréments aux autres automobilistes tant en zones urbaines que sur les axes routiers investis par les marchands ambulants qui ont choisi de dresser leurs étals au niveau des sections où il a été installé des ralentisseurs (dos-d'âne). Ceci est une autre forme de l'indiscipline de l'Algérien, vendre n'importe où et n'importe comment, tant qu'il y a des clients à plumer, tant qu'il y a des gens à duper.

Au marché, notre concitoyen achète tout, fruits de toutes sortes, légumes de toutes sortes, même ce dont il n'a pas besoin, pourvu

qu'il achète, qu'il rentre chez lui plein de sachets. L'Algérien achète du pain et en grande quantité. A chaque boulangerie où il s'arrête, et à chaque fois qu'on lui vante un boulanger il prend du pain, et les boulangers, ces malins, vous font du pain qui vous tente et vous met l'eau à la bouche. Notre concitoyen achète aussi de la galette, il achète de la zlabia, du qalbellouze, des tartes aux fruits, plus particulièrement la tarte au citron, très prisée pendant le mois sacré pour des raisons inexplicables. Il achète du lait pour le flan et achète de la limonade et de la cherbate, ne se souciant guère de ce que peut lui provoquer cette surconsommation de produits sucrés et ses retombées sur sa santé. Il n'y a qu'à voir les services des urgences des structures de la santé quelques minutes après le F'tour. L'Algérien achète de la viande ovine et bovine, il achète du poulet, de la viande de dinde, et même du lapin, il achète de la sardine et du poisson de tous genres, ne se souciant même pas du temps qu'il faut mettre pour préparer et manger ce qu'il ramène à la maison. Il suffit que tout le monde le voie rentrer avec des sachets de victuailles et se faire aider par sa marmaille ou sa fratrie.

L'Algérien qui n'a pas de voiture prend le bus et s'endort durant son trajet, allant à son travail ou rejoignant son foyer. Lui aussi fréquente les marchés en prenant du temps sur ses horaires de travail et lui aussi s'encombre de sachets d'aliments divers en rentrant chez lui complètement « vidé » de toute énergie. Lui aussi, et ne disposant pas de grands moyens, use de tous les subterfuges pour contourner lois et règlements, et enfin

arriver, dans la mesure du possible, à ses fins. La discipline chez l'Algérien ?! Là où il va, notre concitoyen ne fait pas, ou ne veut pas faire la chaîne, il essaye toujours de griller la queue, ignorant les autres, ceux qui sont arrivés avant lui, provoquant parfois l'ire des plus pressés que lui, et au cas où ça dégénère il peut se considérer chanceux s'il s'en sortira indemne. Pour gagner du temps, il vous sortira tout son argumentaire pour apitoyer tout son auditoire et pouvoir régler ses affaires, sinon il abandonnera faute d'avoir pu convaincre, mais il reviendra un peu plus tard, soyez-en sûrs.

Et chez lui, est-ce que l'Algérien est discipliné ? Nul ne peut avancer quoi que ce soit. A la maison, notre concitoyen fait ce qu'il veut. Il mange n'importe comment, dort comme il veut, se comporte de manière désordonnée, impose sa propre loi et ne se soucie de personne. Chez lui c'est la foire et pourvu que ça dure, le reste il ne s'en soucie guère.

Discipliné l'Algérien ? Quand le sera-t-il ? Il faudrait une révolution dans les comportements de ce citoyen afin qu'il sache qu'il y va de son existence.

Au fait, dites-moi comment se comporte notre concitoyen quand il est à l'étranger. Je pense qu'il peut constituer un modèle pour celui qui vit dans son propre pays. Il est droit comme un chêne, respectueux des lois des républiques et des royaumes d'ailleurs, travailleur, discipliné et bien élevé. Il se conduit bien et conduit convenablement car, là-bas, tout est payant et la moindre erreur coûte de l'argent, et cet argent il faut le gagner durement. Donc, gare à celui qui gaffe, ce n'est pas comme chez nous où rien n'est payant, même pas les PV et contraventions du code de la route. Il fera tout pour éviter de les payer, appelant X ou Y et le faisant intervenir pour effacer toute trace de l'infraction. Il faut de tout pour faire un Algérien discipliné, il ne faut pas faire grand-chose pour avoir un citoyen indiscipliné, mais il faut agir pour que ce citoyen revienne aux normes, ait des repères sur les valeurs d'une société civilisée. Ceci est impératif : à bon entendeur salut !

Les mots ont-ils toujours la force de créer des changements et des bouleversements comme autrefois? Une minorité pense que les mots n'ont pas aujourd'hui la même puissance pour déclencher des mutations et libérer les peuples des jougs des nouveaux colons qui, au nom d'une révolution, ont chassé les occupants étrangers pour tout accaparer comme s'il s'agissait d'un héritage qu'ils venaient de reprendre.

La puissance des mots

Par Boutaraa Farid

En effet, La majorité des pays arabes et africains qui étaient sous l'occupation des pays occidentaux avaient connu le même destin. Les responsables militaires avaient accédé au pouvoir, mais le quotidien des populations n'avait pas été à la hauteur des attentes. Les nouveaux élus au pouvoir étaient hébétés devant cette nouvelle vie de luxe qui s'offrait à eux et ils avaient oublié la notion du partage et de l'équité. Ils étaient tous tombés sous le charme du trône et où il fallait se maintenir avec fermeté et cruauté.

En effet, le maintien au pouvoir exigeait la ruse, la force et l'hypocrisie et toute erreur conduisait à la mort ou à la prison. Pendant ces périodes, les écrivains et les penseurs n'avaient pas assez d'espace pour dire les vérités et le peuple attendait dans un silence de tombe des leaders pour les suivre tout en exprimant son désarroi. Chez nous en Algérie les auteurs n'avaient pas assez de liberté pour parler des sujets qui dérangeaient. Le socialisme

l'émergence d'autres partis politiques qui avaient la chance d'arnaquer le pouvoir en place et notamment le parti islamiste le «Fis» qui avait l'estime de la majorité du moment, qui avait l'audace de critiquer ouvertement le pouvoir tout en promettant des changements. Depuis cette période, la liberté d'expression était devenue un acquis et le lecteur algérien pouvait lire tout ce qu'il voulait. Les journalistes pouvaient librement évoquer et critiquer le mode de gouvernance et la démocratie de carton que nos responsables exhibaient comme des vêtements de l'Aïd, alors que la majorité du peuple vivait avec rien. Ni travail, ni logement, ni salaire décent, mais rien que des promesses de la part des responsables qui changeaient comme les grains du sable. Des promesses qu'on étalait les jours des élections et qu'on cachait juste après l'annonce des résultats. Tout était à refaire. Le pauvre citoyen n'avait plus la force de relever sa tête. Le pauvre ne faisait que tourner les pages d'un livre usé et où les pages étaient collées et semblables à un jeu de scrabble. Nous vivions une vie insipide au milieu du vide, l'anarchie et la peur qui dictaient leur loi. Le jour était battu par la nuit et la joie était bouffée par les crimes, les vols et l'ennui.

Le quotidien de l'Algérien se résumait à un cercle fermé entre le travail et la maison. En un mot, L'Algérie demeurait une prison pour celui qui n'avait qu'une chambre qui servait de cuisine, de salon, de toilette et de maison. La joie était partie

et le sommeil restait notre paix, où nous retrouvions quelques brins de liberté. Notre salaire ne terminait même pas la moitié du mois et nous retombions tous après dans l'émoi. Et beaucoup de questions taraudaient nos esprits. Pourquoi sommes-nous toujours les derniers au classement des nations? C'est parce que les autres pays avaient avancé. Nous avions opté pour un régime qui dépassait nos capacités en fermant les lumières sur notre cité. C'était l'égoïsme et le refus du partage qui avaient fait de nous des otages entre deux forces qui voulaient le pouvoir. Les autres nations avaient compris aussi, que le temps avait un prix et que pour réussir il fallait former une génération qui pense et non pas une jeunesse qui tue son temps avec le net et qui ne recherche plus à acquérir le langage des livres. Ces pays avaient également compris que la justice sociale était la seule voie pour installer de nouvelles visions et de nouvelles habitudes et où le respect des libertés des autres était une doctrine qui conduisait à la vraie démocratie. Celle qui favorise la discussion et le dialogue pour convaincre et non pas celle du fanatisme et de la force des bras. Dans ces sociétés occidentales on favorisait les débats et les dialogues pour un avenir commun, tout en invitant des philosophes et des penseurs et non pas des députés bien rémunérés et qui défendaient l'intérêt de ceux qui les payaient et non pas l'intérêt du simple citoyen qui l'a choisi pour défendre ses droits.

C'est avec l'ouverture du chant audio visuel aux penseurs et aux philosophes qu'on fera progresser le reste de la population. Et si le simple citoyen a été

floué, l'homme instruit ne peut lui aussi rien faire du moment que personne ne l'écoute. Il préfère vivre dans l'anonymat. La vie pour lui n'est qu'un éternel va et vient entre le médiocre et l'absurde. Sa quête devient alors, celle d'un mendiant qui boucle ses jours entre la merci d'un responsable qui n'a jamais terminé un livre et celle d'une rencontre avec un voisin ou un proche qui le marginalise avec un regard moqueur derrière les vitres de sa nouvelle caisse. Quelle sera la réaction d'un intellectuel quand il constate que les gens de sa cité avaient voté pour une minorité d'honnêtes citoyens entourée par une meute de loups qui n'avaient rien amené de nouveau et qui sont là depuis quatre mandats et comme si ces pseudo-élus étaient les seuls hommes de la cité. Comment accepter que le volet de la culture soit livré à un élu analphabète? L'intellectuel est marginalisé dans une société qui court derrière une vie où l'année ne dure qu'un mois et où le fric a chamboulé toutes les valeurs. L'homme instruit préfère vivre modestement au sein de sa petite famille tout en surfant sur le net pour fuir ces frontières et ce quotidien fade et blessant. Il ne fait que constater les dégâts occasionnés à sa cité qu'il aime tant mais qu'il ne peut sauver, car les envahisseurs sont là. Ceux qui avaient laissé leurs villages et leurs terres et qui étaient venus pour semer la pagaille et le désordre. Et comme disait le défunt penseur et conteur» Daka Kamir»: Autrefois on les comptait, car ils n'étaient pas nombreux, mais maintenant c'est eux qui nous comptent, car nous sommes devenus une minorité de Khemissi qui vit avec des milliers d'arrivistes à notre si belle cité El Khemis qui est devenue la leur et où nous sommes des étrangers. Eh oui ! le simple citoyen ne savoure plus le coucher du soleil, ni les jours de repos. Notre tête est pleine d'images et de stéréotypes et de clichés. Nous pensons souvent même pendant notre sommeil à comment remplir nos couffins aux marchés.. Sommes-nous libres d'exprimer nos frustrations et cette mal-vie qui nous prive de jouir des plaisirs qui restent du domaine de l'interdit.

Pour certains nostalgiques, les mots aujourd'hui n'ont plus de pouvoir, par le simple fait que les brillantes plumes ne sont plus de ce monde. Kateb Yacine et sa fameuse «Nedjma» était parti dans l'anonymat. L'enfant de Constantine n'est maintenant, qu'un vague souvenir d'un amoureux qui avait connu la prison encore adolescent à Sétif. Un adolescent qui attendait la mort à tout moment dans la vaste salle où tous ses amis avaient été exécutés. Lakhdar n'est que Mustapha, Mourad et Rachid. Ils étaient quatre personnages qui parlaient le même langage, tout en fantasmant sur une seule femme «Nedjma». Ils étaient les narrateurs d'un drame, où l'héroïne n'était qu'une femme. Une cousine aussi belle que toutes les étoiles qui avaient sillonnées le ciel de cette patrie, l'Algérie, qui avait connu tant de conquérants sur ses terres. C'était l'histoire d'une bouteille de vin et d'un couteau. Une histoire d'amour entre une fille et le soleil. Celle de la plaie et du couteau. Celle du nègre protecteur de la tribu et Rachid l'amoureux muet. Celle d'une quête d'un temps circulaire, où le personnage n'avait pas d'âge. Celle d'une polyphonie, où les voix se partageaient entre un passé riche d'évènements et un présent incertain.

C'était aussi une histoire d'amour entre une institutrice belle et douce et un jeune Mustapha qui dépassait les Français dans leur propre langue. Kateb Yacine n'est plus de ce monde et son talent n'a été malheureusement reconnu que plus tard par une minorité de spécialistes. Kateb Yacine n'avait pas eu la reconnaissance du moment que ceux qui gouvernaient à l'époque avaient du mépris pour tous ces écrivains francophones qui prétendaient avoir des idées neuves. Le pouvoir en place à l'époque avait peur de tous les penseurs. Le silence était la seule voie possible pour éviter l'exil ou un sort flou. Son compatriote Mouloud Mammeri était aussi parti sans aucune reconnaissance pour la magie de ses mots et pour son génie créateur. Le grand ethnologue avait trouvé une nouvelle passion pour tuer le temps. Il avait la charge de lancer la langue Amazighe. Un rêve de voir cette lan-

gue sur les étagères de toutes les librairies. Il voulait que l'Algérie cesse d'être une carte entre une poignée d'individus qui dictaient les lois et qui refusaient le dialogue. L'auteur de «l'opium et le bâton» méritait mieux qu'un parcours d'un homme modeste qui avait fini ses jours dans l'anonymat. Le philosophe «da Mouloud» n'avait pas eu le mérite de son rang de penseur, de philosophe et de chercheur. Le grand auteur du «sommeil des justes» était juste dans sa vision, et ses œuvres méritent plus de publicité afin que les enfants de la cité sachent que l'Algérie avait donné naissance à des génies en littérature. Le même destin était réservé pour le fameux exilé et ses fameuses trilogies. Mohamed Dib qui n'était plus revenu à sa terre natale depuis 1959. Certains chercheurs pensent que l'auteur de «la grande maison» n'avait jamais été sollicité par les tenants du pouvoir à l'époque pour qu'il rentre en Algérie et qu'une cérémonie grandiose soit réservée à sa personne pour toutes les œuvres écrites par ce penseur. Il demeure du domaine de l'impossible que l'enfant de Tlemcen reste insensible à l'appel de la douce Algérie. Le défunt auteur avait une blessure au fond du cœur et qu'il n'avait jamais avoué au grand public. Eh oui, les mots ont perdu leur pouvoir magique et les écrivains engagés ont tous préféré l'exil à une vie de perroquet dans une cage.

Pour d'autres, les mots n'ont pas perdu un iota de leur force. Les mots sont là, pour dire et décrire une souffrance et un calvaire qui n'a pas changé de couleur, ni de douleur. Les mots sont là pour exprimer un cri et un hurlement d'un cœur blessé suite à une injustice qui a poussé à l'immolation. Les mots sont là pour rattraper tous les ex-ministres et leurs complices pour la mauvaise gestion de richesses. Les mots gardent toujours la magie de changer les mœurs et les mentalités. Les mots conservent toujours assez de force pour renverser les truands et divulguer haut les voix les chaudes vérités. Les mots ne meurent jamais et ont assez de force pour stopper les crimes et les méfaits. Les mots gardent toujours cette chance d'aller se ressourcer dans les cervelles des vieux qui n'ont plus peur de mourir de faim ou de froid dans les geôles des rois tyrans et des présidents ingrats.

Les mots préservent assez de liberté pour dénoncer toutes les anomalies et de prêcher la bonne parole qui ramène la quiétude et la paix à un peuple qui ne veut que la vérité. Les mots sauvegardent leur force et ne plient pas devant les complots de tous les voleurs qui croient qu'ils sont rusés et qu'ils peuvent déjouer la justice des hommes. Les mots maintiennent toujours le monopole et rien ne leur échappe du moment que tout sera conté dans le livre d'histoire. Tout sera mentionné pour les générations futures.

Les mots sont là pour nous faire un constat sur toutes les erreurs qui ont empêché notre pays d'aller de l'avant et de rejoindre les nations civilisées qui nous entourent et qui souvent tentent de nous donner des leçons de démocratie.

Ces nations qui attendent la moindre faille pour revenir nous coloniser sous prétexte de protéger une minorité ou de nous aider à vivre sous leur protection contre un éventuel danger. Les mots n'auraient aucun pouvoir si nous perdions notre unité et que les forces étrangères pénètrent nos terres. Nos richesses seraient entre les mains des nouveaux maîtres de ce monde qui nous attendent avec jubilation au prochain tournant.

Alors, sachez écrire sans mentir et dire tous les mots qui vous rapprochent et qui brisent tous les conflits et que notre linge sale soit lavé entre nous et que nos ennemis sachent que nos plumes sont au service de la justice et la vérité, mais quand il s'agit de choisir nous ferons le même choix qu'Albert Camus quand des journalistes français voulaient savoir sa position vis-à-vis de la guerre de libération algérienne. Le prix Nobel était avec la justice, mais il préférerait sa mère la France, même si cette dernière était fautive. Alors, savourez votre chorba avec plaisir et sachez que les mots ont toujours un puissant pouvoir pour un retour d'une Algérie puissante qui sache écouter les cris et les écrits de tous. Une Algérie solidaire et forte et qui nargue ceux qui désirent la voir malade, faible et morte.

Ces hauts fonctionnaires mis au vert précocement

Totalisant 20 années de services effectifs dont au moins 10 ou 15 dans une fonction supérieure, selon la catégorie, ils peuvent postuler à une retraite bien méritée. Ils n'émargeront, évidemment pas, sur le budget de la Caisse générale de retraite (CGR), mais sur celui du Fonds spécial, destiné justement à cette catégorie de personnel.



Par Farouk Zahi

En supposant que la prise de fonction effective se fasse à l'âge de 30 ans, le quidam est mis à la retraite à l'âge de 50 ans, là où la machine humaine est rodée et à plein régime, en possession de toutes ses capacités intellectuelles et praticiennes. Ils seraient plus de 700, entre anciens ministres et hauts fonctionnaires qui «bayent aux corneilles». Est-ce à dire que l'administration territoriale, voire même centrale, n'aurait pas besoin de leurs services ? Est-ce que le jeune chef de daïra ou le directeur de l'exécutif, fraîchement émoulu, n'a pas besoin d'éclairage pour une guidance pertinente, empreinte de cohérence ? Il ne s'agit pas dans le propos d'une remise en cause des profils, mais de l'avantage obtenu par la maturité du réflexe que seules les annuités dans le poste peuvent faire acquérir. Il n'est pas plus frustrant pour un ancien dirigeant de constater des postures béates de jeunes collègues qui, en toute bonne foi, naviguent dans la mélasse sans pour autant tenter de s'en défaire par, au moins, la consultation de pairs aguerris. Ils ne

manqueront pas, parfois, de les rappeler au bon souvenir des vivants par cette phrase assassine: «Il faut rendre hommage à nos aînés qui, en dépit de leur modeste niveau intellectuel, ont œuvré inlassablement pour nous passer le témoin». Amen ! Ces retraites «dorées», il faut l'avouer, peuvent à elles seules colmater des brèches béantes dans le budget de fonctionnement de l'appareil d'Etat en les fructifiant par le consulting - terme en vogue - pour qualifier celui d'avis consultatif. Et comme son nom l'indique, il n'engage en rien celui qui le sollicite.

Le cœur gros comme ça, du moins pour ceux qui n'ont pas monté d'affaire pour les enfants», ils déambulent, quand il leur arrive de le faire pour leurs besoins d'administrés, dans les coursives d'une administration qui n'est plus que l'ombre d'elle-même. Ils se remémorent quelque peu ces lieux, jadis silencieux et feutrés où l'acte de servir était élevé au rang de sacerdoce. Le déchirement est d'autant plus dramatique que des réminiscences de déclarations d'intention, à la limite de la profession de foi, martèlent l'esprit encore. Votre serviteur est pris dans un tourbillon de «pourquoi ?» quand il s'entend dire que tel ou tel examen biologique ne peut être effectué dans tel ou tel service hospitalier. La raison, il n'y en a point. Ni le surpeuplement, ni le suréquipement actuel ne peuvent justifier cette perte. Où est-elle l'autorité ? Elle est là, mais diffuse pour être insaisissable. Au chef-lieu d'une wilaya côtière huppée, un trou béant perfore l'asphalte d'un carrefour entouré d'institutions régaliennes, depuis plus d'une vingtaine de jours. Il ne semble déranger, apparemment, que le policier qui régent le flux circulant. Le plus déprimant, c'est que les services dits techniques sont intervenus après moult sollicitations sauf que cette intervention a consisté à colmater la brèche par un gros morceau de trottoir. Le risque, précédemment caché, est devenu appa-

rent. Un homme averti en vaut deux ! Tel est, semble-t-il, le message délivré en filigrane. Un village relevant de cette même wilaya compte deux rues qui s'entrecroisent et dont les dimensions ne dépassent guère les 500 mètres pour chacune, souffre du délabrement avancé du revêtement de sa voirie depuis plus de 5 ans. Les citoyens, qui ont cru un moment que le gros matériel de revêtement venait pour la réhabilitation de la chaussée, ont vite déchanté quand ils ont compris que ce déploiement machiniste n'avait pour principale mission que l'aménagement d'un rond-point situé à l'entrée sud du village. Ce dernier passera encore un autre hiver à patauger dans les méandres insondables du bourbier. Restons quand même dans les travaux publics pendant que nous y sommes. La nouvelle voie rapide qui a remplacé la RN 11 a un particularisme en matière de signalisation, de gros panneaux signalent les aires de repos à 500 m et à 500 L (?). Une bretelle annoncée à 200 m pour accéder à un célèbre site archéologique se présente beaucoup plus comme un leurre qu'une réelle indication. La réalisation tonitruante de deux passerelles n'a, semble-t-il, réglé aucun problème. Les riverains, après plusieurs frondes, se sont contentés de brèches faites dans le béton longeant la chaussée. Ces ratés sont tous dus à l'absence ou à l'insuffisance de la communication environnementale. Dans une respectable daïra, les deux citerne qui approvisionnent la bâtisse sont traitées différemment, l'une est close par un bouchon métallique et l'autre par... un carreau granito, ce qui n'empêche pas l'eau de couler à flot. La SEAL doit certainement compenser ses déficits par ces fuites providentielles. Ne dit-on pas que ce sont les petits rus qui font les grandes rivières ? Cet adage, s'il venait à être vérifié, concernerait principalement nos territoires d'évolution quotidienne. Maâlich ! Le mot est lâché. Chacun d'entre nous se croit au-dessus de la mêlée et non concerné. On considère, toute honte bue, que la petitesse de la tâche n'est

sans aucun rapport avec le lustre de nos attributions. On pense même quitter bientôt cette besogne ingrate pour d'autres firmaments, plus lucratifs à tout point de vue. Où serait donc la place de nos cadres mis «au vert» ? Les Assemblées élues sont tout indiquées pour absorber ce potentiel dormant et, probablement, disposé à restituer tout ce qu'il détient comme capacités dans la réflexion, la maturation de projets et la prospective managériale. Le mimétisme dans la gestuelle fait faire des inepties répétitives. Il n'est, souvent, pas tenu compte des contextes socioculturels ou même économiques dans l'acte de planifier. Le standard aura, à plus ou moins brève échéance, épuisé les ressources du génie local qui caractérisait les différents groupements de population. Ces armatures en béton ferrailé et couvertes d'aluminium et de verre donnant l'illusion de modernité mirifique répondent-elles, réellement, à un besoin exprimé ou participeraient-elles d'un simple caprice «in». Les arceaux du Mzab, les coupes d'El-Oued ou les tuiles de Kabylie sauront-ils résister à cette déferlante glaciale et inhumaine ?

Les Assemblées de wilaya et dont le rôle n'est nullement négligeable constituent le terreau idéal des grandes décisions. Elles peuvent, à ce titre, s'aider par des staffs appropriés, puisés dans le vivier encore riche d'anciennes compétences pour s'orienter dans les grands choix socioéconomiques. Elles éviteront ainsi de se faire rouler dans la farine. A part un ou deux ministères dont celui de l'Agriculture, qui a fait appel aux anciennes «gloires» du secteur lors des expositions du Cinquantenaire, qui d'autre l'a clairement fait ? C'était, probablement, le moment de réconcilier ces anciens cadres avec leur ancienne tutelle pour réaffirmer des liens tissés depuis fort longtemps à force de veille, de déplacements harassants et, parfois même, dans la douleur de la mort violente.

La crise du système hospitalier : le pire est à venir

Par Khadir Mohammed*

Le diagnostic de l'état de déliquescence avancé qui caractérise, actuellement, nos hôpitaux publics, établi par le ministre de la Santé, lors de sa rencontre avec les gestionnaires de ces établissements, le 07 juillet 2013, est malheureusement le même constat fait par tous les ministres du secteur qui l'ont précédé depuis plus de 30 ans. Il y va de notre système hospitalier comme il y va de la cuisine hospitalière qui, avec les meilleurs légumes et les meilleures viandes, ne peut garantir que l'obtention de repas innommables et immangeables qui alimentent les poubelles.

La crise hospitalière en Algérie - pays de l'opulence financière et du grand gaspillage des deniers publics - n'est pas due à un manque de moyens financiers mais à un défaut de gouvernance.

Faut-il rappeler que de part le monde, l'hôpital est une institution scientifique qui obéit à des normes sanitaires strictes, indépendamment du pays et de l'idéologie parce que tout simplement l'homme est universel et que la médecine l'est tout autant ? Et que l'hôpital moderne est une institution qui repose sur la cohérence d'un triptyque que sont en l'occurrence : les compétences médicales et paramédicales, les moyens technologiques et l'organisation ? Si un élément du triptyque vient à manquer c'est le dysfonctionnement et le risque sanitaire pour les patients.

D'ailleurs, l'histoire de l'hôpital moderne en Algérie, pour des raisons historiques, commence avec la loi du 30 décembre 1958 qui a institué le plein temps hospitalier pour les médecins.

Présentement, plus que jamais avec l'hyperspécialisation et le progrès fulgurant de la médecine, il est superfétatoire de démontrer l'évidence qu'un hôpital -

qui est une fédération de services spécialisés - doit d'abord être investi de praticiens médicaux spécialistes permanents, d'infirmiers spécialistes et de plateaux techniques ne souffrant d'aucun défaut.

Or qu'observe-t-on dans les faits ? Toute la politique de notre ministère, depuis le virage libéral, est de combattre la constitution d'un corps médical spécialisé permanent qui exerce à plein temps.

D'abord à travers une politique salariale rétributoire qui fait que malgré les meilleurs moyennes au bac, les plus longues études et les plus difficiles responsabilités tant morales que juridiques, le praticien spécialiste - même celui exerçant dans les villes des Hauts Plateaux - perçoit à peine soixante dix-sept mille (77.000) dinars ! Conséquemment, il ne reste au dit praticien spécialiste qui débute sa vie professionnelle à 30 ans pour réussir sa vie familiale, se loger et acquérir une automobile que l'installation en privé ou l'émigration à l'étranger comme l'ont fait les huit mille (8.000) médecins algériens qui exercent en France et n'était-ce la féminisation grandissante du corps médical, le chiffre de ces exilés serait encore plus important !

Ensuite en instituant l'activité complémentaire qui autorise les praticiens spécialistes fonctionnaires hospitalo-universitaires et de santé publique à exercer dans les structures privées tout en sachant pertinemment, dès l'origine, que cette décision allait être génératrice d'absentéisme dans les hôpitaux publics et de détournement de malades vers les cliniques privées. Enfin et comme si ces précédentes décisions ne suffisaient pas, le ministère de la Santé a institué, récemment, l'activité lucrative qui autorise les praticiens médicaux spécialistes hospitalo-universitaires et de santé publique, chef de services et chef d'unité, à exercer, eux aussi, dans les cliniques privées durant les week-ends et jours fériés !

L'HYGIÈNE HOSPITALIÈRE

A la différence du nettoyage d'une quelconque administration, l'hygiène hospitalière, qui répond à des normes sanitaires strictes, est censée être assurée par un personnel formé, compétent et engagé. Actuellement ce personnel est composé de femmes de ménage souvent âgées et illettrées, souvent malades chroniques ! Mais là aussi, ce que la majorité des Algériens ignorent et que le ministère de la Santé connaît parfaitement, c'est que le recrutement d'une femme de ménage ne peut être effectué par le directeur d'un hôpital public que si le ministère de la Santé l'autorise préalablement et lui octroie le poste budgétaire ! Or des postes budgétaires pour le recrutement des personnels sont quasiment bloqués depuis des années au point où même les personnels mis à la retraite ne sont pas remplacés ce qui explique le recours aux personnes du filet social.

LES PÉNURIES DE MÉDICAMENTS

Tous les professionnels, les patients, les associations de malades et les médias dénoncent, depuis plus de 30 ans, les ruptures cycliques et les pénuries récurrentes des produits pharmaceutiques qui n'épargnent même pas ceux à usage hospitalier et qui ne sont pas commercialisés par les officines privées, à l'instar des médicaments oncologiques (traitement du cancer). Cette situation qui se pérennise s'explique par des dysfonctionnements des programmes d'importation et de la distribution, relevant de la responsabilité exclusive du ministère de la Santé.

LE CANCER

Face au fléau du cancer il semble que notre ministère de la Santé n'a rien vu venir, depuis au moins 30 ans. N'était-ce la sortie médiatique du Pr Kamel Bouzid et des associations des malades cancéreux, il n'y aurait, peut être, pas eu la relance du plan cancer ni la pro-

grammation urgent d'acquisition d'équipements de radiothérapie, contrairement aux personnes âgées dépendantes, aux malades mentaux et aux patients nécessitant des soins de longue durée pour lesquels il n'existe ni service de gériatrie, ni suffisamment de services de psychiatrie, ni de service d'hospitalisation de long séjour.

Mais même pour les malades cancéreux beaucoup reste à faire parce que la prise en charge de la maladie cancéreuse exige un protocole strict depuis l'examen anatomopathologique jusqu'à la radiothérapie, en passant par la chimiothérapie et ne tolère aucune rupture dans ledit protocole. Or, combien même, notre ministère de la Santé réalisera des centres anticancéreux et qu'il importera les appareils de radiothérapie il restera le problème de recrutement des équipes médicales (chirurgiens, anatomopathologistes, oncologues, radiothérapeutes, etc.) qui font cruellement défaut, faute d'une politique d'incitation et de motivation.

Croire qu'affecter de médecins anatomopathologistes nouvellement reçus à l'examen du DEMS, sans expérience, tout comme leurs confrères et confrères oncologues dans les hôpitaux non CHU mettra fin au calvaire et à la mort programmée des malades, c'est faire preuve de naïveté, à plus forte raison quand on mesure l'importance de l'anatomie microscopique, examen fondamental, qui doit objectiver le caractère bénin ou malin de la tumeur et qui conditionne toute la chaîne qui va du diagnostic à la radiothérapie, en passant par la chirurgie et la chimiothérapie.

L'expérience d'une vie professionnelle dans les villes des Hauts Plateaux enseigne que la création d'un nouveau service et son équipement dépassent de loin la durée du service civil du praticien spécialiste et que combien même, si par miracle, le service arrive à être créé, il cessera d'exister définitivement dès la fin du service civil, faute de remplaçant tant les formations par les CHU et les affec-

tations par le ministère sont des plus aléatoires faute d'une politique de santé publique cohérente.

LA BOMBE À RETARDEMENT

Sans faire les cassandres, notre système hospitalier est à la veille d'une explosion de la demande, compte tenu de l'explosion démographique (nous serons 50 millions d'habitants dans 10 ans), du vieillissement de la population, de l'accroissement des maladies chroniques et du cancer et peut-être de l'émergence de nouvelles maladies ! Si durant cette période d'opulence financière notre système hospitalier est en crise qu'en sera-t-il dans 10 ou 15 ans quand la rente pétrolière suffira à peine à satisfaire les besoins alimentaires ?

Et il faut rappeler que si l'hôpital est le reflet d'une civilisation d'un pays, il est surtout l'aboutissement d'un projet de société civile renseignant sur la valeur de la personne humaine et de son statut de citoyen.

Pour nous Algériens, il semble parfaitement clair que la crise de notre système hospitalier, à l'instar de toutes les autres institutions étatiques, trouve son origine fondamentale dans le mode de gouvernance où l'autoritarisme, la coopération et l'impunité se conjuguent depuis 50 ans. Comme il a été écrit et répété, sans cesse, depuis les années 80, la normalisation de nos institutions sanitaires exige une normalisation démocratique, à l'instar des pays où nos hommes politiques se soignent et ce n'est pas le harcèlement des syndicalistes et des associations de malades et les démentis de la presse indépendante qui redresseront notre système hospitalier en déliquescence chronique.

*Docteur

Montée des actes racistes anti-musulmans en France : un constat scandaleux

Par Fayçal Megherbi*

Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) a, en 2012, recensé « 369 actes islamophobes, dirigés contre des individus ou des institutions, contre 298 en 2011. Soit une augmentation de 25% ». Le CCIF évoque « une constante dans les actes islamophobes : les femmes en sont les principales victimes. Parmi les cas d'agressions visant des individus, 87% ciblent des femmes. Les femmes voilées sont la première cible des agressions physiques, à 76% ». Au rythme des agressions qui ont animé les mois de mai à juillet, ces chiffres peuvent encore augmenter. En effet, des signaux laissent croire que le climat en France est délétère et mauvais. Pas plus tard que lors du traditionnel interview du 14 juillet 2013 du président de la République, Laurent Delahousse, le présentateur « star » du journal télévisé du 20 h de France 2, a posé une question au président de la République, François Hollande, à propos de sa déclaration sur la compatibilité de l'Islam avec la démocratie, survenue lors de son dernier voyage en Tunisie. Delahousse enchaîne alors avec la question suivante : « Il y a en France 5 à 6 millions de musulmans, un tiers se déclare croyant. Si un parti fondamentaliste et islamiste se créait en France, quelle serait votre réaction ? »

La question de ce présentateur traduit la conception qu'il pourrait avoir sur cette religion, et la confusion de définition entre le musulman et l'islamiste. Cet amalgame participe à la construction du rejet du groupe de personnes adepte de cette religion. Cette confusion dans l'esprit du Français « moyen » a, il y a quelque temps, été corroborée par la formule « scientifique » de l'ancien ministre et député UMP Christian Estrosi, qui a jugé qu'Islam et démocratie n'étaient « absolument pas » compatibles, contrairement à ce qu'avait déclaré le président François Hol-

lande, lors de son voyage officiel en Tunisie, deux jours auparavant.

Une honte pour la France !

Un groupe de personnes est mis en cause en raison de son appartenance à une religion déterminée, en l'occurrence l'Islam. La parole haineuse et incitatrice à la haine et à la violence se banalise à un degré tel qu'on passe, maintenant, à l'acte en agressant des femmes musulmanes - dans une abjecte indifférence. Devant cette situation, le constat de l'indifférence du corps associatif français, qui se veut « universaliste », ainsi que des partis politiques, est scandaleux.

La société civile reste silencieuse ; sinon, elle agit avec un communiqué de presse d'usage et l'indignation s'arrête là ! Ce contexte donne finalement des armes à l'hostilité, à l'exclusion et aux violences à l'égard de cette population. Plusieurs situations confirment ce malheureux constat, depuis le mois de mai 2013.

Agressions visant des individus :

Deux nouvelles agressions à caractère raciste et islamophobe ont eu lieu à Reims. La première s'est produite, le vendredi 12 juillet 2013, « dans un parc du centre-ville vers 16h. La victime, une jeune femme âgée de 18 ans, a été violemment agressée par un homme ». La seconde agression est survenue, le samedi 13 juillet 2013 : « Une femme voilée s'est faite agressée, en plein centre-ville, par un homme. Ce dernier la frappa d'un violent coup de coude. La femme demanda alors des explications. Son agresseur lui répondit avec des insultes : 'Sale Arabe', 'bougnoule' ».

Ces deux nouvelles affaires s'ajoutent à deux autres cas de violence à Argenteuil. Deux femmes ont été frappées car elles étaient femmes et musulmanes. Ces deux critères sont devenus une double peine pour certaines personnes. Ces deux filles voilées

Depuis le début de l'année 2013, des actes lâches et ignobles ont été perpétrés, essentiellement par des hommes, à l'encontre de femmes généralement seules, portant le foulard.

ont porté plainte pour agression à trois semaines d'intervalle, entre fin mai et mi-juin 2013. L'une des deux victimes raconte que deux hommes l'ont mise à terre, frappée et traitée de « sale Arabe » et de « sale musulmane », et la deuxième victime a perdu son bébé après sa violente agression.

Ratonnade raciste à Agen :

Dans la nuit du 22 au 23 juin 2013, Hakim Benamara a été agressé par cinq membres et sympathisants du groupe d'extrême droite radicale « Troisième Voie » (dissous en Conseil des ministres le 10 juillet, après avoir annoncé son « auto-dissolution » le 25 juin 2013). La police avait arrêté, aux premières heures suivant l'agression, les cinq hommes et deux femmes qui l'avaient perpétrée, après que les deux victimes, âgées de 24 et 33 ans - qui revenaient d'un festival de rock à Agen - s'étaient présentées à la police, le dimanche 23 juin vers 3h du matin, pour dénoncer leur agression. La victime d'origine maghrébine a fait l'objet d'une ITT de 30 jours.

Agression dans un bus parisien :

Le 30 juin 2013, une jeune femme de 21 ans, exerçant le métier d'auxiliaire de vie pour personnes âgées et vulnérables, prenait le bus comme tous les autres soirs pour se rendre à son travail. « Quand une dame âgée monte dans le bus, la jeune femme lui cède naturellement sa place, mais la dame refuse et l'invective de manière virulente à propos du foulard qu'elle porte. S'ensuit une discussion houleuse : 'Sale Arabe, retourne dans ton pays, tu devrais

relire le Coran... », lui assène la dame. Au moment de descendre à l'arrêt de son travail, Mlle G doit une nouvelle fois faire face à l'agressivité de la dame âgée. Cette dernière, se croyant suivie, bouscule Mlle G, qui cette fois-ci lui répond. A ce moment, un homme de grande taille arrive vers Mlle G et la gifle violemment. Elle s'accroche à lui pour le retenir en appelant au secours. Il a fallu que des personnes s'interposent pour éviter qu'il ne continue. »

Exclusion raciste du système éducatif :

Sirine, une collégienne de 15 ans à Villiers-sur-Marne, était victime, pendant l'année scolaire 2012/2013, d'une discrimination au sein de l'institution scolaire. Exclue car elle portait simplement une jupe « longue » et un bandeau. Exclue par l'institution qui a comme principale vocation de transmettre les valeurs de la tolérance et du vivre ensemble. Le cas de Sirine a suscité l'émotion dans la communauté musulmane. Un élan de soutien a été suscité en vue de l'accompagner dans l'obtention de son Brevet. Cette adolescente a résisté à l'arbitraire de son école grâce à son courage et sa détermination et a pu décrocher son diplôme.

Des personnes qui sont devenu(e)s malgré elles le symbole du combat contre le racisme. Le politique doit se ressaisir et la justice doit dire, haut et fort, le droit et rappeler les principes de notre pacte social.

*Avocat au Barreau de Paris

Aujourd'hui, le diagnostic global des entreprises est devenu une nécessité absolue pour la quasi-totalité des entreprises qui souffrent d'innombrables problèmes, à savoir :

Par Bouchene Fateh*

Une gestion archaïque et buldozer, une mauvaise organisation au niveau de tous les services, la sous-qualification du personnel, l'incompétence de certains dirigeants, le départ des éléments les plus brillants vers les entités motivantes surtout étrangères, le déséquilibre financier est devenu chronique, l'endettement est permanent, l'absentéisme, absence de motivation, le produit commercialisé est de mauvaise qualité, les prix non étudiés, absence totale de la vision stratégique à long terme, la bureaucratie, l'absence de la fonction marketing dans certaines entreprises, les cadres compétents et intègres sont écartés de la politique du développement de l'entité pour une raison ou pour une autre, et le pire de tout ça, il existe d'autres entreprises qui n'arrivent même pas à assurer le salaire de leur personnel. Alors, dans telle situation, comment voulez-vous que ces entreprises puissent acquérir le marché local pour ne pas dire régional ! sincèrement, impossible !

MICHAEL PORTER, économiste américain disait que :

Les nations qui réussissent le mieux sur le plan mondial, son celles qui existent à

l'échelle locale. Malheureusement, la majorité des entreprises publiques ne sont pas prêtes à conquérir les marchés locaux pour des raisons déjà expliquées, à l'exception de certaines entreprises nationales privés qui ont pu franchir les portes de la concurrence régionale.

Les enjeux internationaux incitent les entreprises algériennes à entrer dans le bain, mais c'est un risque à courir et un danger qui les guette et qui demande plus de prudence et de vigilance, parce que en un seul mot, c'est l'avenir de l'entreprise qui est en jeu. Les derniers scandales qu'a connu l'entreprise nationale (SONATRACH et l'algérienne de gestion des autoroutes), n'est ce pas là une preuve de vulnérabilité des entreprises publiques.

En outre, des études menées par des spécialistes dans le domaine du diagnostic des entreprises ont montré que d'autres facteurs d'une importance capitale ont freiné les entités algériennes non seulement de conquérir les marchés locaux, mais, plus grave, c'est la crédibilité de toute une nation qui est en jeu.

Parmi ces facteurs : la corruption qui a touché presque toutes les entreprises publiques, la rapine, les détournements et sans oublier ce facteur-clé de toute réussite d'une nation et qui est presque ignoré par beaucoup de spécialistes de management c'est l'amour de la patrie, que certains dirigeants des entreprises publiques n'ont pas.

Tous ces facteurs que je viens de citer sont parmi les causes principales non seulement du dysfonctionnement des entités algériennes

mais se sont des signes qui peuvent mettre à genou le système financier et économique du pays pour la simple raison que ces deux systèmes dépendent de la rente pétrolière. Dans un tel climat, les autorités économiques du pays, se trouvent dans l'obligation d'élaborer en toute urgence des plans de redressement concernant toutes les entreprises publiques redressables, avant de parler de la concurrence. Certes le plan de redressement nécessite la mise en place des moyens humains et financiers, c'est un investissement bénéfique non seulement pour l'entreprise redressable mais aussi pour l'ensemble des acteurs (personnel, banquiers, dirigeants, épargnants, cadres et état).

Après avoir cerné les différents facteurs qui ont contribué d'une manière significative au dysfonctionnement des entreprises publiques algériennes et qui sont devenus vraiment un handicap à leur développement futur. Alors le diagnostic global des entreprises publiques est le seul remède existant à l'heure actuelle pour soulager la situation des entreprises publiques souffrantes (prévenir est mieux que guérir).

A) Que veut dire diagnostic global : c'est la somme des différents diagnostics, entre autres.

1 Le diagnostic fonctionnel (ce type de diagnostic s'intéresse plus particulièrement aux différentes fonctions qui composent l'entreprise à savoir (la fonction technique, approvisionnement, commercial, gestion et la fonction sociale)

2 Le diagnostic financiers (s'intéresse à l'équilibre financier de l'entreprise à savoir

le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement, l'indépendance financière, la trésorerie, l'endettement, l'actif net)

3 Le diagnostic stratégique (s'occupe de l'environnement et la concurrence)

4 Le diagnostic de l'identité (s'intéresse au style de la direction, l'organisation, l'information, la communication et à la culture)

B) Qui s'intéresse au diagnostic : les dirigeants des entreprises, les actionnaires, les banquiers, les épargnants, les cadres ainsi que l'état)

C) La qualité du diagnostiqueur (doit être professionnel, compétent, qualifié (sans cette qualification il ne peut défendre ses opinions que timidement), honnête et indépendant)

D) Le choix du diagnostic (peut être interne ou externe pour notre part le choix externe et le meilleur vu plusieurs critères à savoir (l'indépendance, le professionnalisme, la compétence et la qualification).

Conclusion :

Aujourd'hui, le diagnostic global des entreprises souffrantes ou saintes est devenu important non seulement pour l'entité mais aussi pour les différents acteurs qui ont intérêt avec l'entreprise ; alors le diagnostic global est là pour assurer à l'entreprise son rôle de créatrice de richesse et celui de l'épanouissement social.

*(D.E.S.S Audit) Banque d'Algérie ain beida (O.E.B)

Parle-t-on de diagnostic ou de concurrence ?

J'irai me plaindre à mon député !

Par Cherif Ali

Ce même citoyen rencontrera, bien évidemment, son député à sa guise, au détour du marché de son quartier ou dans la permanence de ce dernier et pourra lui parler, sans protocole et lui exposer ses griefs ou ses espérances, avec la garantie, déjà, d'une attention non feinte et la conviction que sa requête sera, pour le moins, étudiée.

Quid de tout cela dans notre pays et des rapports députés-citoyens ? Comment peut-on mesurer leur relation et la confiance entre eux ?

Arrêtons-nous, tout d'abord, sur quelques séquences-clefs, tant elles sont révélatrices des processus d'élection de nos députés et de leurs activités, une fois élus, au parlement.

L'élection du député n'est pas liée à une quelconque compétence, qu'il peut éventuellement avoir, mais qu'il faut qu'il étouffe, mais à une allégeance qui tire ses fondements dans un atavisme qui plonge dans la nuit des temps et qui est appelé « açabya » par Ibn Khaldoun, « Benaamisme » aussi, ou encore « aarouch », bref, qui fait appel à des expressions du terroir qui avaient toutes leur pertinence dans l'histoire séculaire de l'organisation sociale des communautés tribales(*).

Conséquent, la circonscription électorale aura un député, confortablement élu, qui n'aura pas à rendre compte à la population, qui a certes voté pour lui, mais plutôt à celui qui l'aura fait roi, c'est-à-dire son parti, celui qui l'a intronisé et l'a placé en tête de liste, pour le faire élire, sûrement, mode d'élection oblige.

Le souci prioritaire de cet élu serait, outre sa reconnaissance éternelle à son parti, de se montrer dans sa wilaya, à chaque visite ministérielle, pour être vu, le plus possible, à côté des responsables locaux, en compagnie du ministre. En dehors de ça, c'est l'inaction politique qui le caractérise et qui est dissimulée par un emploi du temps chargé en apparence, car son contenu est bien souvent d'une indigence affligeante, en termes d'efficacité.

Son parti se chargera de son approvisionnement doctrinaire et de la politique politicienne, qu'il doit servir, en tous lieux et en toutes circonstances, au nom de la discipline qu'il lui est imposée.

Comment expliquer alors, le peu d'intérêt que ce député accorde à la vraie politique, celle pour laquelle il a été élu, et qui consiste à prendre en charge les attentes du citoyen ?

En fait, le député à toujours en tête « prochain mandat » et il ne veut pas, ne doit surtout pas scier la branche en or sur laquelle il est assis.

La moindre incartade peut lui coûter sa position, ses privilèges et sa carrière politique. Et de Peter, il doit faire son principe.

Rentrer dans les rangs, signifie pour ce député, une rente de situation assurée et la réélection, pour peu qu'il soit docile et caresse, dans le sens du poil, toutes les institutions de la république et fasse acte d'allégeance au Parti comme on l'a dit supra et aux apparatchiks du coin.

Ainsi, un « petit candidat » à la députation, indépendant comme on dit, plein d'énergie, diplômé, expérimenté, ne fera pas le poids en période d'élection. Sans soutien et sans argent, il ne passera pas le cap du dépôt de candidature.

Si parmi cette catégorie, des candidats indépendants arrivent quand même à l'assemblée, ils ne pourront

Très belle formule, au demeurant, dont le citoyen lambda, de la rive nord de la méditerranée et d'ailleurs, use et abuse à satiété, car convaincu, qu'il tient là un sésame lui permettant, si besoin était, de contester, légitimement, toutes les formes d'abus dont il se sentirait l'objet, par la faute d'une administration malveillante à son égard ou, de quelques fonctionnaires trop zélés à son goût.

pas, pour quelques uns d'entre eux, résister au chant des sirènes des grands partis, s'ils veulent durer, en dehors de leur groupe parlementaire et construire des carrières politiques.

La situation des autres députés, qui tiennent à leur indépendance, ressemblera à « Fort-Alamo » et c'est peu dire. Et le citoyen dans cette histoire. Il continuera à voter, bien évidemment, parce que la démocratie l'exige et qu'il doit assumer sa citoyenneté en caressant l'espoir de voir, peut-être, se multiplier les élus qui feront de leur mandat un engagement et une charge, pour servir et non se servir.

Lors de ces dernières mandatures quelques uns d'entre ces derniers se sont fait connaître, comme le député du Sud Akhamoh Hag Moussa, qui a porté la voix des zones frontalières du Sahara, ou encore Nordine Aït Hamouda qui avait le courage de dire, haut et fort, ce que tout le monde pensait tout bas.

Il y a certainement d'autres députés qui ont été aussi efficaces que courageux, ils se reconnaîtront. Beaucoup d'entre eux n'ont pas eu la chance de faire un autre mandat. C'était le prix à payer.

D'autres en revanche, n'ont pas fait honneur à leur mandat, dès lors où, ils ont défrayé la chronique pour certains ou alors, ils se sont manifestés par des flos et des coups d'épée dans l'eau. Exemples :

On a vu des députés en venir aux mains et en découdre parce qu'ils étaient à court d'arguments.

On a lu dans un quotidien arabophone qu'un député a été épinglé pour cause de trafic de visa.

On a cru, un instant, à la démarche des 26 députés qui voulaient instaurer un débat sur la corruption. On a cru aussi à la mode des commissions d'enquête qui n'ont jamais vu le jour, pour sembler-t-il, un manque d'ancrage juridique.

On nous a parlé aussi des députés qui ont voté des lois dont ils ne connaissent même pas la consistance et aussi des députés qui n'ont pas ouvert la bouche durant tout leur mandat.

On a encore en mémoire, ce documentaire tourné par une télévision privée algérienne, montrant des députés avouant, toute honte bue, n'avoir jamais lu de livre.

On n'a pas vu encore, à ce jour, une loi porter le nom de son député, on a, en revanche, regardé avec ahurissement les travées vides de l'APN à l'occasion de discussions de textes fondamentaux, comme la loi de finance.

Finalement, nous sommes trop indulgents à l'égard des députés, y compris ceux qui se disputent des responsabilités, dans l'hémicycle même, en recourant à des méthodes, pour le moins, inélégantes.

La représentation nationale, émanation du peuple, est censée porter les idéaux et les doléances de celui-ci.

La réalité est, hélas, toute autre aujourd'hui. Sommes-nous restés au stade de l'apprentissage ? Peut-être bien. C'est agaçant, tout de même, car

les députés, eux, s'accommodent aisément de cette situation, dès lors que l'Etat les entretient, grassement, autant qu'il les déresponsabilise, avec cet argument du mandat national et non pas local.

Il ne faut pas donc attendre grand-chose des députés actuels, trop nombreux, majoritairement inféodés à des partis inamovibles, devenus institutions dans les institutions (FLN-RND).

Ces partis politiques « institutionnels » ont tout intérêt à maintenir cette situation et ce mode de gouvernance, garants de leur pérennité et sources de confortables subsides.

Donc et en l'état des choses, personne d'entre nous n'irait se plaindre à son député, alors même qu'il lui a conféré mandat ?

Oui, personne pour l'instant, dès lors que le député n'a pas d'adresse connue et que nul ne peut l'interpeller lors des visites ministérielles, sécurité oblige.

A moins de recadrer les choses et de dire :

Le député représente la Nation et doit donc parler au nom de l'intérêt national ; il a aussi une responsabilité locale qui l'oblige à être à l'écoute de ses électeurs, de prendre en charge leurs doléances et leur rendre compte.

Il devra, lorsqu'il présentera sa can-

paraissent hors histoire, hors sujet et sentant la langue de bois (*).

Quant aux pouvoirs publics, ils devront trouver le chemin d'une démocratie réelle, crédible et véritablement représentative de toutes les couches sociales de la population.

Cela passerait, obligatoirement, par une réforme du parlement, par la suppression du Sénat, par exemple, dont personne n'entrevoit l'utilité ou ne perçoit l'expertise tant louée.

Cela passerait, également, par la réforme des règles de campagne électo-

Ces partis politiques « institutionnels » ont tout intérêt à maintenir cette situation et ce mode de gouvernance, garants de leur pérennité et sources de confortables subsides. Donc et en l'état des choses, personne d'entre nous n'irait se plaindre à son député, alors même qu'il lui a conféré mandat ?

rale, du mode de scrutin, du statut de député et du lancement de la formation des assistants parlementaires et du métier y afférent.

En conclusion, peut-on un jour aller nous plaindre à notre député ?

Révois quand même à ce jour où le citoyen de Tébessa, de Tizi-Ouzou, de Tlemcen, ou de Tamanrasset, emprunterait cette formule ce qui signifierait



Ph.: Arch.

didature aux élections, engager personnellement sa responsabilité sur un programme, fût-il celui élaboré par son parti.

Il devra non seulement ouvrir une permanence, localement, mais s'assurer de l'aide d'un assistant parlementaire, autre que membre de sa famille, pour donner plus de crédibilité à sa charge.

Ceci, pour le député.

Pour les partis, ils ne pourront pas leurrer, indéfiniment, les citoyens en leur faisant croire que leurs listes sont conduites par des universitaires et des personnes instruites, sachant bien, qu'un diplôme quel qu'il soit, ne donne pas une compétence et une intelligence dans la gestion des situations ; seul le quotidien permet de juger sur pièce. Que de fois nous avons été dépités par la qualité des interventions des députés et la stérilité de leurs débats, qui ap-

que notre pays va bien, qu'il jouit d'une bonne santé démocratique et que réellement on peut commencer à parler de séparation des pouvoirs en Algérie.

Je me suis permis cet exercice, juste pour le fun, et ce député là, président de commission de son état, se reconnaîtra, lui qui a fait l'impasse sur son congé de détente de l'année passée, par respect pour sa charge et pour se consacrer à la préparation de la rentrée parlementaire. Au risque de heurter sa modestie, j'ajouterais qu'il est de tous les débats parlementaires et qu'il n'est pas au parlement pour l'argent, la puissance, ou la jouvence, puisque Dieu dans sa grande bonté l'a doté de tous ces bienfaits.

A ce député et à tous ceux qui veulent marcher dans ses pas, je leur dédie cet article.

Note de lecture :

(Voir article du Pr. Chems Eddine Chitour – A quoi sert un député ?)

Pour un contrôle plus efficace de la dépense publique

La procédure de la dépense publique confiée à l'ordonnateur et au comptable des fonctions distinctes

Par Saheb Bachagha*

La procédure de la dépense publique s'articule en quatre phases principales qui relèvent successivement de l'ordonnateur et du comptable. L'ordonnateur, chargé de l'exécution du budget adopté par l'organe délibérant, passe une commande (phase de l'engagement), reçoit les marchandises et vérifie la facture correspondante (phase de la liquidation) qui consiste à s'assurer que le service est fait et à vérifier le montant de la dette correspondante) puis mandate la dépense, c'est-à-dire donne l'ordre de payer au comptable public (phase du mandatement).

Le comptable contrôle, avant de comptabiliser, l'ordre de payer, en s'assurant principalement que les crédits sont disponibles, que les pièces comptables justifient la dépense, que cette dernière est bien liquidée et imputée comptablement, ainsi que le paiement demandé bénéficie au véritable créancier (phase de paiement).

Il ne s'agit en aucune manière d'un contrôle en opportunité de la dépense, mais de contrôles de régularité, dits de payeur et de caissier, indissociables de la fonction comptable et prévus par le règlement général sur la comptabilité publique.

La séparation des ordonnateurs et des comptables assure l'efficacité

La séparation entre l'ordonnateur et le comptable n'est que la reconnaissance de la nécessité, pour des raisons d'efficacité et de sécurité, de confier à des agents spécialisés et distincts des tâches complexes. Comme dans toute organisation importante, il s'agit pour la sphère publique de l'application de la division du travail et la maîtrise des risques.

La séparation des fonctions assure, par ailleurs, au comptable sa nécessaire indépendance dans l'exercice de ses contrôles, destinés à garantir la sincérité et la fidélité des comptes dont il a la charge, sous sa responsabilité personnelle et pécuniaire. Enfin, le dispositif permet également de mutualiser les moyens et les compétences dans un réseau de comptables spécialisés.

Ce dispositif de contrôle de la dépense publique, fondé depuis des années pour faire face à des désordres financiers importants, n'est pas contesté dans son principe, mais doit évoluer dans ses modalités pour s'adapter à un environnement qui a profondément évolué et devenir un levier de la modernisation de la gestion publique.

Des formules de contrôles auxquelles les gestionnaires sont associés

Par une analyse globale de la procédure de la dépense, les risques et les enjeux sont définis et évalués de manière concertée entre l'ordonnateur et le comptable.

Le contrôle hiérarchisé et le contrôle partenarial reposent sur la complémentarité des contrôles dans le but de supprimer les re-

dondances et les défaillances dans les procédures.

Des contrôles plus responsabilisants. L'exercice des contrôles actuels présente l'inconvénient majeur d'être totalement uniforme, quelles que soient les pratiques des ordonnateurs.

Dans le dispositif actuel, les contrôles du comptable interviennent avant le paiement, portent sur tous les ordres de payer et comportent les mêmes points de contrôles prévus par la réglementation. La rénovation du contrôle de la dépense a pour objectif de diversifier les modes de contrôles pour les adapter aux pratiques des gestionnaires. En fonction de la réalité des risques et des enjeux, les comptables publics vont proportionner les contrôles en modulant le moment du contrôle (contrôle a priori ou a posteriori), le champ du contrôle (contrôle exhaustif ou par sondage) et l'intensité des contrôles (tout ou partie des contrôles réglementaires).

L'objectif est de davantage responsabiliser l'ordonnateur en reconnaissant ses bonnes pratiques. Alors que dans le dispositif actuel aucun signal fort n'est renvoyé à l'ordonnateur quand ses pratiques sont satisfaisantes, le contrôle hiérarchisé et le contrôle partenarial valorisent les bonnes pratiques par une modulation des contrôles.

La rénovation des modalités de contrôle de la dépense publique s'inscrit ainsi pleinement dans l'esprit de la nouvelle loi organique (encore en projet) qui, tout en réaffirmant la nécessité d'un encadrement de l'action des gestionnaires, souhaite davantage les responsabiliser pour généraliser les bonnes pratiques.

Des procédures mieux maîtrisées, plus simples et plus fluides.

Des procédures mieux maîtrisées: Le contrôle hiérarchisé et le contrôle partenarial aboutissent à fiabiliser les procédures de dépenses en maîtrisant davantage les risques. Les deux démarches permettent en effet de normaliser les procédures et d'améliorer les dispositifs de contrôle interne du gestionnaire et du comptable.

- Des procédures plus simples: La maîtrise et la normalisation des procédures permettent d'envisager des simplifications dans la production des pièces justificatives: le nombre et la nature des pièces peuvent être réduits, et de même, les modalités de transmission des pièces justificatives au comptable pourraient être simplifiées.

- Des procédures plus rapides: La réduction des délais de paiement est structurelle dans le cadre du contrôle partenarial dans la mesure où les contrôles interviennent a posteriori; pour le contrôle hiérarchisé, cette réduction des délais de paiement est attendue en raison de l'allègement des contrôles sur les dépenses sans risques et sans enjeu et de la mobilisation des moyens sur les dépenses les plus complexes.

a) La démarche du contrôle hiérarchisé.

La démarche du contrôle hiérarchisé se fonde sur la réglementation en vigueur et se situe dans la continuité des pratiques actuel-

les. Le comptable définit dans un plan de contrôle local la forme du contrôle adapté aux pratiques des ordonnateurs, en s'appuyant sur une méthodologie nationale. Pour les dépenses à faibles risques et enjeux, le plan arrête ainsi un taux d'échantillonnage dans la limite maximum de 10 % (le taux est déterminé par un modèle mathématique en fonction du nombre d'irrégularités), le moment et l'intensité des contrôles. A partir de cet échantillon représentatif, le comptable va s'assurer que les risques induits par un contrôle par sondage restent acceptables, tout en couvrant les principaux enjeux financiers. Le contrôle hiérarchisé, s'il modifie profondément les modalités du contrôle, s'inscrit dans le prolongement des principes actuels, il s'agit en effet toujours d'une vérification sur pièces qui nécessite un dispositif de contrôle permanent relativement lourd, même si l'introduction du contrôle par sondage génère des gains de productivité non négligeables. Sa mise en place est relativement aisée et permet rapidement de répondre aux attentes des ordonnateurs en matière de personnalisation des contrôles et d'accélération des délais de paiement.

b) La démarche du contrôle partenarial

Alors que le contrôle hiérarchisé est un aménagement aux modalités actuelles du contrôle de la dépense, le contrôle partenarial est une approche radicalement différente. Dans le contrôle partenarial, le comptable va intervenir en amont de la chaîne. Ce positionnement modifie sa perspective en lui permettant d'évaluer la capacité du gestionnaire à maîtriser les causes des risques pour garantir la régularité du mandatement.

L'aptitude du gestionnaire à encadrer les principaux risques est appréciée sur place, dans le cadre d'un audit de l'organisation et des procédures des services des gestionnaires.

Quand l'audit aboutit à des conclusions satisfaisantes, le comptable devra se contenter d'exercer des contrôles limités, a posteriori, pour s'assurer de la pérennité des bonnes pratiques de l'ordonnateur.

L'aspect partenarial de la démarche réside dans l'accord de l'ordonnateur et du comptable pour réaliser l'audit, dans le caractère conjoint de la démarche avec l'intervention d'une équipe mixte et dans la nature symétrique de l'audit, qui couvre à la fois les opérations de l'ordonnateur et du comptable, et d'en tirer ensemble les conclusions.

Le contrôle partenarial permet de répondre à toutes les attentes des ordonnateurs, qu'il s'agisse de la reconnaissance des bonnes pratiques, de la fiabilisation des procédures, de l'accélération des paiements ou bien des simplifications dans la production des pièces justificatives.

*Expert comptable et commissaire aux comptes membre de l'académie des sciences techniques financières et comptables Paris. Enseigne les normes IFRS, à l'université de Skikda/ Saheb_bachagha@yahoo.fr

88, le chiffre, le mythe, la réalité... !

Par Slemnia Bendaoud

Le chiffre huit «8» n'est autre que la juxtaposition verticale du double zéro (zéro doublé), dit l'anecdote. Soyons plus sérieux, lui répliqueront tout de go les vrais mathématiciens, très conscients que sa place est le plus logiquement du monde comprise entre le nombre sept et celui bien connu au travers du vocable neuf. Mais ce «huit» doublé n'a plutôt rien avoir avec ce «zéro quadruplé», élevé en deux colonnes semblables et bien parallèles. Même si la caricature ainsi réalisée jette de la confusion dans l'esprit des uns et l'interprétation de l'objet sur le champ conçue par ces autres...

Il évoque avec force détails et autre conviction une date, une histoire, des événements, un mouvement, un article de la constitution, une disposition, un mécanisme juridique, une option, un changement, un raisonnement...

Le chiffre «huit», deux fois répété, renvoie donc à cette fatidique année de 1988, à cet article du même numéro de la constitution algérienne, et sûrement à d'autres paramètres-symboles que nous ignorons totalement ou évitons d'en parler pour le moment.

En marge du jeu propre à sa calligraphie et à l'anecdote qu'il véhicule en arrière-plan ou arrière-pensée dans le style burlesque, le chiffre «88» traîne un boulet derrière lui.

Et rien qu'à l'évoquer en haute sphère, il incite nos décideurs à lever un sourcil, à fixer leur interlocuteur du moment, flasher la séquence instantanée, interroger leur mémoire, braquer leur attention, peser les mots qui l'accompagnent, évaluer rapidement la question posée ou le but recherché, changer de cap, de discussion, d'attitude, de raisonnement, de lucidité...

Se préparer à répliquer au coup par coup. Pourvu ou au contraire complètement dépouillé du préfixe-symbole indiquant son appartenance à cette fin du vingtième siècle, ce chiffre donne froid dans le dos à nos gouvernants, même tout à fait nu et dans l'absolu, attendu qu'il fait référence à cet article de la constitution, maintes fois invoqué et plusieurs fois revendiqué par l'opposition, mais habilement mis sur le coude par le Conseil constitutionnel au regard du grand chamboulement qu'il provoquera sur le champ politique.

Le «huit» doublé est ce couplet de deux chiffres maudits qui véhicule un mythe souvent étié, un mystère de galère, une réalité amère longtemps occultée, un malaise qui est loin d'avoir livré tous ses nombreux secrets, un secret de polichinelle à nous faire tourner la tête dans le vide ou en bourrique, un effet de la superstition qui donne le véritable frisson, un puzzle bien difficile à être sur le champ décrypté et bien analysé.

Le chiffre, le mythe et la réalité du «88», font donc encore l'histoire de l'Algérie. Ils sont, de fait ou de droit, son véritable mystère qui nous mène à présent en galère.

Le chiffre huit «8» doublé ou dé-pouillé de tout préfixe et suffixe évoque, à la fois, ce rire, le sourire, le délire de la basse société ainsi que le soupire, la hantise, la bêtise, la sottise de l'Algérie officielle. Dans cette Algérie des temps modernes vécue dans son espace bien réel, on préfère s'en gausser à l'extrême. Il nous rappelle cette anecdote qui veut caricaturer ce supposé mauvais payeur en ce personnage très fictif du chiffre «zéro».

Celui resté bien effectif et confondu dans l'esprit de son créancier, ivre de Bacchus, jusqu'à le prendre pour ce numéro considéré et bien réel déguisé pour l'occasion en celui du «huit» grâce à sa ceinture très serrée, laquelle divise son corps en deux entités identiques afin d'échapper à l'œil très vigilant du bailleur de fonds venu en léger retard assister à cette fête qui réunit tout les chiffres

de l'alphabet où tout le monde dansait sur scène. Depuis lors, l'anecdote ou la blague font leur chemin. On en rit de ces chiffres-là comme de nous-mêmes. L'humour classe donc le chiffre «huit» comme ce zéro doté de cette ceinture bien serrée, très inconscient et bien dansant, échappant de la sorte à la vigilance de son créancier ivre à l'extrême.

Et qu'il y ait un ou plusieurs chiffres du même calibre ou sous la même forme, cela ne changera vraiment rien dans le quotidien des Algériens. Les temps sont vraiment durs et tout le monde est donc endetté à ne plus lever la tête pour apercevoir la présence de ses nombreux créanciers du jour ou ceux de toujours !

Une sorte de fatalité dans la perception de la dure réalité de cette nouvelle misère due en grande partie à la prise en otage continue des vraies mamelles de l'économie nationale et de sa rente courante par un groupuscule de gens versant tout le temps dans ces remèdes jugés très déplacés ou bien ridicules.

Fascicule après fascicule, ces petites particules humaines se rendent plutôt à l'évidence que ce monde d'en haut met les pieds dans le plat. Il avance et fonce tête baissée dans ce quotidien bien ridicule. Il spéculé sur cette probable ou possible sortie de crise qui dure et perdure au moment où le pays enregistre ce flagrant recul dans le domaine des libertés fondamentales et au plan de sa sphère économique.

Qu'il s'agisse du «zéro» ou du «huit», pour le petit peuple c'est donc du pareil au même ! Rien ne changera dans son quotidien, excepté cette quadrature du cercle de la vie ou la réelle dimension de son rayon. Dans les deux cas de figure proposés, c'est juste un circuit fermé, un cercle restreint, une boule qui roule pour ne produire que le même bruit qu'hier et autrefois.

Présent, le «huit» garde encore et toujours intacts les vrais contours de son mythe, la grande sphère de son mystère, le secret de cette autre réalité à réhabiliter au plus vite, l'ambiguïté du chiffre transcrit dans l'histoire officielle du pays et un tas de dogmes jugés presque tous comme tabous.

Au niveau bien supérieur, ce chiffre est synonyme de cette grande frayeur, d'une terrible ou parfaite défaite qu'imposent le temps et les événements de la nation. Près d'un quart de siècle plus tard, l'année 1988 donne encore froid dans le dos à nos dirigeants du moment. Et il y a de quoi !

N'est-elle pas le seul bourreau de cette économie socialiste ? De ce tout-puissant parti unique d'antan et appareil de la pirouette stratégique politique du moment ?

Elle leur a donné ce vrai tournis qui leur fait à chaque fois changer de raisonnement, faisant passer ce futile «chahut de gamins» au rang d'une «véritable révolution» tout en omettant de citer ou de mieux considérer ses grands héros et nombreuses victimes ! ?

Du n'importe quoi en quelque sorte qui fait longtemps chavirer la citadelle politique aux moindres remous du vent de la révolte populaire sévissant dans la région !

Quant à rajouter à tout cela ce fameux article «88» de la constitution, on en arrive à ce trop-plein qui risque de faire déborder le vase jusque-là bien surveillé. Afin d'éviter cette hypothétique tempête qui se profile à l'horizon, on convient, en haut lieu, que celui-ci reste encore muet, désuet, à sa bonne place et dans les draps feutrés de sa bonne grâce...

Il est le pur produit de cette marque de fabrique purement algérienne qui anéantit l'effet très bénéfique de la pratique du droit et annihile toutes les velléités qu'imposent les principes mêmes de l'application stricte et rigoureuse des dispositions de la loi fondamentale.

Tout le mode sait, à présent, que ce phénomène est l'œuvre de ce réel pouvoir de l'ombre. Puisque celui très officiel se repose encore aux «invalides» !

La maladie du président Bouteflika a révélé l'ampleur des dysfonctionnements du système politique algérien.



Un siècle de décalage



Par **Abed Charef**

En 2013, l'Algérie a géré la maladie du président Abdelaziz Bouteflika comme elle a géré la maladie du président Houari Boumediène, 35 ans plus tôt. Dans l'opacité la plus totale, avec le culte du secret, des tentatives de manipulation de l'opinion, et de fausses informations abondamment servies par tous les officiels qui s'exprimaient sur la question. Il faut reconnaître que ces hommes ont fait ce qu'ils pouvaient pour jouer leur rôle, et cacher la vérité. Ils n'ont pas hésité à mettre leur crédibilité en jeu, ils ont oublié l'éthique de leur fonction, ils ont mis un trait sur leur responsabilité, ils ont même oublié la loi et la constitution. Ils ont ensuite tenté d'organiser des fuites par le biais de réseaux «amis», ce qui débouché sur des opérations de communication ridicules, comme ils ont essayé d'entretenir un suspense inutile sur la date du retour du chef de l'Etat.

Tous ces hommes ont fait preuve d'une grande discipline pour rééditer le comportement officiel observé lors de l'épisode de la mort du président Boumediène. Mais ces hommes ont oublié un détail. Depuis cette époque, l'Union soviétique s'est effondrée, le mur de Berlin est tombé, l'internet a été créé, Google est devenue la première entreprise au monde, Facebook et Twitter informent plus de gens que n'importe quelle chaîne de télévision, le télex a disparu au profit du mail, la parabole a inventé de nouveaux citoyens, et quelque chose qu'on appelle «le printemps arabe» a emporté de nombreux dirigeants. L'Algérie elle-même est passée au multipartisme, les ministres n'y sont plus sacrés, la population du pays a été multipliée par 2,5, le pays compte près de dix millions de télévi-

seurs, et autant de téléphones portables que d'habitants.

Ces changements, le pouvoir algérien ne semble pas s'en être rendu compte. Il ne mesure pas pleinement leur impact. Il continue de fonctionner à l'ancienne. Il considère qu'un événement n'a pas eu lieu si sa télévision n'en a pas parlé. Il estime qu'il y a encore des Algériens à croire ces communiqués absurdes selon lesquels le président Bouteflika continuait à gérer les affaires du pays depuis son lieu de convalescence, et qu'il assurait le suivi de tous les dossiers au quotidien. Quant aux dommages collatéraux subis par la constitution et différentes institutions du pays, il n'est même nécessaire d'en parler.

Que donne, au final, cette attitude des dirigeants algériens ? Un président Bouteflika revenu en Algérie en fauteuil roulant, visiblement hémiplégique, très diminué physiquement. Des dirigeants que plus personne ne croit, tant ils ont menti. Dans leur dérive, ils ont entraîné de paisibles professeurs en médecine à donner des informations biaisées, incomplètes, pour ne pas dire mensongères. AIT ou AVC ? Les Algériens s'étaient plongés dans Wikipédia pour tenter de comprendre la différence entre les deux formules, avant que le Premier ministre lui-même, M. Abdelmalek Sellal, ne parle d'AVC, balayant tout ce qui avait été dit auparavant sur un accident «sans gravité» et un état de santé qui «s'améliore». Que reste-t-il quand on apprend, 80 jours plus tard, que le président Bouteflika n'a récupéré qu'une partie infime de ses capacités, qu'il n'est visiblement pas en mesure d'assumer certaines fonctions, et qu'il sera contraint à une longue, et probablement définitive période de repos ?

UN DISCOURS SÉDUISANT, UNE PRATIQUE ARCHAÏQUE

A côté de cela, le secret, que les officiels ont tant voulu garder, apparaît dans toute son absurdité. Ou dans son cynisme le plus absolu. Le secret ne concernait pas les

puissances étrangères qui pouvaient tirer profit de la situation. Français, Américains et leurs amis savaient tout depuis le début. Dans le détail. Ils connaissaient l'évolution de l'état de santé de M. Bouteflika, et pouvaient prévoir les échéances politiques du pays. Ce sont donc les Algériens qui n'avaient pas le droit de savoir la vérité concernant un homme qu'ils sont supposés avoir élu, pour diriger leur pays.

Pourquoi ces dirigeants agissent-ils ainsi ? Sont-ils totalement hermétiques, au point de ne pas sentir la nécessité de changer leur rapport au peuple et aux institutions ? Pourtant, pris individuellement, nombre de hauts responsables algériens donnent l'impression d'avoir compris à la fois cette évolution du monde, et cet impératif d'inventer de nouvelles méthodes. En privé, ils reconnaissent la nécessité de s'adapter. Certains font même de très beaux discours sur la question. Mais dans leur fonctionnement, ils ont un siècle de retard. Et dès qu'ils sont en public, ils se parent de l'habit officiel, celui de la langue de bois et de l'obéissance aveugle. Quitte à apparaître ridicules. Et, contrairement à ce qu'on pense, ce n'est pas une question de profil politique. Abdelmalek Sellal est relativement jeune, et il a fait l'ENA.

Faut-il blâmer ces responsables ? Certainement. Mais il faut surtout se demander comment et pourquoi le pays est resté figé, enclavé dans ce mode de gestion d'un autre âge, qui en a fait la risée du monde. Il faut aussi se demander comment passer, en 2014 peut-être, à un autre modèle, «normal», capable d'anticiper ce genre de situation, de la gérer, et de permettre au pays de fonctionner correctement. Et puis, surtout, il faut faire en sorte que, quand un ministre algérien rencontre un homologue français, le ministre algérien en sache plus sur l'état de santé de son président que son vis-à-vis.

LA CHRONIQUE DU BLEDA

Paris : Akram Belkaïd



Des Palestiniens et du Printemps arabe

C'est une vidéo qui a fait le tour du web en provoquant l'indignation y compris en Israël. On y voit des soldats israéliens embarquer un Palestinien de cinq ans et son père, l'enfant étant soupçonné d'avoir jeté des pierres contre une voiture à Hébron en Cisjordanie (le père et le fils seront brièvement détenus avant d'être remis à la police palestinienne puis relâchés). Ces images poignantes - l'enfant est pris de panique totale face aux uniformes - ont été tournées par B'Tselem, une organisation israélienne de défense des droits de l'homme. D'une certaine manière, elles montrent, pour qui l'aurait oublié, que la situation des Territoires palestiniens n'a guère changé et que, quelque part, heureusement, il existe des ONG israéliennes pour en témoigner...

Un rappel utile à l'heure où les turbulences du monde arabe font l'essentiel de l'actualité. Tragédie syrienne, pagaille libyenne, incertitude tunisienne et coup d'Etat «démocratique» égyptien, tout cela éclipsé la question palestinienne y compris au sein des opinions publiques arabes directement confrontées à des bouleversements politiques incessants et dont il est impossible de prédire la conclusion à court ou long terme. C'est un fait, le Printemps arabe, événement positif s'il en est malgré les interrogations et défis qu'il génère, n'est finalement pas une bonne nouvelle pour les Palestiniens au sens où il relègue leur combat au second plan quand il ne le marginalise pas.

Car qui se soucie d'eux ? Certes, il existe encore un semblant de processus diplomatique géré par les Etats-Unis pour arriver à un accord de paix définitif entre Israéliens et Palestiniens. Mais qui y croit ? Personne ou presque. John Kerry, le chef de la diplomatie américaine va et vient entre Washington et le Machreq, se fait photographier à Jérusalem-est, se fend de quelques déclarations où l'optimisme de façade cache mal une certaine impatience mais même lui ne donne guère l'impression d'être convaincu par sa propre démarche. En attendant, la colonisation illégale de Jérusalem-est et de la Cisjordanie se poursuit tandis que Gaza demeure la plus grande prison à ciel ouvert du monde.

Dès les premières révoltes populaires de janvier 2011, de nombreux intellectuels palestiniens ont deviné que les événements qui allaient suivre ne seraient certainement pas favorables à leur cause. Ce constat n'était pas accompagné de dépit ou d'hostilité à la revendication démocratique des peuples arabes mais il relevait tout simplement d'une lecture objective de la situation. Confrontés à des bouleversements sans précédent, ces peuples sont désormais submergés par un agenda politique national qui les éloigne des grandes mobilisations de jadis pour la Palestine. On remarquera au passage que le Printemps arabe n'a eu, par ailleurs, guère d'impact durable sur les Palestiniens. Certes, ces derniers sont sortis dans les rues de Gaza et de Cisjordanie pour dénoncer l'incompétence de leurs dirigeants mais aussi et surtout pour exiger une réconciliation entre le Fatah et le Hamas mais, au final, cela n'a pas modifié la donne politique palestinienne.

Aujourd'hui, aucun pays arabe n'est capable de peser sur l'échiquier mondial pour défendre les Palestiniens. Les pays du Golfe, dont les avoirs financiers servent à soutenir une économie mondiale

vacillante, sont terrorisés par le programme nucléaire iranien. Au final, ils font, à l'égard d'Israël, ce que leur protecteur américain leur impose quand ils ne devancent pas eux-mêmes ses souhaits de normalisation, notamment économique, avec l'Etat hébreu. Les émirats peuvent bien ensuite parader à Gaza en promettant des milliards de dollars, cela ne change rien au fond du problème qui est celui qu'un peuple entier reste privé de son pays et de ses droits.

Par ailleurs, les pays engagés dans une transition depuis la chute de dictateurs n'ont pas vraiment de marge de manœuvre. En effet, et quelle que soit la couleur politique de ces gouvernements, tous sont persuadés que la réussite de leur action voire leur longévité dépend beaucoup du bon vouloir de cet arbitre absolu que sont les Etats-Unis. En Egypte, l'ex-président Morsi a bel et bien donné des gages à Washington et Tel-Aviv (on pense notamment à la fermeture des tunnels clandestins entre le Sinaï et Gaza) mais cela n'a pas suffi à lui sauver la mise. Et l'on voit mal son successeur provisoire adopter une autre position.

C'est d'ailleurs l'une des caractéristiques les moins évoquées du Printemps arabe. Terminé le temps de la Révolution iranienne. Aujourd'hui, les pouvoirs qui émergent ou se profilent dans les pays arabes en transition ne s'opposent pas à l'Amérique même si, ici et là, on a entendu quelques discours virulents ou assisté à des actions de force contre les intérêts étasuniens (on pense notamment à l'attaque de l'ambassade des Etats-Unis par des salafistes tunisiens). La raison en est simple. Dans un monde unipolaire, personne n'a envie de se joindre au camp des «méchants», c'est-à-dire celui qui regroupe la Syrie et l'Iran. Et s'attirer les bonnes grâces de Washington a un prix. Cela n'implique pas de «trahir» les Palestiniens - cela, les opinions publiques ne l'accepteraient pas - mais de mettre en sourdine ses revendications et ses propositions en faveur de la Palestine à l'image des plus qu'oubliés «plan Fahd» et «plan Abdallah», du nom des deux rois saoudiens qui proposaient la paix en échange de la restitution des terres occupées depuis 1967 et 1973.

Finalement, et comme c'est le cas depuis plusieurs décennies, le meilleur allié des Palestiniens demeure l'Union européenne (UE) et cela malgré le fait - on ne le signalera jamais assez - que la Commission et le Parlement sont assiégés (le mot n'est pas trop fort) par des lobbyistes défendant les intérêts israéliens. Il y a quelques jours, l'UE a adopté un texte prévoyant d'exclure à partir de 2014 les Territoires occupés de sa coopération, notamment financière, avec Israël. C'est une décision plus que symbolique puisque l'Europe fait une claire distinction entre, d'un côté, le territoire israélien, et, de l'autre, les colonies en Cisjordanie, à Jérusalem-Est cela sans oublier la bande de Gaza et le plateau du Golan. Ce n'est pas rien. Cela signifie à l'actuel gouvernement israélien que la politique du fait accompli ne provoquera pas forcément la normalisation. Plus qu'une consolation, c'est un acquis pour les Palestiniens dans leur long chemin vers un Etat. Mais c'est malheureusement bien leur seule satisfaction en ces temps de grande agitation du monde arabe.

Samuel Adams, l'un des pères fondateurs des Etats-Unis, écrivait en 1776, à propos de l'armée :
« Il faut une armée, mais l'armée met toujours en péril les libertés du peuple. Les militaires ont tendance à se considérer comme un corps à part des autres citoyens ».

Egypte, l'armée du côté des vaincus

Par Salim Metref

Cette assertion énoncée dans un texte historique parti-culier, l'émergence de la constitution des Etats-Unis, et qui peut être aisément démentie par le rôle que certaines armées ont joué dans l'émancipation de leurs propres peuples comme au Portugal où en 1975 un groupe d'officier a fait jonction avec la rue pour mettre un terme à la plus ancienne dictature d'Europe, est cependant validée par la tragédie que vit actuellement l'Egypte.

Dans les pays les plus développés, l'armée se refuse et ne peut confisquer ses libertés au peuple et ses prérogatives au pouvoir civil, issu de la volonté populaire, qu'elle soutient, défend et devant lequel elle se soumet. Elle exerce ses missions conformément à la constitution et concentre ses efforts à protéger la nation des agressions extérieures et à faire face à toute menace susceptible de porter atteinte à l'intégrité du territoire et à la sécurité nationale, adopte une attitude réservée vis-à-vis de la vie politique et ne s'ingère pas dans le débat d'idées ni dans la confrontation des projets politiques. Dans les pays en développement, l'armée ne peut, dans la majorité des cas, encore et pour diverses raisons accéder à ce standard, ni se développer et se moderniser et est souvent bridée par son implication dans des opérations de police et de répression, le dévoilement de ses missions et par son insertion dans des processus politiques qui sollicitent des compétences qu'elle ne détient pas et qui l'affaiblissent.

En Egypte, des membres influents du complexe militaro-industriel ont ainsi décidé de commettre l'irréparable et d'user des moyens et de la puissance de feu dont ils disposent pour mettre aux arrêts un président, démocratiquement élu en juin 2012 et soutenu par les principaux pays de la planète, et l'assigner à résidence. Il s'agit bien d'un coup d'Etat militaire qui se produit traditionnellement lorsqu'une armée retourne ses armes contre le pouvoir, prend les commandes du pays et installe une personnalité de son choix. L'ère des putschs et coups d'Etat militaires que l'on croyait à jamais révolue ou du moins endiguée par les changements en cours dans cette région du monde et par cette quête partagée par l'humanité toute entière d'un monde de liberté et de prospé-



rité, semble se refonder et renaître comme le phénix de ses cendres.

Qui pourra dire un jour comment et surtout pourquoi une frange de l'armée égyptienne a décidé de destituer un président démocratiquement élu, l'arrêter, l'emprisonner, le juger peut-être demain, sans doute encore une fois pour « haute trahison et atteinte à la sécurité nationale » et prendre le risque d'enclencher un processus insurrectionnel, peut-être armé, porteur de tous les dangers ? Certains évoquent des raisons purement mercantiles et d'autres un agenda précis lié à la sécurité d'Israël vis-à-vis de laquelle les auteurs du coup de force en cours en Egypte semblent déjà apporter des garanties notamment en imposant des restrictions draconiennes à l'accès à la Bande de Ghaza. L'accueil mitigé, l'embarras voire l'opposition suscitée dans les grandes capitales du monde par cette incursion violente du bruit des bottes dans un pays qui semblait, malgré le poids des difficultés économiques et les grandes attentes de sa population, engagé dans un processus démocratique qui pouvait réussir et entraîner dans son sillage l'ensemble des pays de la région, ne signifie pas pour autant une désapprobation de leur part notamment de certaines grandes capita-

les occidentales. Ces dernières qui ne défendent en réalité que leurs propres intérêts stratégiques et qui savent prodiguer « la thérapie démocratique » à un monde arabe malade de ses gouvernants ne s'embarrassent pas de remords ni de scrupules lorsque les droits fondamentaux qu'elles prétendent promouvoir sont piétinés et bafoués de surcroît dans le sang.

Une répression sanglante a eu lieu devant le siège de la Garde républicaine au Caire. Des dizaines d'Egyptiens sont morts. Cet épisode tragique confirme que la confrontation entre le droit et la force est engagée en Egypte et que ce pays pourrait s'installer dans une dangereuse instabilité que pourrait catalyser une conjoncture économique interne plutôt difficile. Les ingrédients de la guerre civile sont ainsi réunis et le retour à la légalité et à la légitimité serait sans doute la meilleure chose qui puisse arriver dans ce pays. Et les insuffisances et les dépassements supposés, dénoncés par les adversaires du prédisent légitime de l'Egypte, ne pourraient servir de prétexte au retour aux années de plomb, ni au viol du choix librement exprimé par le peuple égyptien.

De nombreux enjeux vitaux pour les peuples de la région semblent, en réalité, avoir induit

la crise égyptienne. Le premier enjeu dépasse de loin les frontières de ce pays. Il oppose partisans et adversaires d'une nouvelle donne géopolitique au Proche-Orient qui peut permettre de concrétiser l'aspiration légitime du peuple palestinien à un état ainsi qu'au retour de millions de réfugiés disséminés à travers le monde. Le second est la lutte féroce qui oppose partisans et adversaires d'une transition démocratique pacifique dans cette région du monde. L'élection de Morsy à la tête de l'Egypte a constitué comme une promesse pour les peuples de la région puisqu'un président civil pouvait désormais être démocratiquement élu et se substituer aux régimes militaires qui ont toujours régné sans partage. Le troisième enjeu fondamental est que la réussite de Morsy en Egypte pouvait démontrer qu'une élite peut diriger un pays musulman ou majoritairement musulman en s'inspirant de l'Islam, en affrontant les défis induits par la complexité du monde, en composant avec la nécessité de l'apaisement des relations internationales et en respectant les libertés des individus et les droits des minorités religieuses. Cette réussite ne devait pas se produire ni ce saut éminemment qualitatif, déjà abouti en Turquie et également en Iran. D'autres en Egypte mais surtout ailleurs en auront décidé autrement.

Classes moyennes globalisées et enjeux géostratégiques

Par Arezki Derguini

Est-ce un échec ou un approfondissement de l'expérience démocratique ? C'est un échec dans la mesure où l'ensemble des forces politiques ne sont pas arrivées à construire un consensus global qui ordonne de manière durable leur compétition dans celle du monde. Cela peut constituer un approfondissement dans la mesure où le sens politique des différentes parties s'aiguise et leur permet de revenir sur leurs impasses.

En partant du point de vue global que j'adopte, et des principes américains de «leading from behind» et de «vaincre sans combattre», il semble que les choix stratégiques suivants soient privilégiés : c'est l'Arabie Saoudite qui doit être portée en avant dans la conjoncture actuelle de confrontation avec l'Iran et les autres «puissances ré-émergentes». Et non pas l'Egypte et non pas la Turquie. L'ambivalence de ces derniers pays est trop grande du point de vue des puissances occidentales : des alliés dont il vaut mieux tenir la bride plutôt que de la lâcher, accentuer les divisions plutôt que de les résorber. Principal levier d'une telle stratégie : «les classes moyennes globalisées» qui se détache du reste de la société plus traditionnelle, base électorale des partis (islamistes) de gouvernement démocratique. Le dualisme persistant des sociétés politiques turques et égyptiennes les empêche de jouer un rôle de premier plan.

Premier élément allant dans le sens de l'hypothèse retenue : l'abdication de l'émir du Qatar qui va permettre à son fils de revenir dans le giron wahhabite ; second élément : la «conspiration» politique en Egypte contre la confrérie qui s'est portée trop en avant par rapport aux «classes moyennes globalisées» et le coup de force militaire qui en est résulté contre le président élu. Les classes moyennes globalisées de ces pays se révèlent anti-impérialistes (par tradition) et anti-autoritaires (l'air du temps), c'est de leur défaite qu'il est en réalité question. Entre l'Arabie Saoudite, la Turquie et l'Egypte des Frères musulmans, les USA et Israël recentrent leur alliance. La montée des Frères musulmans et le dépassement des dualismes internes dans les pays de la région ne sont pas un gage de sécurité et de stabilité pour les puissances dominantes. A court terme, la préservation des intérêts économiques de la société dominante égyptienne passe par un appui des institutions internationales et des régimes wahhabites du Moyen-Orient. L'isolement de l'Iran suppose une promotion du wahhabisme dans la région. Seule une alliance

de la nature FMI-Arabie Saoudite et armée égyptienne est en mesure d'être un frein à la montée en puissance de l'Iran et des autres pays ré-émergents. L'urgence économique est ici invoquée de manière bien opportune. C'est la carte géostratégique du Moyen-Orient qui est donc en question : face à l'Iran, on ne peut faire confiance qu'aux wahhabites pour conduire l'opposition sunnites-chiites. A long terme, seul un dépassement du dualisme interne entre société globalisée et société traditionnelle, du dualisme externe sunnite-chiite, peuvent permettre à ces anciennes puissances de retrouver une insertion internationale convenable.

Comme on peut le relever, dans cette analyse, il est fait une place particulière à deux types de schisme : un premier social et culturel (classes moyennes globalisées et reste de la société) et un second religieux (sunnite-chiite, par exemple). Il y aura approfondissement ou échec de l'expérience démocratique selon que ces schismes seront producteurs de solidarités inclusives ou de solidarités exclusives.

A mon sens, l'échec des Frères musulmans se rapporte à un point de doctrine ainsi qu'à une faiblesse dans la vision stratégique : leur inexpérience du pouvoir signifie que l'islamisme politique arrive au pouvoir au moment où il est tout imprégné des valeurs du nationalisme dont il n'a pas vraiment conscience et qu'il n'a pu mettre à l'épreuve. Il accepte l'Etat-nation au moment où les anciens nationalistes le mettent en question. Il reprend sa conception de la construction de la nation par le haut au moment où celle-ci est en crise. Ensuite il a sous-estimé la dimension internationale du changement politique et économique. Le pouvoir est global tout autant que local, le politique doit projeter la société dans le monde, pour faire de ses clivages internes des facteurs d'intégration et non de désintégration. Le pouvoir procède tout autant du haut vers le bas («top-down») que du bas vers le haut («bottom-up»). Ce qui tend à opposer les intérêts des organisations de la confrérie aux divers intérêts de la société et au mouvement social qui porte une vision de la construction sociale par le bas. Ceux-ci ont fini par être isolés, par se retrouver en opposition avec tous les autres intérêts, nationaux ou internationaux.

Il faut réfléchir en termes de composition d'intérêts, d'intérêts immédiats et d'intérêts stratégiques, nationaux et internationaux, si un intérêt particulier ne veut pas tomber dans une configuration désavantageuse de «l'intérêt général», être captif d'une configuration particulière d'intérêts particuliers. L'autonomie est à ce prix.

On ne peut nier les intérêts immédiats mais ils doivent finir par converger dans une configuration particulière pour persister et se développer. Et cette configuration particulière est un véritable enjeu politique, national et international. Une appartenance religieuse n'est négative que si elle est exclusive d'une appartenance plus large, volontaire, donc politique. Elle peut être assimilée à un niveau d'intégration réalisé par la tradition. Or la compétition internationale que soutient aujourd'hui une innovation accélérée, qu'elle soit sociale ou technique, ne peut que transcender les appartenances religieuses.

Le développement de l'Egypte suppose une alliance stratégique qui rende possible son industrialisation. Ce qui suppose une convergence des intérêts entre les puissances régionales que sont la Turquie, l'Iran (puissances ré-émergentes) et l'Arabie Saoudite (puissance émergente) de sorte à dégager les marchés en mesure de porter une telle industrialisation. Convergence qui heurte la configuration actuelle qui met en opposition les intérêts d'Israël et de l'Iran, mais aussi les intérêts immédiats et stratégiques de l'armée égyptienne, mais aussi ceux immédiats et stratégiques des Frères musulmans. De manière plus générale, l'échec local et stratégique des Frères musulmans est le résultat de l'incompréhension du rôle et de la place des «classes moyennes globalisées» : elles seules peuvent réaliser l'unité du local et du global, de la préférence pour le présent, la démocratie directe et une vision géostratégique et construite de l'intérêt. L'opposition de la société et des classes moyennes globalisées favorise la cristallisation des intérêts particuliers sans permettre une construction de l'intérêt général ; elle encourage l'affirmation de soi contre la compréhension d'autrui, le localisme plutôt que l'approche globale. Les sociétés se font alors face selon leurs faiblesses : le local rejette le global, le global, le particulier.

Mais à notre sens, ce qui est visé au travers de la défaite de la confrérie, c'est celle plus large d'une société politique qui n'aura pas réussi à instaurer un dialogue stratégique qui prendrait en compte les intérêts des peuples de la région. Dialogue que vise à rendre impossible l'extension de la guerre civile. Dialogue qui passe par une interconnexion des classes moyennes globalisées de la région. On pourrait rêver d'un citoyen parlant l'arabe, le turc et l'iranien qui transformerait la classe moyenne en locomotive de la société plutôt qu'en simple partie privilégiée d'un bloc national. L'adage, selon lequel on ne saurait être trop ambitieux, mérite quelque crédit.

Au lendemain d'un printemps de peuples salué et acclamé par des foules en transes euphoriques, le monde arabo-musulman s'égare aujourd'hui dans des labyrinthes tortueux difficilement déchiffrables.

Pourquoi les Arabes régressent-ils ?

Par Kamal Guerroua*

Après la plongée inattendue de l'Egypte dans l'incertitude de suite au coup de force de l'establishment contre l'président Morsi en ce début de juillet, ça sera peut-être le tour de la Tunisie, pionnière du mouvement révolutionnaire de 2011, et de la Libye post-El-Gueddafi de vivre un scénario pareil même si les réalités sociopolitiques de ces dernières sont nettement différentes de la première. Il est clair que, analysée par rétrospective, la bifurcation historique entre un Occident matérialisé, despiritualisé et un Orient spiritualisé et dématérialisé a fait en sorte que le processus de construction de l'Etat-nation moderne en Europe issu directement du traité de Westphalie en 1648 et calqué par les Etats post-coloniaux arabo-musulmans ait dérapé en ce contexte précis. Le retour du refoulé religieux manifestement dominant dans l'esprit du citoyen arabe a mis les bâtons dans les roues d'une certaine modernité européenne-centriste vue exclusivement sous le prisme de «la sécularité-laïcité». Et pourtant, en Egypte à titre d'exemple, la campagne napoléonienne doublée d'une expédition scientifique (entre 1798-1801) et les réformes modernisatrices d'un certain albanais, en l'occurrence Mohammed Ali Pacha (1769-1849) l'ayant suivie juste après n'ont de parallèle historique que les réformes menées par la dynastie du Meiji dans l'Empire nippon à partir de 1868 à l'origine de l'évolution du Japon moderne. La question qui se pose alors, pourquoi justement le Japon s'est-il développé et l'Egypte reste-t-elle à la traîne ?

En vérité, l'effondrement de l'Etat ottoman et la dislocation subséquente du monde arabo-musulman, jadis sous sa férule, a laissé la place vide aux menées impérialistes du protectorat britannique et surtout à une réaction violente du nationalisme arabe dans le cas égyptien. Le parti d'Al-Wafd, puis le Bâath se sont servis de cette confrontation brutale entre l'Orient et l'Occident, les opprimés et les oppresseurs pour mobiliser les masses à leurs côtés et jeter les bases des futurs autoritarismes. Un processus adverse ayant puisé aux sources d'une spiritualité millénaire et fraternelle (Orient) afin de combattre une matérialité pragmatique et envahissante (Occident). Le noeud gordien de cette démarche est qu'irréremédiablement l'étranger est la source du changement intérieur de la sphère arabo-musulmane au détriment du soi négligé et mis sur la sellette de l'histoire. Lorsque l'Egypte s'était mise à se construire au lendemain du coup d'Etat de juillet 1952 conduit par Nasser, il y a déjà deux étapes de ratées. Primo, les effets dévastateurs de l'impérialisme britannique à soigner sont laissés de côté et secundo «la cadence matérialisante» de l'histoire à mettre en oeuvre illico presto.

Car le pays marche à vide, il est une carcasse de voiture sans moteur ! La naissance du bâathisme nassériste en Egypte dans le sillage de la Syrie et de l'Irak (les circonstances d'apparition ne sont pas quasiment identiques), en dépit de ses avatars et de ses confusions sémantiques, idéologiques et politiques, fut une tentative de redressement civilisationnel et de «despiritualisation» au forçage de la société arabo-musulmane dans l'objectif de reconquérir ce «matérialisme historique» pour reprendre l'expression du philoso-

phe Karl Marx (1818-1883) à l'origine du mouvement de l'histoire moderne de l'Occident vainqueur et doter «ce corps dématérialisé» (le monde arabe) de sang neuf de l'identité. Cependant, l'erreur fatale du bâathisme est qu'il s'est inspiré, comme il est toujours de coutume dans nos piètres expériences historiques, de l'extra-muros (l'étranger) pour concevoir un modèle de gouvernance particulier intra-muros (local).

Bourguiba (1903-2000) et El-Gueddafi (1941-2011) ont suivi les traces de ce fil conducteur. Le premier a plus ou moins réussi à imprimer une version occidentalisée et relativement moderne à la marche de son peuple vers le progrès tandis que le second, pétri qu'il fût de «la bédouinocratie» et du tribalisme aux envolées lyriques, a même remis en cause les maigres acquis du roi Idriss I et des Senoussi en ce qui concerne la citadinisation de la Libye profonde et tout particulièrement le volet éducatif. Or, l'expérience historique a prouvé que la réussite d'un élan modernisateur quelconque est sujette au degré de sa conformité avec les ingrédients de la culture et de la civilisation du terroir.

En Algérie, c'est presque le même diagnostic sauf que dans notre cas, il n'y a jamais eu de modernisation venue de l'extérieur (l'étranger est senti comme source de danger) à part deux petites parenthèses, l'apport romain au royaume numide de Massinissa (238-148 av. J.-C.) et l'héritage turc (1509-1830). Le colonialisme français (colonisation du peuple) au demeurant fut une opération de démantèlement social d'envergure et de clocharisation à grande échelle sans commune mesure avec ce qui s'était passé en Egypte. De plus, «Tadjmâat» à titre d'exemple, une forme de gestion des affaires de la cité apparue bien avant «l'Agora athénienne» et «le Forum romain» fut une révolution mentale gigantesque dans une société historiquement frappée par une oralité paralysante. Il n'est pas question ici de nier l'apport pharaonique à la civilisation du Nil qui est, loin de toute complaisance, un patrimoine universel inspirateur à plus d'un égard au côté des civilisations akkadienne et assyrienne au Moyen-Orient mais d'affirmer que l'Algérie, à part la période du règne de Massinissa où l'alliance numide-romaine était scellée contre l'ennemi carthaginois soutenu par Syphax (250-202 av. J.-C.) et au cours du XVe siècle où les Ottomans Aroudj (1474-1518) et Kheireddine Barberousse (1478-1546) étaient appelés à rescousse par les notables algérois contre l'envahisseur espagnol aux portes de la Régence, toutes les rencontres avec l'autre sont faites dans le sang. En effet, des schémas parallèles, et à de rares exceptions près, se trouvent identiques dans la plupart des autres pays arabes (Irak, Syrie, Liban). Néanmoins, aux réformes provenant de l'extérieur, plus particulièrement de l'Occident ou s'en inspirant, le mouvement réformiste à tendance islamique ou «islamisant» de Mohammed Abdou (1849-1905) et Djamel Eddine Al-Afghani (1838-1897) a donné le change et la cassure s'est aggravée entre une spiritualité orientale poussée à son extrême et une matérialité occidentale confinée dans son versant colonialiste, exploiteur et hégémonique. Les processus d'édification nationaux engagés par la suite au XXe siècle se sont chargés du reste.

Un nationalisme chauviniste et une militarisation excessive sur fond de crise de légitimité et d'usurpation du pouvoir a vu la lumière (Egypte, Algérie, Libye, Syrie et Yémen, etc.). Quant à l'Arabie Saoudite (wahhabite) et les autres pays du Golf (Qatar, Bahreïn, Koweït, Sultanat d'Oman, etc.), une islamisation rigoriste respectant à la lettre les préceptes coraniques fut



l'idoine tremplin usé assez souvent par les leaders politiques de cette région afin d'endoctriner les masses et, le cas échéant, de vaincre l'Occident ennemi.

Dans le cas égyptien et algérien en particulier, la problématique du militaire, liée intrinsèquement à un nationalisme pléthorique relatif au mouvement de décolonisation, a des ramifications historico-anthropologico-culturelles qui remontent au lointain passé. En Egypte, l'empreinte militaire/militarisée a une histoire très ancienne. Durant tout le règne des Mamelouks (1250-1517), une dynastie formée principalement de milices issues d'esclaves affranchis proche de la garde du sultan des Ayyoubides qu'elle aurait renversé après l'avoir longtemps servi, la culture du coup de force a été instaurée dans les rouages du système social et les moeurs égyptiennes.

On pourrait bien remarquer que c'est le même procédé qu'a utilisé Nasser (1918-1970) pour s'accaparer le pouvoir du roi Farouk en 1952. Etant militaire et proche de la cour royale, le jeune officier a tenté son coup avec le soutien des Frères musulmans. En l'espace de quelques années, l'Egypte pro-anglaise aurait été le pays-phare du tiers-mondisme, du panarabisme et du bâathisme contre l'impérialisme occidental américain-israélien (se référer notamment à l'hostilité tripartite sur le canal de Suez en 1956).

Cette métamorphose d'un Etat colonisé, fragile et né d'une inertie historique grâce au bâathisme nassériste en un Etat-puissance a dopé les masses d'un nationalisme étriqué, diabolisé l'islam et idéologisé (ritualisé) la pratique de la politique. Quant à l'Algérie, si fascinées qu'elle fussent de la contribution culturelle, civilisationnelle et militaire de l'Etat ottoman où les janissaires, cette secte militaire composée dans sa grande majorité d'esclaves chrétiens, a tenu en laisse des beys, bachagas et deys et pris un grand ascendant sur le processus de prise de décision, les élites nationales en ont pris de la graine par atavisme. Le recul du politique face au militaire senti et vécu déjà dès l'indépendance

nationale en 1962 n'en fut qu'une manifestation minimale. Déjà, aux temps de la Numidie, les élites de notre pays ont négligé la culture locale, au demeurant rituelle et agromythique privilégiant la culture mercantile-commerciale de Carthage (le cas de Syphax) et l'art militaire des Romains (le cas du roi Massinissa). En gros, au-delà de cette image d'Epinal de «l'Arabe inapte à la démocratie» qu'ont façonnée à leur guise les ethnologues/anthropologues orientalistes à visée colonialiste (retour sur la phase du code inique de l'indigénat en 1881 et du Second Collège en Algérie), il y a lieu de se poser, anthropologiquement parlant (moeurs, habitudes sociales, habits selon Bourdieu, us et coutumes) la question suivante: comment les pays arabes pourraient-ils envisager l'avenir sans la Cassandre des armées ? Le képi est une source de fierté dans

Dans le cas égyptien et algérien en particulier, la problématique du militaire, liée intrinsèquement à un nationalisme pléthorique relatif au mouvement de décolonisation, a des ramifications historico-anthropologico-culturelles qui remontent au lointain passé. En Egypte, l'empreinte militaire/militarisée a une histoire très ancienne.

ces sociétés déficitaires, patriarcales, misogynes, effondrées et sans assise civique où l'éducation populaire est à la ramasse. Tourner en ridicule cette réalité socio-historico-anthropologique du passé et les contingences actuelles du monde arabo-musulman est une négation de la sociologie de l'Etat moderne. Il est triste de constater en définitive que les quelques élites éclairées et au courant de ce cheminement historique n'aient fait aucun effort d'aggiornamento civilisationnel loin des projections exogènes et de précipitations théoriques de modèles étrangers sans prise réelle sur le substrat authentique du monde arabe et les aspirations profondes de ses masses. La culture du débat contradictoire n'est-elle pas la digne héritière de la démocratie participative et de ce que le philosophe Albert Jacquard appelle à juste raison «une démocratie d'éthique», celle qui forme un citoyen responsable et autonome et non pas un sujet politique attiré par la dictature ? A bon entendre.

* Universitaire

Egypte: le risque de libanisation

Par Belhaouari Benkhedda*

Des religieux mobilisés par les pétrodollars n'ont pas hésité ce jour-là à appeler au djihad en Syrie. Quelques jours plus tard, le 22 juin 2013, la puissante confrérie a décidé de tourner définitivement le dos à toutes les constantes de la sécurité nationale. La décision d'armer les rebelles syriens a été prise lors de la réunion des onze «Amis de la Syrie» qui s'est tenue à Doha. L'Armée égyptienne s'est sérieusement inquiétée de la position politique de Mohamed Morsi sur la crise syrienne. En fait, l'engagement de l'Egypte dans une guerre contre la Syrie, sous n'importe quelle bannière, entraînerait à coup sûr le déchirement de la société égyptienne pluriconfessionnelle. Le chef d'état-major, le général Abdel Fattah El-Sissi, n'a pas tardé à déclarer que les forces armées ne resteraient pas silencieuses face à la spirale qui entraîne le pays dans un conflit incontrôlable. Abdel Fattah El-Sissi a affirmé que les militaires étaient prêts à mourir pour défendre le peuple contre les terroristes et les extrémistes. L'Armée égyptienne a exhorté implicitement Mohamed Morsi de ne pas pousser l'Egypte dans le borborygme syrien et de se concentrer plutôt sur la situation socio-économique du pays.

Le bilan du règne de Mohamed Morsi

«Les printemps arabes, c'est bon pour Israël», a déclaré Bernard-Henri Lévy. Et il n'a pas tort. Si Mohamed Morsi a fermé l'ambassade de la Syrie, un pays arabe et musulman, il a veillé plus que n'importe qui au confort des diplomates israéliens installés au Caire. En outre, le délégué des Frères musulmans à la présidence a tout fait pour légitimer une fois pour toutes les accords de Camp David. Dans une lettre adressée à Shimon Peres, Mohamed Morsi a affiché, tout fier, son amitié avec le président israélien. On dirait que les douze derniers mois ont constitué l'une des pages les plus sombres de l'histoire de la diplomatie égyptienne. Les Frères musulmans ont rendu la diplomatie

Le 15 juin 2013, Mohamed Morsi a annoncé avoir coupé définitivement les relations avec la Syrie. L'homme qui a transformé la présidence en une branche de la confrérie des Frères musulmans a demandé à Bachar El-Assad, devant des milliers d'islamistes rassemblés dans un stade du Caire, de se plier à la volonté des djihadistes.

égyptienne invisible face à l'influence du minuscule Etat qatari. Désormais, l'Egypte a du mal à revenir sur la scène internationale. Concernant la crise du Nil, le calife du Caire a été incapable de faire quoi que ce soit afin de dissuader l'Ethiopie de détourner les eaux du Nil. Au moment où la carence en eau menaçait les Egyptiens, leur président les exhortait à aller en Syrie faire le djihad.

Le bilan économique de Mohamed Morsi a été catastrophique. Selon le site économique maghrebemergent.com, l'inflation en Egypte est actuellement estimée à 15%, alors que les revenus ont enregistré une baisse de l'ordre de 11%. Quant au déficit budgétaire, il frôle les 30 milliards de dollars (équivalent de 12% du PIB).

Sous le règne de Mohamed Morsi, les conflits religieux se sont intensifiés. Les crimes commis contre les minorités religieuses sont restés impunis. L'Egypte a basculé de la tolérance religieuse au conflit de religions. En réalité, Mohamed Morsi a accumulé des erreurs fatales qui ont conduit le pays au bord du précipice.

L'union fait la force

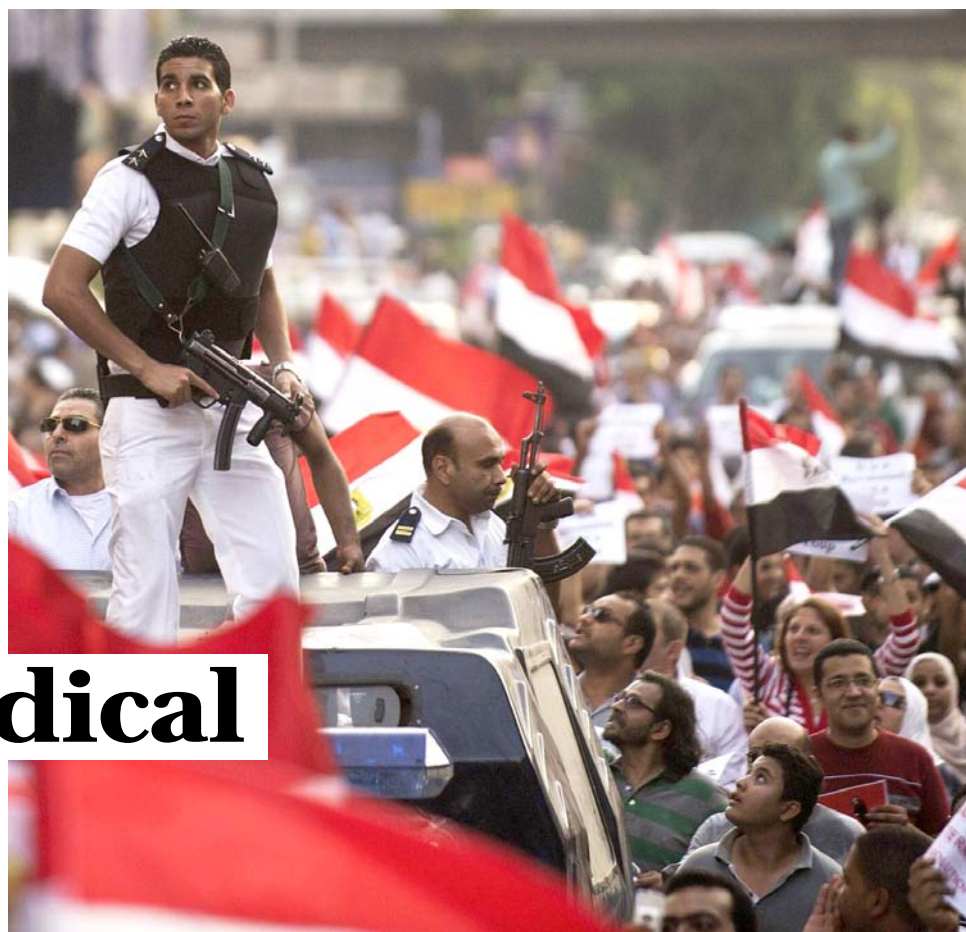
Les Egyptiens auraient-ils pu faire autrement? Les Frères musulmans sont accusés par leurs concitoyens d'avoir verrouillé tous les postes-clés de l'Etat. Il faut rappeler que Mohamed Morsi a refusé toute sorte de dialogue avec les démocrates qui manifestaient un mécontentement face à la politique gouvernementale qui menait le pays à la dérive. Le représentant de Dieu à la présidence a fait barrage à toutes les tentatives de changement. Résultat : plusieurs millions ont descendu dans la rue. Les médias ont parlé de la plus grande manifestation de l'histoire de l'Egypte. Face à cette situation, l'Armée, l'Institution islamique Al-Azhar et l'Eglise copte ne pouvaient rester les bras croisés.

L'Egypte n'est pas une planète isolée. Il faut

garder à l'esprit que la fragilisation des voisins limitrophes d'Israël servirait sans doute les intérêts stratégiques des sionistes et des promoteurs du nouveau Moyen-Orient. Jusqu'à présent, les Egyptiens ont pu déjouer plusieurs stratagèmes qui auraient pu diviser le pays. Après s'être opposée à la privatisation du Canal de Suez qui devait être vendu au Qatar, l'Armée a fermement combattu les djihadistes financés par Doha qui s'activaient avec frénésie pour l'autonomie de la région du Canal. Les Egyptiens sont restés éveillés, les nationalistes ont parfaitement compris que l'engagement de l'Egypte dans une guerre contre la Syrie transformerait le pays en un foyer pour les djihadistes. L'Egypte ne peut constituer le fer de lance d'une guerre contre la Syrie, autrement elle risque une libanisation à court terme. Mais le risque de partition plane

toujours sur la terre des pyramides. Certains islamistes sont susceptibles de former des groupes de séparatistes et ce n'est pas les prétextes qui manquent. Ils peuvent facilement brandir des slogans du genre : «C'est le prix de la préservation de la légitimité» ou «La liberté est plus importante que la vie». Les mondialistes sont prêts à financer sans retenue ces groupes séparatistes. Les Egyptiens doivent donc plus que jamais être éveillés afin de préserver l'unité de leur pays. Dans ce contexte, l'Armée, le gouvernement et le peuple doivent être unis pour que l'Egypte reste fièrement debout.

*Universitaire



Changement radical ou caricature de changement

Au départ il y a eu «place Tahrir 2». Des millions d'Egyptiens, trente millions, au dire des médias connus pour leur addiction pour les militaires.

Par B. Benyassari

Tous les manifestants ou pres que, dans un rassemblement inédit et sans précédent dans l'histoire, étaient là pour dénoncer la dérive autoritaire du pouvoir Morsi et la gabegie dans la gestion de la crise sociale. Des méthodes de pouvoir qui rappellent l'ancienne dictature ont commencé à voir le jour. La situation économique ne cesse de se dégrader et 40% des Egyptiens vivent avec moins de 1 dollar par jour. La vie quotidienne est très difficile pour la majorité, marquée qu'elle est par le chômage qui a un caractère endémique, la hausse récurrente et la tension sur les produits de première nécessité, la pénurie du pain, les coupures d'électricité et les pénuries de gaz et d'essence, pour circuler. Parallèlement à cela, le pouvoir de Morsi brandit la suppression des subventions pour les produits de base. Le rassemblement de «la place Tahrir 2» est le point d'orgue des luttes sociales, grèves et protestations qu'a connues l'Egypte

ces derniers mois. L'intervention militaire contre Morsi est un coup d'Etat qui, au-delà des Frères musulmans, vise le processus révolutionnaire en cours pour l'empêcher d'aller plus loin, pour faire tomber l'ancien système. Ceci dit, le mouvement de grande ampleur de «Tamarrod» n'est pas exempt de manœuvres et d'arrière-pensées. Cela s'est greffé sur une réalité quotidienne intolérable pour la majorité des Egyptiens. En l'absence d'une direction concrète du mouvement, des travailleurs et des masses populaires, l'armée émerge. Elle tente de voler la victoire au peuple, acquise contre la dictature de Moubarak et de se re-légitimer après ses crimes et la défection du maréchal Tantawi et de son conseil militaire.

L'élection du président Morsi à une très courte majorité, en juin 2012, s'est faite grâce à l'apport de ceux qui refusaient le retour à l'ancien régime. En réponse à cet électoral, le président Morsi a été incapable de gouverner comme rassembleur au-delà de la confrérie des Frères musulmans, de toutes les forces enclines à la rupture avec l'ancien régime de Moubarak. En tant que tel, il a été incapable de proposer

un projet de société à même de préserver les mobilisations populaires et de pousser la dynamique plus loin, au lendemain de la première élection démocratique dans l'histoire de l'Egypte moderne et de toute la région. Au contraire, les Frères musulmans, au lendemain de la victoire, étaient plus soucieux d'élargir la base sociale de la confrérie, d'accentuer leur contrôle sur les mosquées et la société et de pousser plus loin l'islamisation de la législation (Constitution). F. Burgat, directeur de l'Institut français du Proche-Orient et chercheur, souligne «l'incapacité de Morsi à unifier les rangs des révolutionnaires, en se rendant crédible non seulement auprès des salafistes mais aussi auprès de l'opposition non islamiste, afin que l'opposition puisse présenter un front uni, au véritable ennemi commun de la révolution que l'armée aurait dû demeurer... D'une certaine manière, F. Burgat touche du doigt l'ampleur de l'enfermement qui met en évidence les limites politiques des Frères musulmans, une fois arrivés au pouvoir. L'incapacité des islamistes et en l'occurrence de Morsi de «gagner la sympathie d'une partie au moins de l'opposition laïque, n'est pas étrangère à une certaine intolérance de ces libéraux». C'est ce processus qui les a piégés et les a entraînés dans la spirale du coup d'Etat concocté par l'armée, sous la bénédiction des Etats-Unis et d'Israël. Pour F. Burgat, cet échec n'est pas seulement celui des Frères musulmans mais celui du processus révolutionnaire

dans son ensemble. L'armée, soutenue par les Etats-Unis et l'UE, est en train d'administrer au monde l'inanité de la voie légaliste vers le pouvoir et de crédibiliser la prise de pouvoir par la violence. Pour F. Burgat, «l'option radicale de la militarisation risque de regagner en crédibilité». Dans l'ampleur des mobilisations de Tahrir 2, d'aucuns ont vu un second souffle et un approfondissement du processus révolutionnaire en cours. Cela ne peut être que dans la mesure où ce mouvement est plus social, plus démocratique et qu'il se structure indépendamment des Bradei et autres libéraux. Il ne peut être que le fruit d'une organisation populaire et démocratique que le peuple égyptien construit dans la pratique des luttes quotidiennes.

Le coup d'Etat du 30 juin 2013 est aussi la sanction d'un échec qui est celui des Frères musulmans et de leur incapacité à contrôler les institutions devenues la bastion de la résistance au président Morsi (l'armée, la police, la justice, l'administration et les médias).

Cet affrontement a commencé en août 2012, avec une prise en main par le président Morsi de prérogatives politiques jusque-là dévolues à l'armée. Avec l'adoption d'une Constitution ouvrant la voie à une islamisation graduelle du droit égyptien, c'est le début de la «frérisation» de l'Etat. L'emprise plus grande sur les mosquées va parachever ce tournant dogmatique des Frères musulmans en Egypte.



La finance islamique, entre la foi et le fantasme Ceux par qui le scandale arrive

Un projet de renouveau par l'Islam a pris racine depuis les années 1970 dans les pays producteurs de pétrole qui disposaient de liquidités importantes permettant d'envisager l'application effective d'une économie islamique régie par les normes juridiques, organisationnelles et éthiques de l'Islam.

L'Economiste
Maghrébin

La finance islamique (banque, assurances, sociétés d'investissement et sociétés de placement de fonds) dont les modalités de fonctionnement se sont imposées dans les esprits occidentaux à la faveur de la crise financière de 2008, constituerait le premier jalon d'une islamisation de l'économie par la substitution à la perception d'un intérêt fixe et prédéterminé des banques conventionnelles, celui, islamique, de la prohibition du ribâ et d'une relation d'association par la participation aux profits et pertes.

Cette série de six articles entend situer le concept d'économie islamique dans la longue quête par la pensée réformatrice musulmane, d'une alternative au modèle de développement économique occidental permettant de rendre compatible l'Islam avec la modernité et les exigences du monde contemporain. Longtemps soustrait à l'opinion sous le régime déchu, puis révélu au grand jour une fois devenu une juteuse affaire pour le clan Ben Ali, le produit financier islamique connaît un regain d'intérêt en Tunisie à la faveur de l'arrivée des islamistes au pouvoir.

En 1989, 175.000 petits déposants égyptiens, dont la plupart ont placé les économies de toute une vie de labeur dans des sociétés de placement de fonds, ont vu leurs avoirs et leurs espoirs disparaître dans la série de faillites qui a frappé plus d'une centaine de ces sociétés, la plus spectaculaire étant celle de l'empire financier al-Rayân déclaré en cessation de paiement. Appâtés par les 2% mensuels distribués par al-Rayân, ces milliers de déposants y avaient placé près de trois milliards de dollars. Il ne se serait agi là que d'un simple fait divers si les sociétés en question

ne s'étaient pas constituées sous la garantie providentielle de l'Islam. On a ainsi réussi à s'attirer la confiance de milliers de pieux épargnants assurés de faire fructifier leurs avoirs conformément aux préceptes de leur religion en empochant au passage les mirifiques dividendes. Ce n'est pas là l'unique cas. La même année, la banque égyptienne Faycal a perdu près d'1,2 milliard de dollars quand la Banque de Crédit et de Commerce (à Londres) s'est effondrée en 1989. Après avoir accordé des crédits téméraires, la Banque islamique pour le développement et l'investissement était au bord de faillite à la fin des années 80. Il a fallu l'intervention de la Banque centrale égyptienne pour éviter le dépôt de bilan. C'est donc par la porte d'immenses scandales politico-financiers que le nouvel ordre économique islamique avait fait son entrée dans l'histoire et révélée son existence au grand public.

De petites sociétés, dont le fonctionnement repose exclusivement sur la personnalité d'un seul homme, en utilisant le référent islamique comme moyen de capter un maximum de dépôts, ont ainsi réussi et en très peu de temps, à s'affirmer comme de puissants établissements de placement de fonds, capables de mobiliser l'épargne de millions de citoyens égyptiens, face à un système bancaire et financier conventionnel dont la pertinence économique, compte tenu de la faiblesse des rémunérations, apparaissait largement moins séduisante. Témoin la prise de contrôle en 1986 par la société al-Charif du conseil d'administration de la Banque islamique internationale d'investissement et de développement, après l'achat du tiers des actions de cette banque, l'entrée du groupe des Sociétés al-Rayân dans le capital de la Banque internationale égypto-américaine et les prises de parti-

cipation du groupe Sa'd (30 %) dans les Banques de développement national créées par 'Uthmân Ahmad 'Uthmân. Pour qu'un tel phénomène soit rendu possible, il fallait la conjonction de plusieurs facteurs et en premier l'Etat égyptien et sa politique de redressement économique, infatigable, initiée par le président Sadate en 1971 et poursuivie sous le régime Moubarak. Le gouvernement aussi, gangrené par l'affairisme et la corruption, intervenant à travers certains de ses dignitaires, pour faciliter l'obtention par ces sociétés des autorisations nécessaires à leur fonctionnement, tels que Râbi al-Sa'dâwî, vice-ministre de l'administration locale, nommé par al-Rayân directeur au bureau du président du conseil d'administration de ses sociétés, ou des gouverneurs de province. A cela s'ajoute l'apparition d'une économie parallèle qui a pris, au niveau financier, la forme de marchés non officiels où travaillent en particulier les changeurs de devises qui ont profité des nouvelles conditions historiques pour faire de l'investissement, et l'implication «enthousiaste» de certains organes de presse, privés et gouvernementaux, tous à la solde d'al-Rayân, partis à la conquête d'une opinion publique encore hésitante. Elément aggravant, la spéculation sur les marchés internationaux de l'or et des devises qui a entraîné 100 millions de dollars de pertes pour la société al-Rayân en 1986 ; un fait en total contraste avec l'islamité affichée de cette institution. L'âpreté au gain des déposants à la recherche d'un statut de rentier, qui rêvaient des mirifiques rendements de leurs dépôts auprès de ces sociétés, leur crédulité et leur naïveté, ont fait le reste. Enfin, le rôle déterminant, s'agissant d'entreprises se réclamant de l'Islam, tenu dans ces affaires par l'establishment religieux : l'illustre cheikh al-

Cha'râwî mettant sa science et son charisme au service de la promotion des activités de la société Houda Misr, le cheikh 'Abd al-Sabûr Chahîn, membre du Parlement, est nommé membre du conseil d'administration du groupe al-Rayân, de même que le cheikh Salah Abu Ismâ'îl, qui défendait le retour à l'esclavage pour les femmes ennemies qui tombent prisonnières dans les mains des musulmans, était lié à la société al-Hilâl.

LA FINANCE ISLAMIQUE COMME ANTIDOTE À LA CRISE

Trente ans plus tard, la question de l'islamisation de l'économie reviendra en force à la faveur de la crise financière internationale en 2008. Cette fois des voix s'élèvent en Occident même- et jusqu'à l'Observatoire Romano, organe du Vatican- pour vanter les mérites de l'éthique islamique dans le domaine des transactions commerciales et financières, certains allant jusqu'à regretter que les banquiers de l'Occident, avides de rentabilité, n'aient pas adopté les préceptes de l'Islam et vont jusqu'à préconiser le recours à la finance islamique. Car la crise dite des subprimes se présente comme une véritable opération d'abus de confiance. A l'origine, le peu de souci quant à la distribution du crédit hypothécaire aux Etats-Unis, et notamment de la capacité de remboursement des emprunteurs qui n'ont pas ni n'en n'auront jamais les moyens. Dans une économie de plus en plus globalisée, l'effet de ces produits bancaires «pourris», qui avaient été fabriqués pour financer les crédits immobiliers, s'est progressivement étendue d'une façon générale aux produits structurés, acculant à la faillite des milliers d'entreprises. Jugée à juste titre comme la pire crise depuis celle de 1929, la situation a été l'occasion pour les politiciens et les experts écono-

mistes de dénoncer la faillite d'un système économique et financier aux contrôles défaillants et à la finalité discutable. La gravité de la crise et ses effets domino sur la majeure partie des économies occidentales a poussé à une intervention des Etats dans le secteur privé, à travers des plans de sauvetage sans précédent dans l'histoire. Les banques touchées s'étant résignées à ouvrir leur capital à la puissance publique. Dans cette ambiance, qui ressemble fort à une remise en question de l'idéologie anglosaxonne des marchés dérégulés, les chefs d'Etats et de gouvernements ont réclamé une moralisation de l'économie de marché, une réhabilitation des valeurs de modération, plus de responsabilité et plus de respect des normes de transparence. Certains avaient demandé la reconstruction d'un «capitalisme régulier et régulé» et rappelé, comme le fit le président français N. Sarkozy en 2008 aux Nations-Unies, que le métier des banques, «c'est de financer le développement économique plutôt que la spéculation».

La réalité du système bancaire islamique, peu visible il y a peu de temps, a ainsi gagné en clarté. En 2005 la banque islamique a fêté ses 30 ans d'existence durant lesquels elle a enregistré des taux de croissance variant entre 10 et 30% en fonction des classes d'actifs. Actuellement, sa taille de marché ne dépasserait pas les mille milliards de dollars. Des banques occidentales s'ouvrent de plus en plus à la finance islamique et certains pays d'Occident, jusque-là sceptiques ou réticents, ont entamé l'aménagement du cadre juridique et fiscal pour permettre l'installation sur leur sol d'établissements financiers islamiques, bien que cela soulève dans un Etat laïc la question d'adapter une juridiction nationale à une institution religieuse. En fait, la crise récente n'est pas la première à avoir attiré l'attention des milieux financiers sur le système bancaire islamique, stimulant par la même occasion de nombreuses études sur l'intérêt de l'option islamique. Le krach boursier de 1987 et la dette du tiers-monde, avaient été à l'époque l'occasion de fustiger le caractère immoral du capitalisme financier et suscité chez certains un intérêt pour le système bancaire conforme à l'Islam. La crise des subprimes, qui a discrédité les modalités des crédits octroyés par les banques conventionnelles et choqué le public quant à leurs pratiques douteuses, n'a fait que renforcer l'urgence d'une réforme du système bancaire conventionnel tout en étant du pain béni, c'est le cas de le dire, pour les thuriféraires de l'islam financier. Les banques islamiques espéraient ainsi profiter de cette crise devenue une modalité de la concurrence interbancaire pour la collecte et l'affectation de l'épargne, pour renforcer leur stratégie internationale. Les banques occidentales de leur côté, converties partiellement aux finances islamiques comptent séduire une clientèle importante parmi les membres de la diaspora musulmane en Europe et en Amérique du Nord. Toutes les deux y trouvent également une occasion inespérée d'affirmer leur présence sur un marché porteur. Ainsi la prétention de certains pays arabes, affirmée depuis 1970 de fonder un système économique islamique, trouve dans la constitution et le développement du système bancaire dit islamique sa première concrétisation.

L'économie islamique pourrait-elle offrir une réelle alternative à l'actuelle économie de marché? L'idée n'est pas nouvelle, elle est même au centre de chaque projet de réforme islamique depuis le milieu du XIXe siècle.

Egypte : la démocratie pas pour tous ?

Le message implicite qui risque d'être retenu des propos des commentateurs, c'est que la démocratie est un système qui n'est accordé qu'à une condition : bien voter. Sinon, on arrête tout et on recommence !



Il faut revenir sur la fiévreuse euphorie qui a saisi nombre de commentateurs à l'annonce de l'arrestation du très récent président Morsi au Caire et de la suspension de la toute fraîche Constitution égyptienne. Pour approuver cette bonne nouvelle, nombre d'éditorialistes se sont crus obligés de forger le concept étrange de «coup d'Etat démocratique», oxymore pas si évident que cela.

La référence historique invoquée est la révolution des capitaines au Portugal en 1974. Mais elle ne tient pas : les militaires portugais avaient instauré la démocratie en mettant fin à la crépusculaire dictature de Caetano, héritier de Salazar. En Egypte, les militaires ont suspendu la démocratie qui venait d'adopter une Constitution et d'élire un président.

Si l'on veut absolument une référence historique, le coup d'Etat militaire de Santiago du Chili en 1973 contre le président Allende serait formellement plus proche que le cas portugais. Mais pourquoi chercher dans un passé exotique l'explication anachronique d'une situation dont les enjeux sont tout autres, plus présents et bien plus complexes ?

Le mieux serait d'avoir un peu de constance et de ne pas céder à la facilité de l'émotion parce que les foules de la place Tahrir sont plus sympathiques que les agités sinistres de l'ex-pouvoir égyptien aux mains des Frères musulmans.

Les mêmes qui nous expliquaient, il y a peu, que la démocratie, ce n'était pas du tout le pouvoir de la rue, mais le respect des institutions et du vote, l'oubliaient à propos de l'Egypte,

pour s'en remettre aveuglément aux communiqués militaires, dont les pharaoniques chiffres de manifestants ne sont pas discutés une seconde et dont les motivations de leurs auteurs ne suscitent guère d'interrogations.

Il y en a pourtant. Ces militaires égyptiens qui contrôlent une partie de l'économie égyptienne corrompue qu'ils partageaient avec Moubarak sont-ils soucieux de l'avenir de la démocratie ou de leurs intérêts ? Cette armée perdue par les dollars américains agit-elle de sa propre initiative ? Et pourquoi ne relève-t-on pas que les premiers communiqués de félicitations venaient de l'Arabie Saoudite et de la Syrie, deux exemplaires démocraties régionales ?

Mais c'est un autre aspect de ce «coup d'Etat démocratique» qui devrait susciter un peu plus de précautions si l'on se veut vraiment démocrate. Car le message implicite qui risque d'être retenu des propos des commentateurs, c'est que la démocratie est un système qui n'est accordé qu'à une condition : bien voter. Sinon, on arrête tout et on recommence ! Les mêmes qui nous expliquent que l'un des grands enjeux des révolutions arabes est l'acceptation de la démocratie par les islamistes s'empressent de contester la légitimité de ces derniers et d'approuver leur renversement quand ils gagnent en acceptant le jeu électoral.

Au point de ne pas s'émouvoir un instant d'apprendre qu'un président élu démocratiquement est aux arrêts. Parce qu'il n'est pas sympathique, il n'aurait pas droit à la démocratie ? Parce que le nouveau rôle des militaires serait de renverser les présidents qui ne tiennent pas leurs promesses ou qui cafouillent ? De faire le tri entre les bons et les mauvais élus ?



C'est déjà ce qui s'était passé en Algérie quand le processus démocratique avait été interrompu en janvier 1992 par l'armée entre les deux tours des premières élections législatives libres. Parce que le premier tour avait révélé la forte poussée électorale des islamistes du Front Islamique du Salut, laissant augurer de leur victoire finale. S'ensuivit tout de même une décennie de terrorisme. A l'époque, la majorité des éditorialistes et des intellectuels français avaient déjà approuvé cette conception d'une démocratie à la tête du client.

Dans le cas égyptien cette frivolité a été tempérée par quelques réactions plus mesurées. Celle d'Obama, inquiet du sort du président Morsi passé en quelques mois de la victoire des urnes à la prison et embarrassé, lui, de ne pas pouvoir employer le mot de «coup d'Etat», le Congrès américain ne pouvant pas subventionner une armée s'en rendant coupable.

Le secrétaire général des Nations Unies a rappelé que toute ingérence militaire «n'était pas en accord avec les principes démocratiques» et Guido Westerwelle, ministre al-

lemant des Affaires étrangères, a parlé d'un «échec majeur pour la démocratie», évoquant un «réel danger que le processus de transition démocratique en Egypte soit sérieusement altéré».

Reserves et précautions n'interdisent pas, bien sûr, d'espérer qu'au Caire le scénario portugais l'emporte sur le scénario algérien, mais cela n'empêche pas non plus de veiller à rester vraiment démocrate et ne pas transmettre le message anti-démocratique - et très dangereux - que la démocratie ne vaut pas pour tout le monde...

France : l'islam, valeur refuge

Le quotidien américain constate la multiplication des conversions à l'islam en France. Un phénomène qui s'expliquerait par la "misère ambiante".



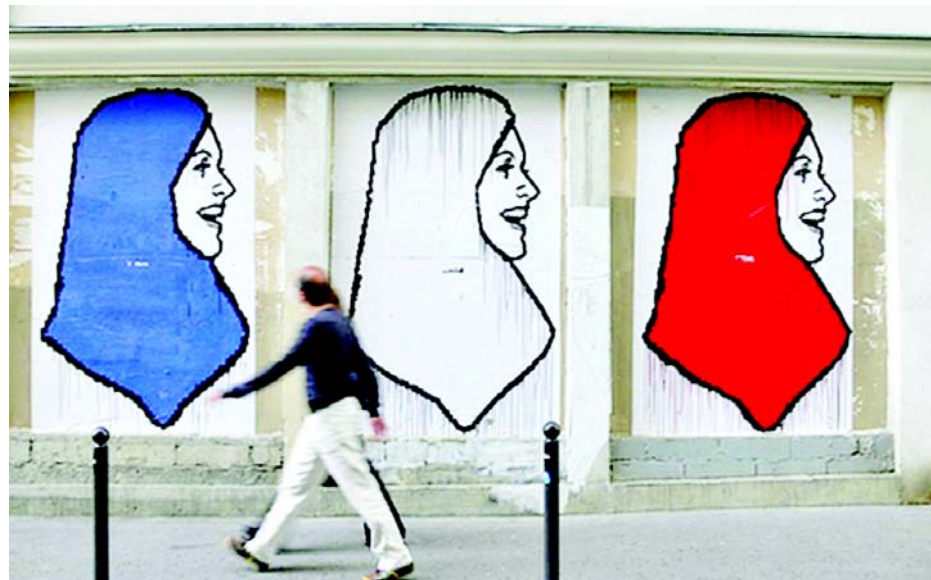
La mosquée Sahaba, édifice moderne, spacieux et élégant construit en 2008 au cœur de Créteil, est connue sous le nom de «mosquée des convertis». Chaque année, quelque 150 conversions à l'islam ont lieu dans ce bâtiment blanc aux mosaïques compliquées et à l'impressionnant minaret de 25 mètres de haut, symbole de la présence croissante de l'islam en France. Parmi les gens qui se rendent à la prière du vendredi figurent beaucoup d'anciens catholiques - jeunes pour la plupart - qui portent la calotte et la robe traditionnelle des musulmans.

Selon les experts, si le nombre des convertis reste relativement faible en France, celui des conversions annuelles à l'islam a doublé en vingt-cinq ans, ce qui pose un problème de plus en plus délicat à ce pays, dont le gouvernement et l'opinion publique sont plutôt réservés vis-à-vis de l'islam, voire parfois hostiles.

Les autorités françaises chargées de la lutte antiterroriste constatent depuis plusieurs années que les convertis représentent une part très importante de la menace terroriste en Europe.

100 000 CONVERTIS, SUR 6 MILLIONS

De leur côté, de nombreux musulmans se disent victimes de préjugés et perçoivent la loi de 2010 interdisant le port du voile intégral dans les lieux publics, ainsi que les inquiétudes suscitées par les conversions comme une manifestation de l'into-



lérance française. Quel que soit leur impact, il ne fait guère de doute que les conversions sont plus courantes.

"C'est un phénomène important et impressionnant, en particulier depuis 2000", confirme Bernard Godard, chargé du dossier islam au Bureau central des cultes. Selon lui, sur les 6 millions de musulmans qui vivent en France, environ 100 000 sont des convertis - contre 50 000 en 1986 - et, selon certaines associations musulmanes, ce chiffre atteindrait même 200 000 (la Fran-

ce, qui compte 65 millions d'habitants, n'étant pas de statistiques ni par race ni par confession, laïcité oblige).

Pour cet ancien agent des renseignements, c'est la "nature" de la conversion qui a changé. Déjà en usage à l'occasion du mariage, elle est aujourd'hui choisie par des jeunes soucieux d'intégration dans les quartiers majoritairement musulmans. "Dans les quartiers pauvres, c'est devenu une intégration à l'envers", souligne le Pr Gilles Kepel, spécialiste de l'islam et des banlieues.

ANTIDOTE À LA MISÈRE

Selon les experts, beaucoup de convertis sont des hommes de moins de 40 ans, originaires d'anciennes colonies françaises ou des territoires d'outre-mer. Charlie-Loup, 21 ans, étudiant, vivant près de Saint-Maur-des-Fossés, s'est converti à l'islam à 19 ans, après une adolescence tumultueuse marquée par des relations difficiles avec sa mère. Il avait beaucoup d'amis musulmans à l'école. "Ici, les conversions sont devenues un phénomène social", observe-t-il en demandant que son nom de famille ne soit pas publié car il ne souhaite pas attirer l'attention sur lui. "Certains se convertissent par simple curiosité", ajoute-t-il.

Selon Samir Amghar, sociologue et spécialiste de l'islam radical en Europe, dans certains quartiers majoritairement musulmans, le ramadan est également observé par des non-musulmans, qui aiment "son côté collectif et festif". Dans beaucoup de banlieues, l'islam représente non seulement une sorte de norme sociale, mais aussi un refuge, un antidote à la misère ambiante. Pour M. Amghar, l'islam valorise davantage l'organisation et la discipline que les autres religions. C'est un moyen de "refuser la modernité", de revenir à une société qui met l'accent sur les valeurs familiales et sur une distinction plus nette entre hommes et femmes. "L'islam a un effet apaisant sur les convertis", poursuit le sociologue.

Pour Hassen Chalghoumi, président de l'association culturelle des musulmans de Drancy [surnommé "l'imam de Drancy", Seine-Saint-Denis], les conversions sont aussi un effet de la laïcité de la France, qui, selon lui, génère un vide spirituel. "La laïcité est devenue antireligieuse, explique-t-il. Ce faisant, elle crée un choc en retour qui permet aux gens de découvrir l'islam."

Normalement la farine issue du blé tendre d'importation ayant reçu le soutien de l'Etat doit transiter en totalité par les minotiers. Mais de grandes quantités sont écoulées sur le marché à des prix fort élevés par rapport à ceux de cession aux minotiers.

L'ECONOMISTE
LE PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU MAROC



Quand des produits subventionnés flambent !

Ya-t-il réellement un contrôle des prix de produits subventionnés ? A en croire des petits faiseurs de la pâtisserie traditionnelle, tous les produits de base de leur métier ont flambé ces derniers temps. Dans la foulée, ils citent les amandes, les noix, les huiles mais aussi le sucre et les farines.

Du coup, ils ont répercuté les hausses subies sur les prix des crêpes, m'semen, mlaoui, chebbakia et toute la gamme de la pâtisserie artisanale. Une situation révélatrice de l'absence du suivi des dépenses de la compensation. Sinon, comment expliquer les écarts parfois trop exagérés entre les prix réglementés et ceux pratiqués sur le marché. C'est le cas du sucre et des farines, ces produits dont la consommation triple durant le mois de Ramadan. «Des hausses de 10 à 15%, voire plus sont généralement appliqués même en période normale», révèle un grossiste. Ceci, bien évidemment, en plus des frais d'approche et de mise en marché dont le niveau est connu pour chaque région. Et la pratique touche beaucoup plus les produits vendus en vrac.

Dans le cas précis des farines, la fraude se situe à un double niveau. D'abord, la farine nationale de blé tendre est introuvable sur le marché au prix fixé de 2 DH/kg. «Ensuite, lorsqu'elle est disponible, elle fait souvent l'objet de vente conditionnée»,

dénonce un patron de four traditionnel. Mais que dire de la farine de luxe qui est aussi fortement soutenue par la communauté ? En effet, un grand changement dans la distribution de la subvention a été opéré depuis 2010. Autrefois limitée à la farine nationale de blé tendre issue de la production locale, l'aide de l'Etat a été étendue à la farine dite de luxe. Et le montant accordé à ce produit est en croissance à deux chiffres. L'année passée, il a dépassé le milliard de DH, et il est fort probable qu'il double en 2013, vu l'importance des achats réalisés dans une conjoncture de flambée à l'international. C'est pratiquement le même niveau des cours relevés en 2011. Or, à cette époque, l'enveloppe dédiée à la farine de luxe a culminé à 1,8 milliard de DH. L'année d'après et rien que la restitution aux importateurs du différentiel entre les cours de blé tendre à l'import et le prix de cession aux minotiers a coûté à l'Etat 1,3 milliard de DH. Ceci, sans compter le manque à gagner pour l'Etat au titre du gel des droits de douane dont le taux s'élève à 135%. Une moins-value que l'Office national des céréales et légumineuses, en charge de la subvention, ne quantifie pas.

Quoi qu'il en soit, l'objectif affiché est de maintenir le prix de cession du blé tendre aux minoteries à 260 DH le quintal. Ces dernières étant tenues à leur tour de livrer la farine aux boulangeries à 350 DH/

quintal pour que le prix du pain rond ou de la baguette reste maintenu à 1,20 DH l'unité. Théoriquement, le schéma fonctionne selon les règles prévues entre l'administration et les opérateurs du secteur. Mais qu'en est-il des farines de luxe commercialisées sur le marché intérieur ? A priori, elles doivent être soumises au contrôle des prix dans la mesure où elles sont subventionnées. Mais apparemment, les contrôleurs considèrent toujours ce type de marchandise comme bénéficiant de la liberté des prix. Certes, des marques ont développé des produits de qualité avec des additifs alimentaires, un bon design et des emballages consommateurs. Ce qui justifie le surcoût. Mais que dire des produits de qualité trop moyenne et de surcroît vendus en vrac ? D'autant plus que les volumes commercialisés restent importants. Une étude de la profession meunière estime la consommation de farine industrielle à 80 kg par habitant et par an contre 27 kg pour ce qui est du pain acheté auprès des boulangeries. C'est donc un marché d'envergure qui échappe au contrôle des prix bien qu'il est fortement subventionné.

Aussi, ne faut-il pas verrouiller le circuit de distribution des farines de luxe comme c'est le cas pour la farine nationale. Du moins pour barrer la route aux spéculateurs qui annihilent à leur seul profit l'effet de la subvention.

Chine : la fin du miracle économique ?

Libération

Les mauvaises nouvelles s'accumulent pour l'économie chinoise et son modèle de développement axé sur l'exportation. Contre toute attente, l'excédent commercial a chuté de 14% en juin, tandis que les exportations ont enregistré une baisse de 3,1%, selon les chiffres officiels publiés mercredi. Alors que Pékin voudrait voir la population consommer davantage, entre autre des produits importés, les importations ne sont pas en forte hausse, comme l'escomptaient des experts, mais en légère baisse (- 0,7% en juin).

En chute depuis l'an dernier, la croissance du produit intérieur brut (PIB) continue elle aussi de glisser. De l'ordre de 7,7% au premier semestre, elle pourrait descendre à 7,5% en fin d'année, selon de nombreux économistes. Pour tenir ce chiffre, estime Tim Condon, un analyste de la banque ING de Singapour, «il faudra que les exportations restent à un niveau de croissance nulle...mais la tendance générale reste à la baisse des exportations». Pour ne rien arranger, la croissance des investissements étrangers en Chine diminue elle aussi, de même que l'indice PMI de la production manufacturière, actuellement au bord de la contraction. «La faiblesse de l'indice PMI m'incite à penser que la croissance chinoise passera en-dessous des 7% fin 2013», estime Zhang Zhiwei, un économiste de la banque Nomura.

En un mot le «miracle économique chinois» est terminé. Le pays entre dans une difficile période d'ajustements et de changements structurels de son économie, qui ne peut plus dépendre (presque) exclusivement des exportations.

Pour Pékin, qui a connu une moyenne de 10% de croissance depuis trente ans, c'est donc le branle-bas de combat. Le Premier ministre, Li Keqiang, dit vouloir soutenir la croissance en stimulant la consommation intérieure. Mais par crainte de l'avenir, les Chinois continuent d'avoir l'un des taux d'épargne les plus élevés du monde, alors même que leurs revenus augmentent. Dans l'industrie manufacturière, la hausse des salaires est de l'ordre de 10 à 20% par an, ce qui diminue par contrecoup la compétitivité des exportations. La priorité du moment, expliquait mardi le Premier ministre, est de «stimuler la croissance, de s'assurer que le taux de chômage n'atteint pas certaines limites et de combattre l'inflation». Jusqu'alors maîtrisée, la hausse des prix a repris depuis peu, surtout dans l'immobilier, secteur qui connaît une bulle depuis de nombreuses années.

Le ralentissement de la croissance risque d'avoir de fâcheuses conséquences dans le domaine financier. Un indicateur ne trompe pas : les Bourses chinoises de Shanghai et Shenzhen, en baisse constante depuis des mois, ont chuté jusqu'à un niveau plancher rarement atteint. La plupart des municipalités ont investi à tour de bras dans des infrastructures en prévision d'une croissance élevée, et beaucoup d'entre elles doivent faire face à des remboursements d'emprunts qui vont au-delà de leurs capacités. Selon un rapport récent de la firme Haitong Securities, la dette des localités et du secteur industriel, qui se montait déjà en 2008 à 200% du PIB chinois, a atteint 270%. Un chiffre d'autant plus inquiétant, expliquait dernièrement à la presse chinoise l'analyste en chef de Haitong, Jiang Chao, que la croissance de l'économie chinoise «pourrait même descendre en-dessous de 6% en 2014».

Vacanciers et fauchés : comment survivre aux «tarifs aoûtens»



Rue89

Pour partir les poches vides, il faut de la débrouille. Cinq futurs vacanciers nous racontent comment ils espèrent conjuguer vacances et budget serré.

L'année dernière, 63% des Français sont partis en vacances. Cette année, 66 % espèrent partir pendant l'été. Mais vouloir n'est pas toujours pouvoir : à ce jour, seulement 44 % des vacanciers sont certains de partir. Pour les 22 % restants, on en est toujours au stade de projet, selon un sondage réalisé pour Easyvoyage.

Pour faire dégonfler la facture (859 euros par personne en moyenne), les vacanciers partent moins loin ou comptent sur l'improvisation : sept Français sur dix ne quitteront pas le pays cet été, et un quart d'entre eux n'ont toujours pas choisi leur destination.

Giwadys est à découvert. Nous sommes le 1^{er} du mois. Elle a tout de même décidé de partir deux semaines à Prague en août, et prend sa situation avec humour :

«J'ai bon espoir : j'ai planté des pièces de dix centimes dans un pot, et je soulève toutes les pierres que je croise. Je trouverai le budget.»

Virginie aussi prend la période de vacances avec philosophie, malgré un budget plus que serré. Au chômage depuis six mois, elle a décidé de s'accorder du bon temps. Pour les dettes qui s'accumulent, à la banque et auprès des amis, on verra plus tard. Même si ça lui pèse souvent, «surtout la nuit». Avec un ton de défiance, elle écrit :

«Des vacances, j'en ai prévu. Eh ouais. On part en Sicile. Juste comme ça. Et après nous, le déluge.»

De la philosophie, il en faudra pour ces Français qui ont passé leur année à rogner par tous les bouts leur budget pour faire face à la baisse du pouvoir d'achat. Partira, partira pas ? La question reste ouverte.

- Sylvia, 24 ans, 600 euros pour deux semaines de road trip en Ecosse
- Claire, 30 ans, 300 euros pour un mois en van (et en famille) en France
- Janis, 32 ans, 400 euros pour deux mois de vacances à domicile
- Caroline, 31 ans, 150 euros pour deux semaines en système D
- Jacqueline, 44 ans, 1 000 euros à deux pour trouver une maison à retaper

Sylvia «ne gagne pas un salaire mirobolant», mais elle adore voyager. Avec un week-end tous les deux mois et un grand voyage par an, elle est devenue la reine

«des dépenses sans parachute». Quitte à se mettre, un peu, en difficulté :

«Les voyages, c'est ma priorité. Même si j'ai un pépin, je préfère taper dans mon découvert (autorisé), ou demander un délai de paiement aux administrations plutôt que de toucher à mon budget voyage. C'est sûr que ce n'est pas l'attitude la plus responsable, mais c'est la mienne !»

Un «mélange de chance et de culot», qui pour l'instant marche bien.

Sylvia est chargée de la communication dans un centre d'art contemporain. Payée au smic, elle met entre 100 et 150 euros de côté par mois pour partir.

Elle est aussi photo-reporter de vocation. Une passion qu'elle «ne veut pas lâcher». Elle profite donc de ses voyages pour faire des reportages qu'elle vend ou présente à des concours. Avec l'argent gagné, elle découvre un nouveau pays. Et ainsi de suite.

Elle remplit aussi des dossiers de demande de bourses («des heures de boulot»). Il y a quelques années, elle a ainsi obtenu 500 euros de la mairie de Paris pour partir en Inde.

Un cycle d'autofinancement qui demande de l'énergie (elle y consacre pratiquement tout son temps) mais qui fonctionne : une série de photos en Afrique du Sud lui a permis de remporter un concours organisé par une compagnie aérienne. Le prix : un billet pour le Chili, un autre pour le Vietnam où elle a réalisé un reportage pour le National Geographic.

Cette année, c'est en Ecosse qu'elle partira. Moins loin, moins cher, et c'est une région qu'elle a toujours voulu voir. Une semaine avec des amis en road trip (avec une voiture, louée 140 euros) suivie d'une semaine seule «un peu à l'arrache», loin des villes et sans voiture (quand on a moins de 25 ans, les locations de voiture passent du simple au quintuple, explique-t-elle).

Au total, elle espère s'en tirer pour 600 euros. Sur place, elle oscillera entre auberge de jeunesse, couchsurfing, maison d'hôtes et fera sûrement un peu de stop. Rien n'est encore fixé ; ni l'itinéraire, ni l'endroit où elle attirera lorsque ses amies la laisseront, elle et son sac à dos.

En attendant, elle a déjà des projets pour la fin de l'année. Un grand voyage cette fois, à la recherche de conditions extrêmes (et de jolies photos) : ce sera, elle l'espère, l'Alaska ou la Namibie.





رمضان كريم
Ramadhan kareem

Profitez De La Promotion Spéciale Ramadhan

Nouveau TV LED 32" HD
au prix exceptionnel de

26 000 DA/TTC*

LED TV
ULTRA SLIM
DESIGN



Narrow
Frame

LED
Backlight

HDMI

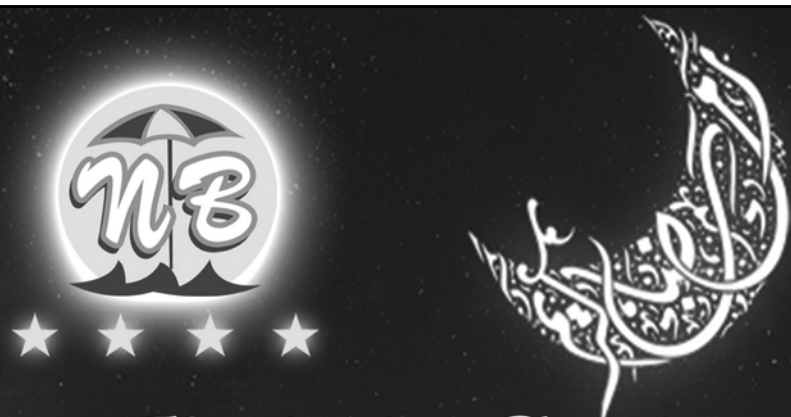
Hi-DMP
digital media technology

USB

*prix public conseillé

www.condor.dz

N°Vert 3075



Hôtel New Beach
Thalasso
LES ANDALOUSES ORAN
Formule Spéciale
Ramadhan

Formule
Bungalow
3000 DA
Pers/jour

Formule hôtel
Chambre
avec Ftour & Shour
4000 DA
Pers/jour

Inclus Accès plage ,Piscine et Khaima

Les Andalouses -Oran.
www.hotel-oran.com Réservation : 0555.03.27.18 / 041.26.33.78

INFORAMA boutique
INFORAMABOUTIQUE.COM

msi

Profitez du Confort d'un PC portable polyvalent



MSI CR 61 0M
Ordinateur Portable 15.6" LED HD
Processeur B960 - HDD 500 Go
RAM 4 Go DDRIII - Wifi-Webcam

34400 DA

DISPONIBLE DANS LES MAGASINS INFORAMABOUTIQUE
HORAIRE RAMADAN DE 10H A 16H (MIRAMARE,MARAVAL) LE SOIR DE 22H A 00H

Rejoignez-Nous !
facebook.com/inforamaboutique
www.inforamaboutique.com

Abonnements, fraude, services

Le DG de Setram s'explique

La société d'exploitation des tramways Setram continue à développer sa stratégie d'exploitation afin d'améliorer la prestation de service et répondre aux besoins de ses usagers.



K. Assia

Cette politique repose sur une organisation continue de toutes ses activités, un aspect incontournable pour offrir un service de transport de haute qualité et surtout un positionnement comme référence en Afrique. Le point de presse animé, hier, au siège de la société par M. Driaf, directeur général de Setram, a été l'occasion pour expliciter les grands axes de cette organisation spécifique, notamment celle adaptée, à l'occasion du mois sacré. Les changements opérés exceptionnellement sont une première expérience qui sera, sans doute, enrichie l'année prochaine, avec des données récentes basées sur les résultats de ce mois. La société a procédé à des changements d'horaires adaptés au mois sacré de sorte que les premières rames quittent les dépôts d'Es-Sénia et de Sidi Maârouf à 7h, pour couvrir toute la ligne. Une petite

pause est observée pour la rupture du jeûne. Les rames regagnent le dépôt à 1h30. Quatre rames ont été mises en ligne, 2 à la Place du 1^{er} Novembre, une dans le quartier de l'USTO et une autre à la cité 'Volontaire' alors que 2 autres rames continuent à circuler comme service minimum. En tentant de développer et d'améliorer l'ensemble des activités liées au transport, à la sécurité, à la maintenance et à tout le volet exploitation, SETRAM ambitionne de lancer de nouveaux produits, à l'occasion de la rentrée scolaire et universitaire. Elle mise sur l'abonnement avec l'instauration de cartes magnétiques rechargeables qui seront validées régulièrement. Des réunions ont été tenues avec les responsables de l'Office national des Oeuvres universitaires afin de mettre sur pied ce projet. Une série d'enquêtes et d'études sont entamées pour parvenir à une meilleure optimisation de l'activité. Une montée progressive,

en fonction de la demande de transport. C'est, en effet, l'objectif de ce plan d'action mis en place, souligne le même responsable. Et d'ajouter que des sorties sur terrain sont également dans le programme pour étudier les aspects relatifs au facteur fréquentation. Un système de comptage automatique du nombre de passagers sera effectué au courant du mois de novembre à l'effet de connaître quels sont les pics et autres informations indispensables pour élaborer une étude statistique comme l'a souligné le premier responsable du service exploitation. Parallèlement, un autre projet est en cours d'étude. Celui-ci porte sur le système anti-fraude avec l'instauration d'une indemnité forfaitaire supérieure au montant du billet pour tout fraudeur à l'intérieur du tramway. La société SETRAM compte 762 agents dont une centaine d'agents de contrôle dont 75 pour la journée répartie à travers 15 équipes.

Aïn El Turck

L'auteur présumé du crime de Mers-El-Kébir écroué

Rachid Boutlélis

Sous le principal chef d'accusation de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort, sans l'intention de la donner, un jeune âgé d'une vingtaine d'années, a été présenté avant-hier devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel d'Aïn El Turck. Au terme de son audi-

tion, il a été placé en détention provisoire. Selon nos sources, la genèse de cette affaire remonte au début du week-end dernier, à Mers El Kébir. Pour des raisons que l'enquête judiciaire aura à déterminer, une altercation verbale a, dans un premier temps, opposé deux jeunes. La situation aurait rapidement dégénéré. A un moment donné, le mis en

cause a mortellement poignardé sa victime, âgée également de 20 ans, qui a rendu l'âme quelques instants plus tard, après son évacuation vers le service des urgences de l'hôpital d'Aïn El Turck, indiquent encore nos sources. L'auteur présumé du coup fatal a été aussitôt interpellé par les enquêteurs de la police judiciaire de la sûreté urbaine de Mers El Kébir.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

El yed fel yed



des demandes d'intervention, des lettres ouvertes pour dénoncer les portes fermées, qui, qui... Vous avez aussi les mains qui n'arrêtaient pas de faire de l'auto-stop sur

les mers de l'immigration clandestine, à la recherche d'un éden qu'elles trouvent, quelques fois, au fond de l'océan. Des mains, en quête de travail, qui veulent traverser la Méditerranée à la brasse. D'autres mains brassent des milliards pas très clairs. Khmissa et khmouss. Des mains trop occupées à ramasser le «bakchich». Chiche, va les dénoncer, chiche ! Tu te retrouveras en taule, car ces mains, ça travaille la main dans la main. Haut les mains! braquage en plein jour. On a volé les archives de la Révolution. Des mains qui font la tire et des mains qui tirent les ficelles. Des mains qui votent, qui votent... quand elles ne sont pas levées au ciel pour prier le Tout-Puissant de nous sortir de ce pétrin.

Des mains propres qui dénoncent les mains sales... mais là, il y a sûrement une main étrangère qui les actionne. Elle est vite montrée du doigt. Elle est isolée, seule contre tous. Et comme on sait qu'une seule main «ma tsaffag», l'embellie, c'est pas pour demain...

Grande Poste

Le chantier de la discorde

Mokhtaria Bensaâd

Lancés le 18 octobre 2012, les travaux de rénovation de la Grande Poste d'Oran sont à l'arrêt depuis le mois de mai dernier pour des problèmes organisationnels qui n'ont pas été réglés jusqu'à présent. Selon le directeur régional d'Algérie Poste, M. Redouane Mlahia, une réunion est prévue prochainement avec l'entreprise réalisatrice de ce projet Sarl Promatal, spécialisée dans la restauration de bâtiment afin de discuter des problèmes qui entravent la continuité des travaux. Pour le premier responsable régional d'Algérie Poste, «les travaux ont été interrompus et la prochaine réunion devra trancher sur la question». Une situation qui a retardé la cadence des travaux avec évidemment un impact sur le délai de réception de ce bâtiment datant de l'époque coloniale. Selon le cahier des charges, l'opération de rénovation devait être finalisée en 18 mois mais jusqu'à présent il n'y a aucun indicateur sur la reprise des travaux. C'est ce que nous a affirmé le chef d'entreprise de Promatal, M. Mohamed Gacem, contacté hier. Pour le premier responsable de Promatal, «les travaux ont été interrompus par le maître d'ouvrage qui est Algérie Poste, suite à des problèmes rencontrés sur le site et signalés par l'entreprise réalisatrice». Selon le chef d'entreprise, «un ODS d'arrêt a été décidé par le maître d'ouvrage, le 6 mai dernier suite à une réunion tenue avec l'engagement de lever toutes les réserves formulées par l'entreprise réalisatrice du projet de rénovation». Parmi ces problèmes, notre interlocuteur cite l'occupation des lieux par d'autres institutions malgré le lancement des

travaux, l'existence d'installations de valeur appartenant à Mobilis et Algérie télécom qui n'ont pas été évacuées. Le même interlocuteur explique également que le bâtiment, conçu comme un labyrinthe ne dispose pas de moyens de sécurité. L'autre problème, le plus important, estime le chef d'entreprise, est l'intégration de travaux supplémentaires dans le marché conclu avec le maître d'ouvrage. «Nous avons, dit-il, rencontré des contraintes entravant la continuité des travaux et qui ont incité l'entreprise à proposer des travaux supplémentaires, devenus indispensables pour le bon déroulement du chantier». L'exemple donné est celui de la découverte de plusieurs niveaux de faux plafonds qui demandent une intervention spécifique.

Pour le chef de l'entreprise, la demande pour l'intégration a été faite au maître d'ouvrage mais rien n'a été fait. Sans la levée de ces réserves, l'entreprise Promatal signale que la bonne exécution des travaux est compromise. En attendant que «le litige» entre la maîtrise d'ouvrage et l'entreprise réalisatrice du projet soit réglé, le bâtiment de la Grande Poste reste fermé et le chantier inachevé. Ce problème qui a surgi pour la rénovation d'un patrimoine de la ville remet en cause la procédure de finalisation de l'étude d'un projet avant le lancement des travaux afin d'éviter toutes les surprises. Des spécialistes insistent pour que tout projet soit mûr par une étude ficelée. Cette étude, parfois, prend plus de temps que la concrétisation du projet. Pour une ville où il est question de modernisation à travers un projet colossal, la question des études des projets est à méditer profondément.

Algérie télécom

Une nouvelle agence pour Oran-ouest

S. C.

Dans le but de désengorger l'Agence commerciale Maâta d'Algérie Télécom (AT), une nouvelle structure sera ouverte au quartier 'Boulangier' et plus précisément sur l'avenue Abed Hamamouche. C'est ce qu'on apprend d'AT qui précise que le local devrait être acquis très prochainement. Ce projet vient à point nommé du fait que l'ancienne agence connaît une pression quotidienne et dans des conditions difficiles aussi bien pour le personnel que les clients. Par ailleurs et concernant la généralisation du MSAN pour la région ouest de la ville, le chef de centre Ben M'hidi estime le taux d'avancement à 20% alors que l'échéance arrêtée est la fin de l'année en cours. Concernant le bascu-

lement des numéros de téléphone vers le 24, le même responsable estime que l'opération avance normalement, suite aux raccordements des nombreux MSAN installés et leur mise en service, deux étapes précédées par l'assainissement du réseau. Cependant, cette amélioration de la prestation aussi bien pour le téléphone que l'Internet, ne peut faire oublier les nombreuses réclamations faites par les clients au niveau de ce centre et pour lesquels deux jours ont été fixés au courant de la semaine. Selon le chef de centre, ces nombreux désagréments diminueront au fur et à mesure que l'assainissement du réseau s'effectue et une grande amélioration sera perceptible après la généralisation du MSAN, reconnaissant toutefois que ce centre souffre d'un manque d'effectifs.

Accident mortel sur un chantier au centre-ville

Un maçon, âgé de 35 ans, a été victime d'un accident mortel. Le drame s'est produit avant-hier dans un chantier au centre-ville.

Originaire de la wilaya d'Alger la victime avait reçu une planche sur la tête. Evacué vers le service des UMC, dans un état comateux, il a rendu l'âme, hier matin. J. B.

Trois incendies en 24 heures

Trois incendies urbains se sont produits durant les dernières 24 heures, selon la Protection civile. Le premier sinistre s'est produit, hier, vers 1h du matin dans le quartier El Khaldia (ex-Delmonte), dans une maison. D'importants dégâts matériels ont été enregistrés.

Un autre incendie s'est déclaré dans une pizzeria au centre-ville. L'incident aurait pour origine un court-circuit. Un incident similaire s'est produit dans un magasin d'alimentation générale, dans la commune de Béthioua. Fort heureusement aucun blessé n'est à déplorer. J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Salem Yahia, 75 ans, Gambetta

Ahmadouche Rabah, 82 ans, Maraval

Benssouna Tata, 66 ans, 62 rue Hadj Djelloul, Oran

Alouache Faïza, 47 ans, Haï Bendaoud 2 Bir El Djir

Horaires des prières pour Oran et ses environs

07 ramadhan 1434

El Fedjr 04h14	Dohr 13h08	Assar 16h57	Maghreb 20h20	Icha 21h55
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



RELIZANE

Les prix des fruits et légumes en légère baisse

E. Yacine

Quelques jours après l'entame du mois de ramadhan, les choses commencent à reprendre leur cours normal à Relizane. Le marché des fruits et légumes commence à se stabiliser et les prix ont légèrement baissé par rapport aux premiers jours, même si les gens continuent à adopter le même comportement et les mêmes habitudes : se rendre le matin dans les marchés pour acheter tout et rien. Ainsi, les spéculateurs commencent à se rouler les pouces. La fièvre des premiers jours passée, les gens achètent juste ce dont ils ont besoin pour un ou deux jours. Du coup, les prix commencent à baisser même si certains produits comme la tomate tiennent le coup. Elle est toujours fixée à 70 DA. Le poivron est cédé entre 50 et 70 dinars, la pomme de terre entre 25 et 35 dinars le kilo, l'oignon se situe entre 20 et 30 dinars, la carotte oscille entre 40 et 50 dinars. La pastèque est cédée à 40 dinars, légèrement en hausse par rapport à la semaine passée. Le melon se



Ph.: Arch.

stabilise entre 60 et 80 dinars. Les raisins sont entre 150 et 200 dinars le kilo. S'agissant des viandes : la dinde est affichée à 380 DA, l'escalope à 850 dinars. La viande bovine est cédée à 800 dinars le kilogramme et la viande ovine entre 1100 et 1150 dinars. En fait, cette situation s'explique par le fait que tout le monde s'approvisionne en même temps et pour plusieurs jours, disent des commerçants qui attestent que des gens ont acheté de grandes quantités la veille du ramadhan et les premiers jours, du coup les marchés sont vides ces jours-ci. «Le consommateur ne s'affole plus, il achète de petites quantités». Cependant, ce sont les articles d'habillement

qui semblent en hausse cette année. Les chaussures, pantalons et autres tenues pour enfants sont chers. Il n'y a pas de tenue de moins de 3 000 DA, affirme Boualem, un enseignant rencontré à la sortie d'un magasin. «Nous sommes contraints de chercher encore pour trouver des tenues moins chères pour mes trois enfants», nous dira-t-il. «Et si nous sommes obligés, nous achèteront des vêtements made in China à moitié prix». Chose pas facile, car les prix sont élevés et beaucoup se plaignent de cette situation même s'ils n'ont d'autre choix que celui de se plier à cette règle et d'acheter bien avant l'Aïd, car à son approche les prix flamberont.

TIARET

Fin de fonction pour le directeur de l'EHS de psychiatrie

Le directeur de l'établissement hospitalier spécialisé de psychiatrie de la ville de Tiaret a été relevé de ses fonctions sur décision du ministère de tutelle, a-t-on appris de la direction de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Selon la même source, c'est à la suite d'une enquête déclenchée par le ministè-

re de la Santé que la décision de mettre fin aux fonctions du directeur de l'EHS de psychiatrie pour «mauvaise gestion» a été prise. Un intérimaire a été installé à la tête de cette structure hospitalière à vocation régionale, puisque de nombreux malades mentaux, originaires de plusieurs wilayas des l'ouest du pays y sont hospitalisés.

Hommage au poète Mohamed Chalef

Lors d'une poignante soirée ramadhaneque un vibrant hommage a été rendu au célèbre poète Mohamed Chalef, disciple du grand barde des Hauts-Plateaux de l'Ouest, Mohamed Bentaïba. En effet, à la louable initiative de l'Office des établissements de jeunes, du bureau local de l'Union des commerçants et des artisans algériens (UGCAA) et des associations

locales qui ont le mérite d'investir le champ culturel, un hommage a été rendu à ce ciseleur des mots et virtuose du verbe exceptionnel qu'est Mohamed Chalef, aujourd'hui arrivé au crépuscule de sa vie. Entouré de grands noms de la poésie populaire, à l'image de Khaled Mihoubi, Cheikh Beldjougher, ou encore El Hadj Zemit, l'hommage s'est voulu comme un livre

ouvert sur celui qui a marqué en lettres d'or l'histoire de la poésie populaire et le chant traditionnel depuis les années soixante. Animé par l'autre barde qu'est Benzaïma Benaïssa, la soirée ramadhaneque s'est clôturée par la remise d'un diplôme de mérite et d'un cadeau valeureux à Mohamed Chalef, ému jusqu'aux larmes de se voir enfin reconnaître à sa juste valeur.

El-Houari Dilmi

SIDI SAFI

Enfin le gaz de ville

Mohamed Bensafi

Deux sites d'habitations de la commune de Sidi Safi, à savoir «8 mai 55» et «Douar Essouafi» seront finalement raccordés au réseau du gaz de ville de la commune, a indiqué une source fiable. Il a fallu 4 années d'attente pour une cinquantaine de foyers pour voir enfin leur problème réglé. Logées sur un tissu périurbain, dont le sol est supposé difficile, ces familles, malgré d'innombrables doléances, ont longtemps rêvé de mettre au grenier les bonnes de gaz butane qui ont fait depuis longtemps leur galère. C'est en réalité,

des travaux non achevés pour des raisons pas trop convaincantes. Les sites en question sont déjà pourvus d'autres réseaux tels l'AEP et l'Assainissement. Le chantier pour leur fournir cette source d'énergie, au même titre que les autres foyers, devrait très bientôt être ouvert. Il devrait être réalisé par une entreprise de sous-traitance. On apprendra aussi que la commune va voir son programme de logements, entrant dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire, s'élargir à 158 unités. Soixante-dix (70) logements sont déjà au stade de l'achèvement, ils devront être bientôt livrés.

ADRAR

Un dealer arrêté

Bentouba Said

Se basant sur des informations indiquant qu'une personne âgée de 45 ans détient une quantité de cannabis à son domicile situé au ksar Barbaa dans la commune d'Adrar, les éléments de la police de la wilaya Adrar en coordination avec les autorités juridiques ont procédé cette semaine à l'arrestation du dealer. L'opération a permis la saisie d'une quantité de 360 g de kif, d'une somme d'argent de 39.500,00 DA ainsi que d'outils pour la découpe du kif. Le prévenu a été présenté devant le parquet et mis sous mandat de dépôt.

TLEMCEN

Ramadhan au rythme des soirées musicales

Allal Bekkai

Trois sites ont été retenus dans le cadre de l'animation des soirées du Ramadhan. La maison de la culture Abdelkader Alloula accueillera les groupes Omar Belkhodja, Oussama Bixi, Bouabdellah Azzeddine, El Moutrib raoui chaabi el Acimi, Chafik Hadjadj, Abbes Belkaïd, Bedjaï Ghaffour (Nedroma), Abdelmadjid Rahal, Aissaoua Sidi Malek Ouzidane, El Wafa' lil inchad wa el madih dini, hadj Kacem Brahim (leilat el qadr). Outre des troupes théâtrales, en l'occurrence la coopérative El Fordja de Tlemcen («Le cœur brisé»), Masrah ta'aounia d'El Eulma («Si marti»), le théâtre régional Kateb Yacine de Tizi Ouzou («Yamna»), l'association des arts dramatiques Ibn Chaâb de Maghnia («Les oubliés»), la

coopérative Djil 2000 du théâtre et de la vidéo... Quant à la scène du théâtre de verdure de Koudia, elle sera occupée tour à tour par Benador el Asria Angam el Gharb et Forsane (Maghnia), Nagham el Acil, orchestre Noudjourn, Miradji, Noudjourn ellil lil ghina' el asri, Sidou lil oughnia el asria, Pomaria avec cheb Tahar, Nedrostar, Chaïb-draâ Samir, Khaldoun Baddreddine, Sefraoui Mohamed el Hadi... Pour sa part, le palais de la culture Cheikh Abdelkrim Dali d'Imama, abritera une série de soirées andalouses animées par des associations locales. Citons entre autres Awtar Tilimsen, la Slam, Riad el Andalous, Ahbab Cheikh Larbi Bensari, El Mouahidia, Gharnata, ainsi que El Moutribia (invitée d'honneur de Blida), outre des groupes musicaux com-

me celui de Hami Benosman, Chafik Hadjadj, Belkhodja Omar, Feciane Ghouiti, Taleb Bendiab Abdelhamid, Karim Boughazi, Moussaoui Abdelmalek... Le grand Bassin (Sahridj Bedda) n'est pas en reste puisqu'il est chaque week-end au rendez-vous avec les familles tlemceniennes, à l'initiative de l'APC. A cette occasion, et à la faveur de la célébration de son 40^e anniversaire, l'association El Mouahidia a établi un programme d'animation intitulé «Layali Nedroma lil madih» qu'abritera la salle des conférences de la ville (Hâi Ibn Badis). Une soirée musicale est programmée chaque vendredi. Sont invitées dans ce cadre quatre associations dont Riad el Andalous, Ennahda(Oran), l'orchestre régional, El Mouahidia ainsi que deux orchestres professionnels.

CHLEF

Intense activité judiciaire durant le premier semestre

Abbad Miloud

M. Lakehal, procureur général adjoint, a annoncé que deux sessions criminelles ordinaires de l'année en cours se sont tenues. La deuxième a connu trois périodes de prolongation. Pour les deux sessions, 302 affaires ont été inscrites. Plus de 93% d'entre elles ont été traitées. Quelques affaires ont été renvoyées pour des motifs valables, sur demande des prévenus, à cause de l'absence de ces derniers, de celles des victimes où pour complément d'informations. Elles sont programmées pour la troisième session qui se tiendra après la période des congés (15 juillet - 15 septembre). Parmi les affaires traitées figurent dans les premières positions, celles liées au terrorisme, les actes contre nature, les viols, la constitution d'association de malfaiteurs, la commercialisation et la consommation de la drogue, l'assassinat et la tentative d'assassinat. L'orateur a tenu à préciser

la complexité de certains dossiers qui ont exigé beaucoup d'efforts et de recherches de la part des magistrats. Concernant l'activité judiciaire, M.Lakehal, nous communiquera plusieurs statistiques relatives au report au 1^{er} janvier 2013, aux inscriptions et traitement du premier semestre de l'année en cours et le reste à traiter au 30 juin concernant plusieurs chambres.

Pour le commercial, 137 affaires ont été inscrites auxquelles s'est ajouté un reliquat de 31 affaires repris dans le semestre. 107 affaires ont été traitées, 61 affaires demeurent en instance au 30 juin passé.

Pour le social, 286 affaires inscrites, reliquat 89 affaires, 279 affaires traitées et 96 en instance. Pour la chambre des mineurs, 136 affaires inscrites, reliquat 35 affaires, 128 affaires traitées et 43 en instance.

Pour le civil, 282 affaires inscrites, reliquat 67 affaires, 263 affaires traitées et 86 en instance.

Pour le foncier, 835 affaires inscrites, reliquat 342 affaires, 833 affaires traitées et 344 en instance.

Pour les affaires de la famille, 806 affaires inscrites, reliquat 236 affaires, 759 affaires traitées et 283 en instance.

Pour le référé, 145 affaires inscrites, reliquat 28 affaires, 142 affaires traitées et 31 en instance.

Pour le pénal, 8540 affaires inscrites, reliquat 2515, 8412 affaires traitées et 2643 en instance.

Les statistiques montrent que la grande majorité des affaires ont été traitées. Les affaires les plus anciennes datent des trois derniers mois. Ceci prouve la ferme volonté d'éviter l'entassement des dossiers.

L'orateur a tenu à souligner que, durant la période des congés citée auparavant, les différentes structures de la justice fonctionnent normalement bien que l'effectif soit réduit. Les séances de la chambre d'accusation et des chambres pénales seront tenues régulièrement. Les structures du siège de la cour et de l'ensemble des tribunaux sont disponibles durant la période citée pour la délivrance de pièces administratives, informations utiles etc.

La SDO, direction de Mostaganem nous écrit

A la lecture de l'article intitulé «une station de 1200 MW pour la wilaya» daté du 16.07.2013 en page 10, il semble évident que votre correspondant ait, involontairement fait un amalgame dans le compte rendu des informations prodiguées lors de la conférence de presse à laquelle nous l'avions convié. En premier lieu, la centrale de production d'une puissance de 1200 MW est une acquisition de la SPE (société de production de l'électricité) filiale du Groupe Sonelgaz et non pas de la Direction de Distribution et elle devrait entrer en exploitation en 2017 et non pas en 2015. Puis, ce n'est pas la centrale qui a été confiée à une entreprise libanaise mais, la réalisation d'un poste source HT/MT qui relève du gestionnaire du réseau

du transport électricité, le GRTE (autre filiale du groupe Sonelgaz) qui l'a été. Par ailleurs, les 04 postes sources HT/MT sont déjà existants et ne devront donc pas être réceptionnés en 2015.

Quant à la mise en service des 261 postes sur les 310 prévus dans le cadre du plan d'urgence 2013, ils n'ont pas été conçus pour contrer les délestages, mais plutôt pour équilibrer les charges de consommation par quartier et par commune. Leur bénéfice se fera sentir dans les chutes de tension, notamment et les coupures liées à la surcharge du transformateur.

Pour finir, vous comprendrez qu'il est question de créances de la direction de distribution et non pas de carences qui sont de l'ordre approximatif de 80 milliards de cts.

MÉDÉA

Les accidents de la route en hausse

Rabah Benaouda

C'est une première semaine de Ramadhan bien meurtrière qui a été malheureusement vécue sur les routes de la wilaya de Médéa avec pas moins de 30 accidents enregistrés ayant entraîné la mort de quatre personnes, dont une femme âgée de 38 ans, et causé des blessures à des degrés divers à 57 autres. C'est ce qu'indique, en effet, le dernier communiqué de presse en date qui nous a été remis mardi dernier au niveau de la cellule concernée de la direction de la Protection civile de la wilaya. Trente accidents de la route, dont trois mortels, ont eu lieu respectivement le premier, deuxième et cinquième jours de cette pre-

mière semaine du mois de Ramadhan et respectivement dans les daïras de Berrouaghia (2 morts), Souagui (01 mort) et Médéa (une femme décédée). Trois accidents mortels survenus respectivement à la suite d'un incendie qui a calciné littéralement un véhicule léger avec ses deux occupants qui ont été carbonisés, du renversement d'un véhicule léger dont le bilan fait état d'un mort et quatre blessés âgés entre 18 mois et 45 ans, et enfin à la suite d'une collision frontale d'une extrême violence entre un véhicule léger et un camion qui a fait un mort et cinq blessés âgés entre 15 mois et 37 ans. Quant au dernier accident de la route en date, pour cette première semaine de Ramadhan, il a

eu lieu dans la daïra de Tablat à la suite d'une collision frontale entre un camion et un bus de transport de voyageurs, survenue en milieu de matinée de mardi dernier et dont le bilan a été de dix personnes, âgées entre 19 et 73 ans, blessées à des degrés divers. Des accidents de la route dont les causes principales demeurent, l'on ne cessera jamais de le rappeler aux automobilistes inconscients et irresponsables, l'excès de vitesse qui entraîne la perte de contrôle du véhicule, les dépassements dangereux et plus particulièrement dans les virages à visibilité réduite voire nulle, les manœuvres dangereuses, le chevauchement de la ligne continue... Ne dit-on pas que «prudence est mère de sûreté».

ALGER

Vol, agressions, trafic de drogue...

18.643 affaires criminelles, dont 11.586 résolues, ont été enregistrées par les services de la police judiciaire, durant le premier semestre 2013, a indiqué, lundi, un communiqué de la sûreté de wilaya d'Alger. La même source a précisé que 11.021 présumés auteurs ont été déférés devant l'instance judiciaire, dont 475 de sexe féminin, ajoutant que 5.246 personnes ont été placées sous mandat de dépôt, 152 sous contrôle judiciaire, 310 mises en liberté provisoire et 5.311 appelées pour des citations directes. En comparaison avec le bilan enregistré durant le premier semestre 2012, celui de 2013 «met en exergue l'efficacité dans la lutte contre la criminalité en milieu urbain et les efforts consentis en ce sens», a noté la sûreté de wilaya d'Alger. Parmi les affaires enregistrées, 7.690 sont liées aux atteintes aux biens,

dont 230 affaires de vols de véhicules et 102 véhicules récupérés, a indiqué la même source qui relève que ce chiffre est en baisse par rapport au bilan du 1^{er} semestre de l'année 2012 durant laquelle il a été enregistré 8.487 affaires, dont 250 vols de véhicules et 129 récupérés. Par ailleurs, il a été enregistré une hausse en matière d'atteintes aux personnes avec 5.923 cas recensés comparativement au 1^{er} semestre de l'année précédente (5.537 affaires enregistrées). Concernant les délits contre la famille et les bonnes mœurs, les services de la police judiciaire de la sûreté de wilaya d'Alger ont enregistré 2.449 cas, soit une hausse par rapport à la même période de l'année écoulée (1.962 affaires recensées). En matière de sécurité publique, la même source a relevé une baisse des délits (1.602 affaires contre

1.617 en 2012) qui concernent le port d'armes prohibées et trouble à l'ordre public. Quant à la lutte contre les stupéfiants durant le premier semestre 2013, 2.135 affaires ont été traitées, impliquant 2.626 personnes avec une saisie de 60 kg de résine de cannabis et 21.877 comprimés de psychotropes. Pour ce qui est de la prévention routière, les services de la sécurité publique ont enregistré 8.572 infractions au code de la route durant le premier semestre de l'année, en nette baisse par rapport à la même période de l'année dernière où il a été recensé 61.885 infractions. Concernant les accidents corporels, il a été enregistré durant la même période 528 accidents corporels, 28 décès et 797 blessés alors qu'au 1^{er} trimestre de l'année 2012, il a été recensé 726 accidents, 18 décès et 816 blessés.

Une clinique en chantier

Une nouvelle clinique chirurgicale des consultations spécialisées relevant du CHU Lamine-Debaghine de Bab El Oued (ex-Maillot) sera prochainement créée, a annoncé mardi à Alger le directeur général de cet établissement, Nacer Bar. Cette nouvelle structure, jouxtant l'hôpital et dont les travaux ont déjà été lancés, s'inscrit dans le cadre des projets sanitaires programmés pour la période 2010-2014 et devra être réceptionnée par le CHU de Bab El-Oued dans 14 mois, a indiqué Nacer Bar dans une déclaration à l'APS. Cette

première unité du genre en matière d'élargissement des consultations spécialisées en dehors des grands CHU du pays, a souligné M. Bar, précisant qu'outre l'allègement des pressions des consultations quotidiennes que subit l'hôpital, cette unité contribuera également à désengorger la circulation routière aux alentours de l'établissement. Elle jouera un rôle important dans la prise en charge et le suivi sur place du citoyen qui n'aura plus à se déplacer entre les différents services. M. Bar a révélé l'ouverture de nouvelles spécialités en matière de

lutte contre le tabagisme et de prise en charge de la douleur et la consolidation des facultés de mémorisation, notamment. Le CHU Lamine-Debaghine effectue plus de 390.000 consultations par an, dans les différentes spécialités à l'exception des maladies du cœur prises en charge au niveau de la médecine interne. Les consultations d'ophtalmologie viennent en tête avec plus de 53.000 examens par an suivies des consultations en ORL (plus de 48.000), la pédiatrie (plus de 42.000) et orthopédie (plus de 36.000).

SOUK AHRAS

Contrebande: importantes quantités de médicaments saisies

Des quantités importantes de médicaments, dont des psychotropes, ainsi que des effets vestimentaires ont été saisies, ces dernières 24 heures, entre les localités de Taoura et M'daourouch (Souk Ahras) par la brigade mobile des Douanes, a indiqué mardi le responsable de

l'inspection de ce corps. Il s'agit de 711 boîtes de substances médicamenteuses à usage humain (Sildénafil, calmants et comprimés pour le traitement du diabète) et de 780 boîtes de produits à usage vétérinaire, selon la même source qui a précisé que ces produits ont été in-

troducts clandestinement de Tunisie à bord d'une voiture, dont le conducteur a pu prendre la fuite. 750 comprimés psychotropes et 660 articles d'habillement figurent parmi les produits saisis, dont la valeur totale a été estimée à 1,76 million de dinars, a ajouté la même source.

BÉJAÏA

Souk El-Tenine «casse» le prix du poulet

Le complexe zootechnique et d'élevage de Souk El-Tenine (est de Béjaïa) a cassé le prix du poulet, le cédant à 230 dinars le kg, contre une offre équivalente moyenne sur le marché de l'ordre de 360 dinars, apprend-on auprès de sa direction.

Cette situation a naturellement provoqué un rush sur cet établissement public qui subit certes une forte pression, notamment au niveau de l'organisation et de l'accueil, mais qui arrive à faire face à la demande, étant soutenu, à tour de bras, par l'Onab (Office national de l'aliment de bétail) de Sétif, qui lui assure quotidiennement des livraisons importantes, a-t-on précisé. Sans

donner un ordre de grandeur sur les acquisitions et les ventes quotidiennes, ses responsables affirment pouvoir poursuivre l'opération jusqu'à la fin du mois de Ramadhan et contribuer autant que faire se peut, non seulement pour soulager le consommateur mais aussi maintenir le prix de vente sur le marché local à un niveau relativement abordable. Une flambée du produit s'est opérée à une semaine du début du mois de Ramadhan, prenant de court les consommateurs, habitués depuis plusieurs semaines alors à l'acheter à environ 200 dinars le kg évidé ou 500 dinars la pièce vive, rappelle-t-on. Une augmentation que les commerçants justifient

par la cherté des intrants, bien que ces derniers aient bénéficié de bonifications fiscales. Son renchérissement a plombé le niveau des ventes, assurent cependant certains vendeurs, qui estiment, pour leur part, ne pas «avoir profité de la hausse qui a généré manifestement une situation de mévente».

Le complexe zootechnique de Béjaïa, spécialisé fondamentalement dans l'élevage ovin et bovin, la production de génisse, de lait et fourrage, a recouru, par le passé, à des opérations de cette nature pour le poulet, mais sa réputation reste liée au négoce du mouton, proposé à chaque fête de l'Aid El-Kébir, à des prix hautement concurrentiels.

La chanson amazighe revient

La 11^e édition du Festival de la chanson amazighe s'est ouverte lundi soir à Béjaïa par la présentation de plateaux artistiques éclectiques, faits d'un mixage de genres, notamment du chaabi, du folklorique et du moderne, et animés sur des scènes distinctes et typiques, réparties respectivement à travers le Théâtre régional, le stade scolaire et l'esplanade de la maison de la culture. La soirée, festive et conviviale, a donné l'occasion au public de retrouver des têtes d'affiches habituelles de l'événement à l'instar de Boualem Berr, Tahar Khalfaoui, Yazid Adjimi, Anis Oudjedi, dont le répertoire est déjà bien établi, mais aussi de nouvelles figures, prometteuses, mais qui éprouvent des difficultés à s'affirmer, comme c'est le cas pour tous les lauréats des dernières éditions, tels Kheraz, Ould Slimane, ou Ferrou-dja. Beaucoup de surprises ont aussi figuré à cette étre-

ne, marquée par la mise en avant-scène de troupes de choristes (chorale Taos Amrouche d'Ighil Ali) et de percussionnistes, les fameux Idhabalan, hier, au cœur de toutes les fêtes, aujourd'hui, réduits à des apparitions de folklore, mais dont le retour, l'espace d'un tour nocturne, a manifestement égayé le public. Béjaïa, qui, depuis quelques semaines, égrène les festivals et les galas de variété, y trouve motif à poursuivre, particulièrement en ce mois de Ramadhan où l'attente est plus fébrile. Pas moins de 60 artistes y sont programmés, dont une volée de vedettes, à l'instar d'Akli D., Djaafar Ait-Menguellet, Joe Chaoui et les Abranis, dont la production va intervenir parallèlement au déroulement de la compétition artistique, ouverte pour sa part à une trentaine de concurrents venus des wilayas de Sétif, Bordj Bou Arréridj, Alger, Béjaïa et Tizi

Ouzou. Autant de wilayas, versées quasiment toutes dans le genre kabyle, dont la participation massive n'est pas sans réduire l'impact du rendez-vous, privé des autres genres musicaux amazighs. La défaillance tiendrait, selon les organisateurs, à un «problème de diffusion de l'information qui n'a pas circulé convenablement en dehors des wilayas du Centre et du Centre-Est». Initié par le comité des fêtes de la ville de Béjaïa, le festival, étalé jusqu'au 20 juillet, entend par ailleurs animer d'autres manifestations, dont des expositions photos et des conférences sur le thème de la chanson amazighe.

Un hommage sera également rendu, durant toute la période de son déroulement, à un pionnier de la chanson kabyle, Karim Tahar, réputé pour avoir introduit, dans les années 40, une instrumentation moderne dans le genre kabyle.

ANNABA

La mercuriale dans ses états

A. Ouelaa

Passé le rush vers les étals des jours précédant le Ramadhan et des premiers jours du jeûne qui se sont comme d'habitude caractérisés par une flambée des prix tant sur les ustensiles de cuisine que sur les fruits et légumes ayant écorché plus d'une bourse, les choses, après une semaine de jeûne en matière de prix, sont à l'embellie avec un net recul surtout pour les viandes blanches qui sont passées de 380 DA le kg pour le poulet à 300 DA.

Et de tous les endroits pour s'approvisionner en fruits et

légumes, le mieux indiqué reste le marché d'El Hattab où les prix sont imbattables par rapport aux autres. Au marché d'El Hattab vers lequel convergent les clients de toute part, on peut aisément remplir son couffin pour à peine 500 DA sachant que le kg de la pomme de terre est à 30 DA, l'oignon à 25 DA, la tomate à 30 DA, la laitue à 60 DA, le piment doux à 60 DA, la courgette et les carottes à 40 DA alors que pour les fruits, les pêches sont à partir de 80 jusqu'à 120 DA, les bananes à partir de 130 DA et le kg de la pastèque est à 50 DA. Ceci dit, les ménagères, en

ce mois sacré du Ramadhan, demeurent en pleine tourmente face aux viandes rouges dont le prix atteint les 1.200 DA pour le bifteck et la même chose pour la viande ovine, alors qu'il reste encore plus de trois semaines à jeûner, synonyme de frais toujours grandissants avec les enfants à vêtir pour l'Aïd et le nécessaire d'ingrédients qui serviront à préparer les différents gâteaux. En somme, le Ramadhan, outre son aspect religieux aux connotations diverses, reste toujours un moment de grandes dépenses que beaucoup de familles peinent à boucler.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

09 ramadhan 1434				
El Fedjr 03h57	Dohr 12h54	Assar 16h45	Maghreb 20h08	Icha 21h44





■A cause de besoin d'argent très urgent : A vendre Appart F5 de luxe, 4^{ème} et dernier étage 100 m² Cité Yaghmoracen à côté de la salle Chahrazed - Tél : 0555.48.73.88

■Vends Appt F5 grand standing. 230 m². Acté. Bd Zirout Youcef - Plateau - 3ème étage, 2 façades - avec Ascenseur. Possibilité Promesse de vente - Tél : 0550.73.12.52

■Vends F4 - 110 m² super luxe. 2ème étage. Acté. 19.50 U - Cité des enseignants Millenium - 0777.04.46.83 / 0552.98.13.81

■ORAN - Vends appartement F3. 1er étage très bien ensoleillé dans immeuble propre de 3 étages Miramar. Prix 970 U négociable - Tél : 0771.00.96.49

■Vends F4, 03 Faç. HLM. Libre de suite - 0555.70.94.92 - 041.42.14.62

■Vds : Appart F3, 3^{ème} Primula Yaghmoracène bien aménagé. P. 900 U + Loue F4 Maraval 1180 Logts RDC. 4 U + Loue F3 Grande Terre 4^{ème}. 4 U - 0662.58.42.73 - 0791.82.73.30

■Part. vend joli Appart F3 RDC, acté, pour habitation ou profession libérale. Possibilité promesse de vente. Situé à Dar El Baïda. Oran. Bon voisinage. Eau H24. Très propre avec un petit jardin. Curieux s'abstenir - Tél : 0560.98.50.28 - 0666.44.74.58

■A vendre F2 acté à Plateau, 4^{ème} étage. Sup. 57 m². Bien ensoleillé, refait à neuf - Tél : 0799.31.79.17

■AG. MARHABA - Vente Appart Miramar 65 m² 2e étage - F3, 2e étage C.V. toutes commodités, Chauff. central + Appart à louer F3 Haï Sabah 2e étage 75 m² - 0773.24.62.36

■Vends Appart F3 2e étage refait à neuf Seddikia - Oran + plusieurs Apparts différents quartiers - Oran - Tél : 0550.31.88.16 - 0771.13.63.00

■Vends F3. Acté avec livret foncier, balcon + haouch, 4e étage. Tél. fixe + internet. Eau H24. Refait à neuf. Situé à la Cité Tounsi à AIN TEMOUCHENT - Tél : 0799.75.94.86

■A louer F3 Haï El Yasmine « Dar Essalem » 9ème étage, immeuble propre avec 02 ascenseurs, cité clôturée et parking assuré H/24 - Tél : 0770.93.28.36

■A vendre appartement au centre-ville d'Oran, à côté du marché Michélet F3 cuisine, SDB, 2 balcons, superficie 80 m² - 3ème étage. Bon état - 0781.15.43.67

■BOUTLELIS : Loue entrepôts 800 m² avec appartement de 80 m² - Tél : 0556.90.41.70

■Loue Appt F3 2ème étage, proche Université USTO. Haï El Yasmine. ORAN + Vds Appt F3 AET 3ème étage neuf - Tél : 0559.42.12.54

■AMRIA - Vends Appt F3, 1er étage, libre de suite. 63 m². 3 façades. Offert 630 U - Contacter : 0557.19.23.80 / 0772.78.03.48

■A vendre F4. Acté. Cité de l'Air - Es-Senia - 3^{ème} étage avec garage - N° 0555.77.67.88

■A louer F4 RDC entrée individuelle 120 m² à Choupot (Oran) + F3, 100 m² à Cité Petit RDC entrée individuelle 8, Rue Belaid Hasnia. Conv. Prof. libérale - 0774.73.84.28 - 0550.54.24.62

■A vendre un appartement F3. Acté. 3^{ème} étage, refait à neuf, situé à la Cité 212 Logts « LSP » - Gdyl - N° Tél : 0773.84.56.80 - Curieux s'abstenir

■Loue appartement F4 grand standing 90 m², 3e étage. Meublé. 10, Bd de l'Industrie, centre-ville d'Oran - 0556.65.05.11 - à partir du mois de Septembre à l'année ou 6 mois

■Vends Appt cité AADL. Pépinière F3, 3ème étage, double façade, 2 ascenseurs, gardiennage, parking - 1ère main - curieux s'abstenir - 0771.74.86.92

■A vendre 1 bel Appart F3, très spacieux au 1^{er} étage avec 1 grand balcon donnant sur le jardin, sans vis-à-vis, vue imprenable, situé à l'Hippodrome à ORAN - Prix à débattre - N° Tél : 0771.29.96.48

■Part. vend un F4, 2^{ème} étage en plein boulevard face polyclinique Akid Lotfi (sans vis-à-vis) - curieux - agence s'abstenir - N° Tél : 0770.83.16.14

■Vends F4 au 4^{ème} et dernier étage. Ascenseur privé. 1 Gd hall, 2 balcons, clim - centre-ville Oran - Photos sur www.newsouk.com - Tél : 00213.77.66.97.095

■Vends à Oran centre-ville bâtiment Antinéa, bel appartement de 105 m², 4 pièces, refait à neuf, style moderne, 1er étage avec ascenseurs - Tél : 0553.53.12.79

■A vendre un F4 acté, 5^{ème} étage dans un immeuble de 5 étages - ensoleillé - deux façades - Haï Es-Sabah USTO. ORAN - Tél : 0772.95.66.82

■Loue des Appts dans un immeuble meublé et équipé et ttes comm. Garage, eau H24... dans un quartier très calme, résidentiel pour famille - Trouville Ain El Turck. ORAN - Tél : 0777.65.23.63

■Vente appartement F2 luxe, 2e étage. 680 U. Totalelement rénové acté, situé en plein centre-ville d'Oran Boulevard Adda Benaouda « Plateau » avec cuisine et salle de bain équipée - N° Tél : 0556.11.21.81

■A vendre Appart F3, 4^{ème} et dernier étage, bien aménagé, bien ensoleillé, façade, situé à Seddikia ORAN (Bt Vert) - libre de suite - 0661.10.19.19

■Vds Appart F4. Sup. 115 m². Acté. L.F. Cité 200 Logts EPLF. Amandiers. Cité Petit - sis au RDC plus une cave de 16 m² - Tél : 0553.61.11.33 - à partir de 14 H

■Loue F2, 4e étage Larbi Ben M'hidi - Vds Appt F5, 4e étage Gambetta - Vds Appt F3, 3e étage 73 m² Yarmouracen - Vds Appt F4 + 100 m², 9e étage avec ascenseur Haï Sabah - 0775.51.10.12 / 0778.50.56.33 - HABIB

■Loue appartement F2 situé centre-ville boulevard Emir Abdelkader (1^{er} étage) idéal pour profession libérale, médecin, bureau d'études, avocat - Agence immobilière s'abstenir - Tél : 0551.46.69.34

■Vends F4 Akid Lotfi, 02 façades + 02 balcons, refait à neuf - 0555.65.37.03 - 0779.15.77.24

■Vends joli F4 centre Ain El Turck. Refait complètement. 3^{ème} avec garage individuel 20 m² - Tél. H.B. : 0661.20.51.37

■Vente appartement F2 RDC dans une cour espagnole quartier Gambetta. 35 m². Acté. Livret foncier. Rénové. Prix 5.500.000 DA - Tél : 0555.78.15.08

■A vendre Appart F4, 3 façades, 2^{ème} étage, acté, résidence « Sofia Léonor » Akid Lotfi. Oran. Refait à neuf - curieux, intermédiaire s'abstenir. Prix après visite - Tél : 0770.196.100 ou le 0660.625.861

■Particulier vend (02) Apparts F4 promotionnels (luxe) sup. 120 m² à Hay Yasmine (2) ttes commodités, (Cuis, équipée, Ch. central, interphone) - Tél : 0553.81.49.16 - (Interm. et courtier s'abstenir) SVP

■A.V. Appart F3 Haï El Yasmine sup. 77 m² refait à neuf, équipé, chambre à coucher, salon, cuisine moderne, chaudière et clim, au 4^{ème} étage, prop. promesse de vente - Tél : 0661.72.81.42 - 0661.31.38.10

■Vds bel F3 (66 m²) 2^e étage à Akid Lotfi très bien ensoleillé, prox. école, CEM, lycée - bon voisinage - Tél : 0663.52.80.77 - P.O. 1100 unités - PD 1130 unités

■Vends F3 RDC à Mécheria, 03 façades - Tél : 0662.53.15.66

■Particulier vend F1 modifié F2 à cité Lescure. ORAN - Prix 390 - Tél : 0558.19.37.50

■Pour vos séjours de courte ou moyenne durée à Paris je vous propose un studio tout équipé - Tél : 0659.36.14.61 - Mail : mascara1951@laposte.net

■A vendre Appart Oran F2, 50 m², 1^{er} étage, refait à neuf. Adresse : rue Béranger à côté Dame Africa. - A contacter Tél : 0795.96.13.94

■Particulier loue pour société appartement standing 220 m² meublé et équipé sur grand Bd avec garage - Tél. 0553.98.27.77 - Route de Canastel, endroit très sécurisé

■Vends F4 à Akid Lotfi, Oran, 2^{ème} étage, 2 façades, sur grande avenue, convient pour activité - libre de suite - prix après visite. Pas d'intermédiaire SVP - Tél : 0558.78.17.20

■A vendre F2. Acté. Plateau 3^{ème} étage. Ensoleillé. Refait à neuf. Balcon vue sur le grand boulevard - Pas de Promesse de vente - Tél. 0777.64.91.50

■A vendre F3 acté, RDC, 3 façades. Maraval. Convient profession libérale, bureaux ou habitation - Tél : 0790.51.10.78

■Vends F3, 2^{ème} étage Akid Lotfi, 2 façades, refait à neuf, vue dégagée sur mer, ttes commodités - Tél : 0665.08.61.61

■Vds F4, 2^{ème} étage, 2 Faç. Refait à neuf. Situé cité des enseignants immeuble sécurisé avec parking, crèche, école, espace pour enfant - à Maraval 05 Cité 156 Logts. Bât1 Othmania. Oran - 0772.37.30.09

■TLEMCCEN : Vends F3 aménagé, 3^{ème} étage, 80 m² à Imama les 1060 Logts, libre de suite, climatisé. Prix après visite - Tél. 0551.49.77.28

■TLEMCCEN (BOUHENAK) : Vends Appart F5, 1^{er} étage 400 Logts N° 03 Bt B - Tél. 0554.72.65.15

■Vends F4. Acté. 90 m². Refait. Vide. 5^{ème} étage. Ensoleillé. Vue sur Bd Tramway. 2 façades. Parking - Haï Chouhada - Bon prix - Tél. 0771.74.97.22

■Loue super F5 + F3 + F2 Ht. Stand. meublés à 100 m de la plage, équipés, climatisés, sécurisés, terrasse vue sur mer à Paradis-plage. Ain Turck. ORAN + superbe villa meublée à Bousfer-plage - Tél. 0771.84.25.21

■Vends un appartement F3 refait à neuf (luxeux) vue sur mer en face le Méridien - Contacter le N° 0661.16.11.08

■Appartement à louer F3 Cité Haï Moracen avec toutes commodités. Meublé - Tél : 0771.57.43.95 - 0555.09.49.24

■Vends bel Appart F4 Duplex. 128 m². Résidence des chercheurs à 100 m du rond-point Canastel - PO 15 U - Tél : 0798.78.14.12 - Ag. et Interm. s'abstenir

■Loue à ORAN Appart F4 à Cité Lobet 150 Logts en face stade Castors. 3ème étage immeuble de 4 étages, refait à neuf, parking H24 - Contacter : 0667.00.35.25

■Vends Appart F4 avec garage + local 89,87 m² (Hôpital Pédiatrique Canastel) + lot de terrain de 172 m² côté Clinique Hikma Bir el Djir - Tél : 0699.51.51.95

■URGENT : A vendre 70 m² Acté pour logement ou profession libérale RDC villa aménagé studio. 750.000 millions dinars. Négociable - 0696.25.10.08

■Vends Part. à Part. beau F3 spacieux (dalle de sol et sanitaire refaits) en plein C.V. d'Oran Miramar. 1^{er} étage N° 4 Impasse des Pins accessible par Rue L. Ben M'hidi à côté BADR et CCF. Parking assuré. Prix 1.300 U. Pour RDV de visite Mr Nacer au 0773.71.61.26

■Loue F1 au 1^{er} étage et loue F2 au 5^{ème} étage et loue F1 au 6^{ème} étage. Tous avec sanitaires - à Point du Jour - ORAN - Tél : 0555.35.88.99 - 0555.65.37.03

■Loue Apparts F2 et F3 Gd standing, ttes commodités, garage, terrasses avec vue sur mer, sécurisés, à proximité de la plage de Cap Falcon (Ain-El-Turck - ORAN). Possibilité location courte durée et réservation pour fête - Tél : 041.26.52.15 - 0773.84.67.39

■Vends ou Echange contre terrain, bel F3. Acté LSP 74 m². Refait à neuf luxe, reste cessibilité 1 an et demi - Yasmine côté Hasnaoui - résidence propre et clôturée - Pas de P. de vente - 0774.87.83.03

■Particulier : Vend à ORAN Appart F4 à Akid Lotfi. Acté. 3^{ème} étage double façade, immeuble de 05 étages, deux voisins par palier - Tél. 0561.78.08.57



■A vendre carcasse à Sidi El Bachir (ORAN) 100 m². Actée - Permis de construire - Contactez le 0779.81.95.01

■Vds belle villa 216 m² R+1 (144 m² par niveau fini à 90%) située à Oran « Rocher ». RDC : garage, hall, Cuis., SDB / WC, séjour, Gd Sal., jardin arbres fruitiers. 1er : hall, Gd Sal., 3 Ch. et SDB. Gde terrasse - Tél : 0555.55.32.94 ou 0771.27.07.36

■Vds villa 217 m². RC : salle séjour, Cuis., jardin, garage + local. 1er : 5 P., sanitaires, terrasse + Gde pièce - lot N° 8 Haï Zabana - Messerghine - N° Tél : 0549.34.08.68

■Vends M.M. 152 m². R+1 + cour - Centre Boutléis - Actée - 12,50 U - 0777.04.46.83 / 0552.98.13.81

■Vends Maison de Maître R+1. Oran. 500 m² - 0661.21.30.41 - 0661.35.08.98

■Aff. à Saisir. Vds villa très bien finie, 256 m² à Trouville Oran dans résidence clôturée, gardée. RDC : Sal., Ch., SB, WC, hammam, Cuis., hall, garage, jardin. 1^{er} : 4 Ch., hall, SB, WC. Terrasse - Tél : 0770.92.92.98

■AG. MARHABA - Vente Maison de Maître à MASCARA. R+1. 170 m² - Bab-Ali Mascara - 0773.24.62.36

■AG. MARHABA - Vente villa LA LOFA. R+1. 330 m². 15 m façade + villa Maraval R+1. 100 m². 9 m façade - 0773.24.62.36

■Vds villa 480 m² en face wilaya d'Oran. 3 Niv. Comprenant 3 Sal., 7 Ch., 3 SDB, 3 Cuis., 3 WC, terrasse, garage 3 Vts, jardin, Gde véranda, 2 Gdes cours, hammam turc - B. d'eau - P. Ap. visite - Tél : 0551.33.01.20 - 0790.78.09.17

■A vendre Habitation 2 étages 400 m². 1er étg. 300 m² habitable. 2e étg. 300 m² habitable. RDC : douche publique 25 cabines, 1 puits, 5 magasins commerciaux - 9, Rue Fernand Forest. St Eugène. Oran - Tél : 0554.29.01.07 - 0550.20.53.27

■A vendre Carcasse R+2. Actée. 140 m² à Rocher - ORAN - N° T : 0774.92.79.90

■Vends villa 426 m² centre-ville ORAN. R+2. Deux façades (Saint Pierre). RDC : garage, 3 locaux, cour et jardin. 1er : 3 Apparts. 2ème : 1 Appart - Tél : 0550.02.10.66

■Loue Immeuble RDC plus 3 étages pour Siège Société ou Banque - Tél : 0669.49.80.56

■TLEMCCEN - Vends appartement F5, 1^{er} étage, 150 m² Imama - Tél : 0555.87.90.94

■Particulier vend Maison individuelle R+1. Désistement. Sup. 76 m² (F5) à OPGI Hassi Bouinif. Prix demandé 630 millions à débattre - Tél : 0668.44.57.46

■TLEMCCEN. Les Dalias - Vends villa 321 m² (cave + R + 1) avec 3 magasins, garage & jardin avec Livret Foncier - Tél : 0778.03.66.31

■SASSEL-plage : Loue cabanon vue sur mer, équipé, endroit idéal pour vacances 4 pièces + garage - Disponible de suite - Tél : 0556.90.41.70

■Cabanon à vendre Sassel-plage W. Ain Témouchent appartement 115 m² 4 P., cuisine, hall au centre de Sassel - App. le : 0772.27.78.91

■Vends villa à Millenium. ORAN. Superficie 270 m². R+1 - Tél : 0550.47.60.16

■Vds belle villa à Fernandville ORAN. 200 m². Nouvelle Const. finie à 100%. Toutes commodités. Garage (2 Voit.), 2 salons, 5 chambres, cuisine américaine et séjour Open Space, jardin - 0555.633.717

■Vends villa 250 m² R+2 neuve de luxe à la LOFA. 2 Gds salons, 6 Chbres, 2 cuisines, SDB, 3 WC, hammam, 2 terrasses, 2 jardins, garage 2 voitures - Prix après visite - Tél : 0698.79.42.07

■A vendre Résidence de luxe au bord de la mer pieds dans l'eau à corallés contient 4 appartements avec descente directement à la mer. Contrat de location (Acte en cours) - Contacter 0661.20.95.21- prix après visite - Pour plus d'informations: www.vendsvilla.com

■Vds Duplex (R+1) 120 m². Acté. Composé de 03 pièces + salon + Cuis. + garage + B. eau + cours, situé Cité 24 Logts CNEP à Cap Falcon - Ain Turck (corniche). L. de suite. PD 14,3 M - Tél : 0664.67.72.03

■A louer villa Ain El Turck meublée, aménagée, équipée et Climat. 03 Pces, hall et 02 SDB, avec toutes commod. Haut Stand pur saison estivale. Endroit pour famille, tranquille et sécurisé - et F2 aménagé + garage - Tél : 0559.27.71.79 ou 0773.47.06.62

■Vds R+1 Es Senia Kara 110 m² - Vds carcasse sup. 135 m² actée R+1 Es-Senia Kara 2 + villa R+2 Amria-centre 140 m² finie - 75 m² R+1 Es-Senia Kara - 0778.50.56.33 / 0775.51.10.12 - HABIB

■Vends Maison de M. RDC +2 - 2^{ème} non fini à Gambetta. Prix après visite et loue 4 P. pour Cabinet ou Bureau - Tél : 0558.14.35.93 - Prix après visite

■Vends une belle villa à Fernandville 141 m². 1 + 2, finie 100% construction neuve, toute commodité, bache d'eau, hammam, chauffage centrale - T : 0551.26.16.67 - 0791.48.70.41

■Loue villa (F2 + F5) meublée, 2 SDB, clim, chauffage central, à Bir El Djir (en face hôpital Pédiatrique) loyer 150.000 DA - Tél : 0560.34.92.82 - 041.65.41.36

■Vends : villa Point du Jour 300 m² + villa R+1 250 m² Canastel luxe + terrain 150 m² Panorama 02 Fçd. - 0779.15.77.24 - 0555.65.37.03

■SARL à ORAN recrute 1 Assistante maîtrisant l'informatique de gestion - Envoyer CV au 041.42.50.26

■Loue villa (F2 + F5) meublée ts confort + 1 parc 7 voitures (2012-13) + Un garage parking à BIR EL DJIR - Tél : 0560.34.92.82 - 041.65.41.36 - possibilité location séparée

■Vds villa superficie 350 m². RC : 1 garage, 4 magasins : 100 m² + 100 m² + 70 m² + 70 m². 1^{er} étage : 3 pièces, 1 grand salon, 2 WC, 1 salle de bain + bache d'eau. Terrasse : 2 buanderies 30 m² - située à Choupot Oran - Tél. 0699.92.22.31

■A vendre villa 370 m² à Oued Tlalat - Contacter 0791.57.01.44 - Prix après visite

■A vendre à SIG W. de MASCARA : Maison 330 m² centre-ville. Ne répond à Agence ni Démarcheur - Tél. 0558.45.47.91

■V. Villa 150 m² R+1 El Hachimia - Belgaid. P.D. 27 - Lot 156 m² D.F. à Bahla Avenir. P.D. 8,8 le m² - Tél. 0664.46.45.51

■Vends villa R+1. Sup. 379 m². Bâti 160. RDC : salon + P. salon, hall + cuisine + 02 chambres, SDB. 1^{er} étage : salon + hall + 03 chambres + cuisine + SDB. Terrasse + jardin. Prix après visite - 200 Logts ES-SENIA - Tél. 0550.86.97.96

■A vendre Maison de Maître sise au Bd Cité Petit Haï Badr ORAN. 100 m². 2^{ème} étage - Tél. 0550.87.65.53 - 0790.63.38.03

■Vends Maison à Boutléis. Maison 244 m². R + 1er étg., finie à 50%. 03 façades + 01 Maison de 92 m² R + 1er étg. 2 Gdes pièces, cuisine, WC, SDB, 2 façades - 0775.14.88.33 - 041.44.19.22

■Vds villa Sénia. Actée. R+2 - 145 m². 2 Faç. 1 Gd salon, 2 halls, 5 Ch. Cuis. + terrasse. Hammam, 3 SDB, garage, jardin - 0555.26.24.68

■Vends villa à Fernandville 250 m² nouvelle construction, toutes commodités, cuisine équipée, 6 chambres, 2 salons, cave, piscine - Tél : 0559.88.53.03

■Vends villa sup. 267 m². A (04) niveaux sous/sol (R+2). Rez-de-chaussée (02) locaux + catégoria, fini à 90% - Tél. 0553.42.77.74

■Vends villa 600 m² à St Hubert en cours de finition - Curieux et agences s'abstenir - 0669.49.80.56

■Vds Maison très belle prestation R+2 - 314 m². Habitable, 5 chambres, double séjour + cuisine à l'américaine, 3 SDB + 4 WC. Très gde terrasse - garage + cour - El Mellah - W. Ain Témouchent - Tél : 0554.56.49.80

■Vds villa 282 m². R+2. Bureau + 1 gd garage + hammam. 1^{er} étg. : Sal. + 04 Ch. + SDB + WC + Cuis. + hall + couloir. 2^{ème} étg. : Gd Sal. + terrasse - Elect. 380 V + puits + jardin + ligne Tél. et Internet - Tél : 0551.52.22.29 - Nouvelle Ain Defla TLEMCCEN - Accepte l'échange à ORAN

■A vendre villa finie à 100%. Superficie 325 m², double façade, grand jardin. R+1. Libre de suite à Traversin Bernard-ville - Bir El Djir - ORAN - 0795.36.24.72 - 0554.19.58.92

■A vendre Maison de Maître actée sup. 330 m² (R+1 avec jardin) située niveau Jules Ferry Eckmühl quartier commercial. Prix après visite - Tél : 0771.23.85.70

■Vds villa à STIDIA 10 Km de Mostaganem et 70 Km d'Oran - à 1 Km de la plage. Surf. lot 119,6 m². RDC : garage + Sal. + Cuis. + SDB + WC + 2 cours (96 m² + 34 m²). 1^{er} : 3 Ch. + SDB + WC + balcon (96 m²). 2^{ème} : 2 Ch. + SDB + WC + balcon + terrasse (96 m²) - Tél : 0770.44.80.91 / 0560.31.92.59

■Vds villa 250 m² actée + Certif. de conformité R+1. Bâtie 168 m² ttes commod. Garage 3 V. et local à ORAN-Est à 1 mn de l'école, CEM, lycée, Hôpit. T. Bus 103 ETO, 31, P1, C, 61 face jardin d'Enf. Endroit calme et Résid. Prix nég. Aff. A saisir - Tél : 0664.74.00.52

■A vendre à REMCHI : Grande Maison 690 m² au Boulevard du centre-ville - Prix après visite - Curieux et intermédiaire s'abstenir - Tél : 0553.52.83.44

■Vends villa à EL KERMA

■Avis de recrutement. Sté spécialisée dans l'injection plastique cherche à recruter : 01 Comptable. Disponibilité immédiate et expérience exigée - Envoyer CV + L. de motivation par e-mail : cvrouxoran@yahoo.fr

■Avis de recrutement. Sté spécialisée dans l'injection plastique cherche à recruter : 05 Opérateurs. Disponibilité immédiate et expérience exigée - Envoyer CV + lettre de motivation par Email : cvrouxoran@yahoo.fr

■Import Sté de distribution des produits pharmaceutique cherche des Délégués Commerciaux ou Téléopératrice résidant à Oran. Salaire motivant. Envoyez vos CV : liferecru@gmail.com

■CALL-ACTION Algérie sis Centre d'Affaires EL BORDJ recrute des Téléopérateurs. Nous vous offrons un cadre de travail exceptionnel et très haut de gamme. Salaire fixe + commission jusqu'à 50.000 DA - Envoyer CV + Photo à : recrutement@call-action.fr

TERRAINS

■AÏN EL ARBAA (W. 46) Petit Lac Supérieur. Vends lot terrain 220 m². Acté. 1 façade. Livret foncier. Accepte Promesse de vente - Contacter 0550.12.37.39

■Vends terrain 240 m². Deux façades - à Hai Ennour Bir El Djir - Contact : 0555.10.68.22 - Intermédiaire s'abstient

■Vends plusieurs lots de terrain de 150 à 400 m² Zone Urbaine de Hassi Mef-soukh - Réservez sur Tél : 041.28.21.35 (AG)

■A vendre terrain à Bouzedjar-plage vue imprenable sur la mer. 200 m². Acté plus Livre foncier. Prix après visite - N° Tél : 0551.66.51.39

■Vends ou échange lot de terrain de 160 m² à Ain-El-Turck contre logement convenable à Oran - Appelez le 0556.89.50.22

■V / 5 Ha bord de mer Madagh ORAN - V / Station Essence RN environs ORAN - Ag. Imm. - 041.39.26.18 - 0661.20.32.99 - ORAN

■V / Terr. 20.000 m² R+18 près de la foire vue sur mer ALGER - V / Terr. 350 m² Av. Tlemcen ORAN - AG. - 041.39.26.18 - 0661.20.32.99

■Vds terrain à bâtir. Acté avec L./Foncier Cert./Urban. 6.000 m² environ situé à 5 Km SIG sortie Autor. Est - Ouest vers Arzew. Terrain plat sur bord de Route Nle - Aff. à Saisir - Tél : 0771.55.46.72

■BOUZEDJAR - Vends lot de terrain 200 m². Acté avec livret foncier - Tél : 0664.68.96.49

■TLEMCCEN - Particulier vend des lots de terrain : Acte - Livret Foncier - Certificat d'Urbanisme - Contacter 0551.48.68.75 - 0550.63.60.81

■Vends lot de terrain à la Cité 200 Logts ES-SENIA - 190 m² - Acté - Tél : 0780.14.50.61

■Vds : 200 (2 F) + 400 (2 F) cité Djamel + 242 Bd Canastel + 300 sur Bd Millenium (16 m F) + 305 Courbet (20 F) + 160 les Palmiers + 150 Belgaid + 200 Pépinière + 218 (2 F) Akid - Carcasse 150 Yasmine - 0557.42.01.32 - 0554.30.84.50

■Vends terrain agricole d'une superficie de 2 Ha 10 (21.000 m²) à 3.500 DA le m² au niveau de Hamoul (TAFRAOUI) - Contacter 0551.65.75.70 - Intermédiaire s'abstient

■Vends terre agricole Sup. 02 Ha. Bas-sin. Puits. Entourage oliviers - côté cimetière Sidi El Bachir - Acte de Concession - Me contacter au 0552.03.02.94

■Cherche lot terrain 60 m². Acté à : Gdyl - Mefsoukh - Arzew - le prix 200 U - Tél. au 0551.43.23.94 - 0798.61.10.83

■A.V. lot 2000 m² couvert à la zone d'activité de Bir El Djir - Acté - N° Tél : 0669.36.10.48

■Vends terrain agricole de 3 hectares à Boutléis Sidi Bakhti. Acté et livret foncier - Tél : 0771.68.54.23 - 0771.83.21.35

■Vds terrain agricole 5 Ha (Concession) comprend puits, bassin de 96 m³, parc clôturé de 36.000 m² en pierre et parking + Hangar en charpente métal. 42 x 13 m + élect. 380 - 220 - à Tillet. Etude de toute prop. - Tél : 0771.63.78.88 - curieux s'abstient

■Vends terrain 18000,00 m² livret foncier et acte, mitoyen avec la cimenterie Lafarge et les industries ORAS-COM à proximité des carrières - 0550.43.47.43

■TLEMCCEN : Vends terrain 210 m² à Chetouane. Acté - Tél : 0770.89.26.16 / 0778.61.63.69

■A vendre 2 Ha 52 a 92 ca urbanisé TLEMCCEN - Benksir - Les héritiers Kerzabi Seddik - Acté - Tél. 0555.86.72.62

■Bureau d'Affaires Mouwahid - Vente. Location. Promesse de vente. Terrains Agr. Urban. diverses superf. - Villas. Maisons et des appartements. Conseils dans le domaine immobilier - 0770.60.04.86 / 0770.40.68.81

■Vends lot de terrain Coop. 1er Octobre 1955 Canastel. Sup. 253 m², bien situé, grande façade - Tél. 0772.28.69.52

■Part. Vd deux (02) superbes lots terrain bien situés, bon voisinage de 170 m² (façade 8,40) bel endroit à Fernandville, côté clinique El Hikma. Prix après visite. Courtier et curieux s'abstenir - Contacter : 0658.15.54.68

■V / Terr. 500 + 1300 m² Bd Seddikia R + 6 à R +10 avec P. Const. ou Ech. C/ + Gd ajout Diff. - Pas interm. Merci - 0770.51.69.38

■A vendre terrain nu sur boulevard important à ORAN. Surface 1.400 m² - 3 façades - Pour un projet immobilier - Tél : 0770.18.32.28

■MISSERGHIN : Vends lot de terrain - Acté - 240 m² - Courtier s'abstient - Tél : 0559.29.00.35

■Investisseur et Promoteur. Achat terrains à bâtir et terres agricoles - Interm. s'abst. - 0556.42.44.68 / 0550.97.51.90

■V / Ferme 16.000 m² + dépot 400 m² + eau + Elect. + 100 oliviers. RN entrée TAFRAOUI - Pas Interm. Merci - Bon prix - 0556.42.44.68

■A vendre deux lot terrain. Lot 1 : 180 m² - Lot 2 : 280 m² - Adresse Sid Bachir près du CEM Sid Bachir 4 - ORAN Tél : 0553.33.12.76

■A vendre 2 lots de terrains 750 m² (100 m² Bâti Maison) situés entre Sun House et hôtel Chem's. Actés + terrain 170 m² Place Vassasse C.-V. Ain Turck - Tél : 0795.18.63.67

■Vends terrain situé à SIDI LAKHDAR W. de MOSTAGANEM près de Petit-Port-plage lot de 150 m². Prix 10 U le m² - Tél : 0792.82.22.08 ou 0556.47.17.93

VEHICULES

■Vends : Camion benne tasseuse HD 65 Hyundai 165000 Km - Camion Toyota à benne. Bleu. Année 1984 - Tél : 0669.64.58.64

■Vends voiture marque Polo La Base. Couleur verte. Propre. Année 2000. Bon état. Prix intéressant - Veuillez contacter N° : 0772.56.78.93

■A vendre 2 Bus marque HYUNDAI AEROTOWN 39 places chacun, une seule porte. Année 2011. En bon état - Appeler le N° 0771.83.32.59

■Vente CADY édition 30 blanche 2013, roulé 12.000 Km, toute option, licence 13 - Tél : 0550.16.72.40

■A vendre ANAROK 2013. Blanc. SAFI 31 - 0773.35.55.04

■A.V. Renault Trafic vitré 9 places. Gris Argent. 2011 - CG 31 - TT options.84.000 très bon état - Tél : 0771.20.29.54

■ORAN : Vends Golf 5 - 1,9 TDI - Gris Souris. 2008 - 102.000 Km. Zéro Retouche - 0770.78.56.52

■Vends MERCEDES classe C. Avant-garde. Année 2006. Gris Argent. 200 M/Km. Avec toit, Tél, cuir noir, siège électrique...Visible au garage de l'Antinée - ORAN - Tél : 0661.20.81.80

■A vendre DAIHATSU - SIRION. Gris Métallisé - Année 2007 - 114.000 Km. Toutes options - Tél : 0772.39.84.34

■A vendre voiture LIFAN. Année 2012. Couleur gris argent. Première main. Tout options. Prix 750000 - Tél : 0790.75.64.49 - ORAN

■A vendre PICANTO. Année 2010. Gris Argent. 70.000 Km. Toutes options. W. 31 - 0661.69.38.52

■A vendre LOGAN DACIA. Tout option. Vert bouteille. Année 2013 - N° Mob : 0556.12.20.57

■Vends Camion DELTA à benne 2009 - 54.000 Km - 300 unités - B. état - 0781.17.29.15

■Location de voiture LVZ sise à Oran - Loue Symbol, Clio III à des prix intéressants à partir d'une semaine - « Louez différent à prix malin » - Tél : 0773.52.06.00 - 0553.56.87.67

■A vendre SEAT LEON FR. Année 2012 avec licence. 29.000 Km - état neuf - Tél : 0661.20.49.84

■Vends TOYOTA YARIS. Année 2008. Mat 31 - 112.000 Km - Base sans Clim. Salon cuir. ABS. Direction assistée. Couleur gris médium. Première main - Tél : 0771.72.59.27

■TIARET - Vends Chargeur CATERPILLAR, type 966 E. Année 1990 - Tél : 0774.37.11.96 ou 0550.92.36.05

■Mets en location Peugeot Export Tepee 09 places, toutes options, climatisée - année de mise en circulation le 16/12/2012 - Tél : 0776.24.95.67 - 0551.97.89.71

■A vendre CAPTIVAL T.Z. tout options. An 2010 - 0 Retouche -31 - Roulé 43 000 Km - Tél : 0670.03.09.54

■Vends BMW 118 D - 2009 - 98.000 Km - Matricule 31 - T. options (Toit - Salon cuir - DTC - Radar de recul...) - Gris clair - P.O. 160 - Tél. 0561.86.79.80

■Vends LOGAN 2013 - Gris Argent - 9.000 Km - Tél. 0558.35.77.14

■Vends GOLF Série 6 - La Tte Options. 2013. Couleur blanche - 00 Km - Tél. 0550.88.94.57

■Vds Tracteur chenilles Agriculture FIAT 75-80 - Année 1993. Bon état - Vds Jet-Ski YAMAHA CHO 1800 L. 230 CH. Noir. Année 2009 - Tél : 0662.37.32.73

■EURL SLIMANE : Location voitures vous propose la location d'une MARUTI 800 à 40000 DA/mois. Adresse : Cité 60 Logts Es-Senia (à côté APC) - Tél. 041.58.15.88 - Mob. 0770.60.05.34 - L'agence à votre service

LOCAUX

■V / Loue parcs + dépôts 1.000 à 100.000 m² toutes ZI W. ORAN - Ag. Imm. - 041.39.26.18 - 0661.20.32.99

■Local à vendre. Acté. Superficie 102 m² avec sous-sol à Akid Lotfi - ORAN - Mob : 0561.32.4.06

■Vends Chambre froide 110 m³ compresseur allemand jusqu'à -32 °C (Postif - Né-gatif) - état neuf - Tél : 0696.10.25.56

■A louer un local 140 m² à Carreaux ORAN - Possibilité location en 2 parties - N° T : 0553.45.29.39

■Local à vendre avec Arrêté 1ère main Bd de l'Industrie (centre-ville) 28 m². Prix 650 - Tél : 0561.00.57.28

■A louer local 53 m² à Cité Djamel - Convient pour dépôt - Tél : 0560.32.52.56

■Loue R+1. Sup. totale 400 m² à usage commercial. Bien aménagé, en face la mairie des Castors - ORAN - N° Tél : 0661.20.32.11

■Vends hangar Env. 1.000 m² ZI H. Amour. Bien situé. Charp. Métal. Fini à 100% - - Tél : 0550.76.27.94

■A louer : local commercial sup. 300 m², 2 façades, bien situé à Ain El Turck « Bouiseville » en face la Poste (Pour Société et Banque) - Tél : 0791.88.06.82 - 0792.42.39.87

■A vendre local 680 m² à Chtaïbou zone la brocante composé d'1 bureau et d'1 hangar 250 m² non couvert - Location de 04 appartements F3 / F2 + 01 garage à Belgaid - ORAN - Tél : 0793.27.81.61

■TLEMCCEN - Vends local à Imama. Sup. 45 m² sur grand boulevard - Tél : 0560.25.21.40

■Loue local 180 m² de 5 pièces - convient Siège Société - Ecole... etc. - Loue Hammam avec sauna + Loue F2 et F3 - Le tout à Paradis-plage Ain Turck - 041.44.59.15 - 0777.01.34.14

■Loue local 25 m² - ttes commodités - AKID LOTFI - 4 unités - 0781.17.29.15

■Loue local (bien situé) centre-ville de SIDI BEL ABBES - Superficie 238 m² - Tél : 0556.31.85.26

■Vends un local + sanitaires, bien aménagé, 61,80 m² à Plateau ORAN. Prix après visite - Tél : 0560.68.95.50

■A louer 2 locaux commerciaux. Le premier 10 m sur 3 m - Le 2ème 10 m sur 5 m - avec sanitaires - toutes commodités - à Bir El Djir - N° T : 0771.13.14.41

■Cherche location dépot de 250 à 300 m² dans les environs d'ORAN / Contacter 0661.20.95.21

■ORAN - A louer pour Bureau F3, 1er étage. Adresse : 56, Rue Mostaganem - A contacter Tél : 0795.96.13.94

■A vendre local de 33 m². Acté. Bien aménagé, situé à Akid Lotfi ORAN à côté mosquée Wafâa - Tél. 0556.57.22.69

■A louer dépot 100 m² hauteur 4 m en face hôpital pédiatrie Canastel - ORAN - 0670.03.09.54

■Location magasin pâtisserie 50 m² à Hai Yasmine Oran + loue ou vente magasin 50 m² + 20 m² + vente terrain Bousfer 170 m² Décision + location Appart F4 Akid Lotfi 1er étage Oran - 0698.68.70.89

■Partic. propose location local de 340 m² doubles Faç. en RDC + 1er, situé sur le Gd Bd du Millenium à côté de Plaza Immobilier avec Gd parking de voitures en face - Tél. 0771.537.545

■Loue local de 55 m² + soupenite 40 m², 2 façades, bien aménagé avec sanitaires, élect. 380 V. Convient à toutes activités - à Hai Yasmine 2. ORAN - Tél. 0661.20.17.15 - 0772.58.65.12

■Local à vendre 12 m² sis entre Bd Marceau et Rue de Mostaganem. Convient tous commerces - Acté - Plateau. ORAN - Tél : 0771.24.81.27

■Location Chambre froide 105 m³ (Positive et Négative) déjà servi pour fruits, viande, les glaces... bien situé à Hai Daya - Oran - Tél : 0790.91.54.67

■URGENT - A louer une cave 150 m² à Canastel. Toutes commodités. 40.000 dinars par mois négociable - 1 an d'avance - 0696.25.10.08

■Loue local Cité Petit de 300m² à usage commercial dépot agence - Tél : 06.69.49.80.56

■A BELGAÏD : Loue 104 m² pour cabinet médical ou dentiste ou autres - bien propre, faïence et carrelage + SDB - sur route goudronnée - Tél : 0550.48.38.13

■Vends 4 magasins jumelés avec soupenite, deux façades, bien situés Boulevard du 08 Mars - Es-Senia - ORAN - 0550.45.59.02 / 0772.65.74.93

■Loue très beau local sup. 40 m² x 2 - très bien situé angle Emir AEK centre-ville - toute commodité. Alarme. Rideau Elect. Caméra. Clim. Sanitaires - Contactez : 0667.00.35.25

■V / Parc 10 000 à 20 000 m² - 300 m Faç. Zone Activités TAFRAOUI (Graidia) - Bon prix - Pas Interm. Merci - 0556.42.44.68 - 0550.97.51.90

■Loue local de 88,69 m² à PLAZA Seddikia (Résidence les IRIS) - Tél. N° 0550.72.55.91

■Location ou vente de deux locaux mitoyens 100 m² le local avec une soupenite. Adresse : 17 et 17 bis Hô Chi Minh (parallèle Larbi Ben M'hidi) centre-ville ORAN - Tél : 0558.46.57.38 / 0667.11.71.30

■Promotion Immobilière EL MOUSTAKBEL ORAN. Met en vente des locaux commerciaux à El-Kerma (82 Logts LSP, en face l'école primaire) - Tél. 0770.33.85.76 - 0771.53.76.89

DIVERS

■A vendre : Frigo Comptoir Présentoir bombé 1 m 50 - Frigo Pepsi + les étagères - Fernandville Hay Khemisti à côté la mosquée El Oods - Tél : 0779.96.64.35

■TLEMCCEN - A vendre Matériel de Confiserie Chocolaterie avec compositions des produits - Tél : 0557.06.18.65

■ORAN. Vends Ensemble moteur de congélation : 1 - Moteur électrique. 2 - Evaporateur. 3 - Armoire électrique - Contacter 0771.96.21.67

■Je suis père de famille je cherche à louer une Licence de Taxi 6.000 DA par mois avec une avance d'un an - Contactez-moi à ce N° 0776.72.29.51

■Vends Lot Vêtements Bébé 3 mois, 6 mois, 12 mois, 18 mois - et Lot Vêtements Enfants 4 à 14 ans - Tél : 0658.26.69.87

■Salle des fêtes « Le Cristal » vous souhaite Ramadhan Moubarak. 2 dates disponibles pour soirée en mois d'Août - Tél : 0550.910.990 - 040.23.46.80 - Soyez les bienvenus

■Loue Licence de café à ORAN - Tél : 0559.25.98.99

■Salon d'esthétique Mme TABET Esthéticienne diplômée de Paris vous propose : Epilation définitive de dernière technologie sans douleur, en quelques séances - Tarif spécial corps - Tél : 0779.913.981 - ORAN

■Pour l'aménagement de votre intérieur Placoplatre (BA 13) - Faux plafond - Démontable - Parquet en bois - Contactez-nous au : 0550.48.66.78 - E-mail : anwi.decoration@gmail.com

■Pour la pose de Faux plafond Démontable - Contactez-nous au : 0550.48.66.78 - E-mail : anwi.decoration@gmail.com

■Loue Licence de café à ORAN - 0770.09.06.37

■Cherche Moteur Deutz B6 M10 pour 15 T. Moteur Yamz 236 NEL pour 10 T. Moteur Yamz 238 E2 pour 15 T et des pièces pour Maz - Tél : 0555.33.72.46

■Loue Licence de café à ORAN - Tél : 0770.30.37.69

■Expert Sécurité vous propose : Etude, fourniture, installation Caméra de surveillance, alarme, détection incendie, réseau informatique, professionnel ou particulier - 0551.36.91.67 - 0771.48.94.84

■Loue Licence cafétéria 1 an ou plus - Tél : 0661.21.83.69 - 0559.43.10.35

■PROMOTION RAMADAN 2013 « Pour Enfant » Panta court 1200 DA - Pull 1000 DA - Jean's 1200 DA - Adidas 1200 DA - Résidence Bouhida - Akid Lotfi (près de la pâtisserie l'Algéroise et Le Carré) - Tél : 0560.00.41.64

■A vendre 2 Compresseurs : (1) ATLAS CO-PCO - (2) INGERSOL - Les deux 4 cylindres - avec une FIAT NEVA très bon état - Tél : 0791.88.06.82 - 0792.42.39.87

■Hôtel El Khayala à Oran informe son aimable clientèle que la réservation pour les vacances commence à partir d'aujourd'hui - Contacter le 041.65.42.93 - Fax : 041.65.42.88 - Mob : 0560.05.10.01

■Centrale Dist. d'eau - Compresseur à air Ind. - Lot Bureautique. Vêtements. Etagère (vêtements) - Laveuse autom. - Chaise Elect. Roulante - ACCENT 2013 - KIA POP 13 (ROBO). Camion à benne 10 T - Tél : 0771.50.93.81

■Vous entendez mal ? Votre enfant entend mal ? Audifel vous offre un bilan auditif gratuit - Pour RDV téléphonez au : 0661.10.35.22 CHLEF - 0661.10.35.04 RELIZANE

■Vous entendez mal ? Votre enfant entend mal ? Audifel vous offre un bilan auditif gratuit - Pour RDV téléphonez au : 0661.10.35.07 CONSTANTINE - 0661.10.35.02 ALGER

■Grès espagnol premier choix tous les couleurs et mesures, direct de l'usine - Tél. 0561.716.271

■Construction métallique et sous-traitance. Pliage - Découpage de tôle et Roulage - Face Autoroute Mosta / Arzew - Gdyl. ORAN - Tél : 0799.54.67.80 / 0553.11.84.95

■Vends : Compresseur DEMAG - 03 Bétonnières à vérin - Panneau peinture - 0781.17.29.15

■Vds Matériel pour chaussures : Balancier - Machine à souder pour femme (Gorge) - Machine à œillets électrique - Les Formes (femme et homme) - Tél : 0550.01.10.46 - 0771.18.35.52

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Machine « gobelet, papier/ plast. ». Conditionneuse. Souffleuse... etc. - 036.65.33.34 à 38

■ANNABA : Possède Chaîne complète Fab. Pièce Métal. Mécan. Plast. Neuve à injection cherche Partenaire pour création - 0556.14.62.69

■A.V. (06) Ordin. DDR 3 - 2 Go + (06) Ecrans plats + (01) Data Show + (01) Imprimante Multifonct. EPSON (Fax) + (12) Tables Infor. + (10) Chaises + (01) Tableau Dble face (Equip. acheté en 2013) - Tél. 0658.12.99.32

■Partic. Vd à Oran : très beaux Vêtements Enfants pour l'Aid. Mar. ORCHESTRA et VERT BAUDET - Chaussures Enfants et Femme - Route Canastel - Tél. 0553.98.27.77 - Pas de vente en gros

■Prends en charge Travaux de : Démolition. Gros Œuvres. Maçonnerie. Aménagement Peinture. Clés en main - Fourniture et Pose avec Contrat et Garantie - Tél. 0555.94.04.33 - 0770.97.35.82 - Oran - Email : othman25majd@gmail.com

■Avendre Rôtissoire à la braise de TURQUIE. Capacité 50 poulets et (+) - Visible au 33, Av. Choupot - ORAN - Tél. 0553.81.90.91

■BNES Bateau de plaisance avec cabine BENETEAU - FLYER. 5 G.P. 5 m 50. Moteur YAMAHA 115 CV 2 temps + Remorque - Visible à ORAN - Tél. 0550.86.5

Société privée

- **VEND A MOSTAGANEM** : Route de Salamandre, face la nouvelle DAIRA :
1. Vends 5 Locaux Commerciaux au R.D.C. (surface 57 m², 63 m² et 81 m²) ; Vue sur mer.
2. Vends 17 Bureaux au 1er étage, pour Fonction Libérale, de 23 m² à 138 m² ; Vue sur mer.
- **VEND A ORAN** :
- Locaux au R.D.C. à Haï El Yasmine.
Contactez : 0555 02 05 86 - 0555 01 05 99

LES MAGASINS EP^{Star}
Grande Surface Informatique
Chauffeuses d'accueil



- Hôtels - Maison - Clinique - Administration - Foire
Plusieurs couleurs disponibles !

Contactez-nous ou Consultez notre Site epstar.net
GSM : 0555 05.02.94 - 0550 57.62.74 Livraison
GSM : 0555 05.02.52 - 0550 57.63.41 Gratuite

Société privée à ORAN
activant dans le BTPH
Recrute une / un
Technicien de Labo
pour analyses d'agréats.
Envoyer CV à :
unibeton@gmail.com

NIHEL VOYAGES ORAN

Voyage en TURQUIE vol direct
ORAN – ISTANBUL sans escale
Avec AIR ALGERIE

1^{er} Départ le 12 Août et retour le 21 Août 2013
2^{ème} Départ le 21 Août et retour le 30 Août 2013
3^{ème} Départ le 30 Août et retour le 08 Septembre 2013
4^{ème} Départ le 08 Septembre et retour le 16 Septembre 2013

Tél : 041 456 866 / 041 456 729
Mob : 0770 787 809 -10 / 0770 999 057
0770 106 766 / 0770 674 829

LES MAGASINS EP^{Star}
Grande Surface Informatique



CHAISE VISITEUR
(AVEC CACHE) ET (SANS CACHE)

Contactez-nous ou Consultez notre Site epstar.net
GSM : 0555 05.02.94 - 0550 57.62.74 Livraison
GSM : 0555 05.02.52 - 0550 57.63.41 Gratuite

AGENCE CONQUÊTE VOYAGES TLEMCEN

Vous propose des vacances d'été 2013
TUNISIE Hammamet DU 15/08/13
AU 22/08/13
Billet + Transfert + Hôtel = 59000 DA
Voyages organisés Istanbul Antalya
Tél : 043 271 497 / 043 271 496
Mob : 0798 96 18 36 / 0550 40 43 20
Adresse : 02, Rue Dr Benzerdjeb -
TLEMCEN

Société opérant dans l'industrie / distribution de Boissons gazeuses, alcoolisées et non alcoolisées, filiale d'un important Groupe multinational, recherche de toute urgence pour son usine d'Oran :

● 01 Chef de Service Approvisionnement.

Les conditions exigées sont :

- Agé entre 35 et 40 ans.
- **Niveau d'études** : Cours universitaires en rapport avec la logistique.
- **Expérience exigée** : 10 ans dans le domaine de l'approvisionnement (Supply chain).
- Autres qualités recherchées :
1- Maîtrise de la langue française.
2 - Notion en procédures d'importation.
3 - Avoir le sens des responsabilités et de l'organisation.

● 03 Agents Méthodes.

Les conditions exigées sont :

- Agé entre 25 et 35 ans.
- Niveau d'études : Ingénieur en mécanique et électricité industrielle.
- Expérience exigée : 1 an et plus.
- Autres qualités recherchées :
1 - Maîtrise de la langue française.
2 - Maîtrise de l'outil informatique (Word - Excel).
3 - Esprit d'équipe et le sens de l'analyse.

Merci d'envoyer votre CV et lettre de motivation au
N° : 041 43 79 11 Ou sur : castel.recrut@yahoo.fr

Loue superbe villa meublée à Trouville 1000 m²,
pour société étrangère.

R+1. Avec 6 pièces... vue sur mer et avec un très grand
jardin et une piscine + loge pour gardien + garage
pour 2 à 3 voitures
Contactez par Tél.: 0 5 5 5 5 6 0 7 7 0

RIZZANI DE ECCHER SPA STABLE ORGANISATION EN ALGERIE REALISATION DE CHEMIN DE FER OUED TLELAT - TLEMCEN

Recrute 01 Ingénieur en Génie Civil

1- Mission du Poste :

- Elaborer les cahiers des charges pour les réalisations de chemins de fer et routier
- Assister à la préparation, à l'ouverture et au suivi des travaux
- Suivre les situations des travaux
- Maîtriser la comptabilité de tous les travaux des chantiers et des aménagements.

2- Diplôme :

- Diplôme d'Ingénieur en Génie Civil

3- Exigence Particulière du Poste :

- Maîtrise du logiciel AUTOCAD - CAVADIS
 - Avoir l'esprit d'équipe, le sens de l'organisation, de la rigueur, de la précision, du commandement
 - Résider à ORAN - SIDI BEL ABBES et ses environs
- Envoyez votre CV actualisé accompagné d'une lettre de motivation à :

65, Rue Emir Abdelkader 31140 Oued Tlalat - Oran

Boîte Postale : BP 81 Oued Tlalat

Email : larbichant@rde.it

Fax : 048-62-01-30

IMPORTANTE SOCIETE PRIVEE

Recrute dans l'immédiat sur Oran
01 conducteur de travaux TCE
résidant à Oran

- Niveau BTS à Ingénieur
- Une expérience minimum de 10 années

01 cadre comptable (H ou F) à plein temps ou à mi-temps

- Licence en sciences financières ou CMTC + CED
- Expérience de 10 années au minimum

01 assistante de direction

- Niveau BAC + 02 au minimum
- Parfaite maîtrise des langues française, espagnole et de l'outil informatique

Si vous correspondez au profil demandé,
veuillez transmettre votre CV et photo
récente à : contact.kit31@gmail.com

Pour les besoins de sa Direction Centrale commerciale, importante Société

recrute :

- **Un Conseiller (01) Agronomique pour les Wilayas de Sidi Bel Abbès et Saïda.**

Conditions exigées du poste :

- Diplôme d'ingénieur agronome / option phytotechnie
- Expérience dans le domaine 5 ans au minimum.
- Age 35 ans au maximum.

Compétences et qualités requises :

- Dispose de permis de conduire ;
- Maîtrise de l'outil informatique ;
- Dégagé des obligations du service national ;
- Salaire selon grille de salaire en vigueur de la Société ;
- Résident dans la région de SIDI BEL ABBES ;
- Disposé à subir test écrit et entretien ;
- Lire de suite.

Les candidats intéressés sont invités à transmettre leurs dossiers (demande, CV, copie du diplôme, les attestations de travail) à l'adresse e-mail suivante :

recrutement-dz@outlook.fr

Date de clôture de réception des dossiers le **20/07/2013**

Il ne sera répondu qu'aux candidatures intéressantes.

Société Multinationale Recrute :

**Chauffeurs Poids Lourds
et Semi-remorque**

- Titulaire du permis de conduire catégorie C et D.

- Age requis de 35 ans minimum.
- Expérience souhaitée plus de 10 ans.
- Résidant à Oran.

Envoyer CV à :

contact@lapem-dz.com /

Fax : 041 33 82 28

Importante Société Privée sise
à Oran, exerçant dans l'industrie

Recrute :

- **Directeur de projet**
- **Ingénieur Bentonite Génie Mécanique**
- **Traducteur arabe turc**

Expérience requise - Salaire
selon compétences.

Envoyez votre CV avec Photo à
l'adresse : recrute.fm@gmail.com

الأندلس
Andalousie

Ouassinia Asfar

Vous propose un séjour
spirituel, culturel & balnéaire de:

10,11 à 13 Jours
à Grenade, Séville, Cordoba

Départ par Bateau
Ghazaouat / Almeria / Oran
13, 17, 22 Août 2013
Visa Exigé

76, Av. Hammou Mokhtar (Ex. St-Eugène), Oran-Algérie
Tél.: +213 (0) 41 284 952 / Fax : 041 283 84
Mob.: +213 (0) 550 90 17 97 / 0560 064 615 / 0550 90 17 95
E-mail: ouassiniaasfar@yahoo.fr
Notre agence ouvre ses portes
Après El Ftor, durant le mois de Ramadhan

Entreprise de travaux
publics 03 Rue Jean Kraft -
Miramar - ORAN

Recrute :

- 02 Ingénieurs génie civil option V.O.A. : Exp : 03 Ans.
 - 02 Topographes (Exp : 05 Ans)
 - 01 Chef de station d'enrobage (Exp : 10 Ans)
 - 01 Comptable (F) (licence comptabilité) : Exp - 03 Ans.
 - Déposez votre CV au 03 Rue Jean Kraft - Miramar - Oran ou par Mail : pdg@injazeldjazair.com recrut-injaz@hotmail.com
- Avantages :**
- Emploi stable.
 - Salaire selon compétence.

Deux sit-in, hier
 Le site
 d’El Menia fait
 encore parler de lui

A. El Abci

Hier, devant le cabinet du wali, deux sit-in ont été organisés. Le premier par les propriétaires ou plus précisément les héritiers des terrains d’El Ménia et l’autre par les souscripteurs à ces mêmes terrains, transformés en lotissements, en 1998, et mis sur le marché par l’APC de la ville pour faire face à la crise du logement. Il est à rappeler, que depuis que l’Agence foncière de la wilaya de Constantine a annoncé que cette région sera un nouveau pôle urbain de haut standing, avec la construction d’appartements de grand luxe et des tours de 25 étages, que les uns et les autres ont commencé à se manifester et le cabinet du wali est devenu un point de convergence pour la contestation. Ainsi les héritiers des propriétaires des terrains d’El Ménia, montent régulièrement au créneau pour rappeler leur existence et faire état de leurs revendications. Selon leur représentant, « lorsqu’il a été décidé de faire des 47 ha d’El Ménia des lotissements pour parer à la crise du logement, le site conservait encore son caractère d’intérêt général et nous l’avons compris et admis. Cependant, quand le directeur de l’Agence foncière se targue de

le destiner à l’aménagement du quartier le plus huppé de la ville, avec la participation d’entreprises étrangères et qu’il a vendu le m², à 15 millions de centimes, il confirme le caractère purement commercial de l’opération», est-il soutenu. Et de souligner «nous ne voyons pas pourquoi nous ne faisons pas de même et que nous demandons à être indemnisés selon la valeur du marché, car il s’agit d’une expropriation et en l’occurrence nous demandons le juste prix». Les souscripteurs aux lotissements pour ce qui les concerne, viennent rappeler la proposition qui leur a été faite de les compenser en des lots de terrains situés, ailleurs ou en logements dans les nouvelles cités en réalisation, ainsi que s’informer si elle tient toujours la route. Et le président de l’association des bénéficiaires des lotissements d’El Ménia, fera savoir qu’il est en possession d’une liste des concernés qu’il pourra remettre à qui de droit et dont la majorité, dira-t-il, a choisi une indemnisation en lots de terrain à Ali Mendjeli ou à Ain S’mara. Selon les protestataires, «ni le wali ni un de ses représentants n’a daigné nous recevoir et vers 12h 30, nous avons décidé de nous disperser non sans promettre de revenir encore et encore».

Hamma Bouziane
 Des robinets à sec
 et des habitants en colère

Les habitants de la région d’El Djelloulia, sise à environ 3 km du chef-lieu de la commune de Hamma Bouziane, ont manifesté leur colère, hier et avant-hier, bloquant la route qui mène vers Jijel, pour dénoncer la pénurie d’eau qui dure depuis le début du ramadhan. «Nous n’avons pas vu couler une goutte d’eau dans nos robinets, depuis une dizaine de jours, chose qui nous contraind à acheter des citernes d’eau potable, à raison de 1.000 DA et plus», se sont lamentés, hier, des habitants qui nous ont contactés, pour lancer un cri de détresse aux autorités locales. Les concernés ont souligné qu’ils ressentent plus les effets de la soif durant le ramadhan, un mois où il est très difficile de chercher à ramener de l’eau, dans des bidons, à partir des

endroits assez lointains. Et il semble que leur souffrance n’est pas prête de disparaître, du moins pas dans l’immédiat car, la Seaco a indiqué, dans un communiqué diffusé hier, que la perturbation dans l’alimentation en eau potable de cette région touchera «bientôt» à sa fin. On vient juste de localiser la défaillance au niveau des forages de la commune, signalet-on encore, et les techniciens procèdent au remplacement des machines ou pompes défectueuses. Ainsi, on estime auprès de la Seaco que «la remise en eau se fera progressivement dès la fin de la période d’essais nécessaires avant la mise en exploitation totale». Mais, on ne s’est pas aventuré à donner une date précise quant à cette remise en eau.

A. Z.

Des ambitions pour Zouaghi

A. E. A.

Une réunion a regroupé, hier, les responsables de près d’une dizaine de directions de l’exécutif de la wilaya de Constantine, en sus de représentants de l’APC et de la Seaco, pour une prise en charge multisectoriel de la cité ‘Zouaghi’ en matière d’assainissement, d’éclairage public, de voirie, d’espaces verts, d’espaces de détente et de loisirs, etc.

Selon le vice-président de l’APC, M. Abdaoui, chargé de l’assainissement, de l’environnement, de l’hygiène et de la santé, l’objectif de la rencontre est de relooker complètement ce grand quartier et sa région. Il est à rappeler qu’en considération de sa situation stratégique, l’ambition des autorités locales a toujours été d’en faire un nouveau pôle urbain avec toutes les commodités et les structu-

res d’accompagnement qui lui siéent. En effet, la cité ‘Zouaghi’ non seulement abrite le siège de la future gare multimodale et la station terminus du tramway, mais en sus, constitue la voie d’accès royale, de et vers l’aéroport ‘Mohamed Boudiaf’. Situation des plus enviées, qui font de ce quartier un point névralgique de communication, dont le nombre de visiteurs sera à terme démultiplié, sans parler de sa localisation sur la route de l’aéroport et de la nécessité d’en faire une vitrine de la ville. Selon notre interlocuteur, c’est sur instruction du wali Nouredine Bedoui que l’initiative de cette réunion a été prise. Et de poursuivre, qu’il s’agissait, pour l’essentiel, de sortir avec un organisme qui sera chargé du suivi des actions à entreprendre et d’une feuille de route fixant les priorités. Et c’est ainsi qu’un comité d’action a été mis sur pied et qui est com-

El Khroub : du nouveau
 pour le ramassage des
 ordures

A son tour, l’Assemblée populaire communale d’El-Khroub a élaboré son programme de collecte des ordures ménagères, spécifique au mois du ramadhan, en cours. Selon Mme Saloua Hamoudi, vice-présidente de l’APC, chargée de la Santé, de l’Hygiène et de l’Environnement qui est intervenue, hier, à la radio régionale, le programme comporte quatre rotations et touche toutes les agglomérations de la commune. La première opération de ramassage s’effectuera durant la tranche horaire allant de 5 à 10h. La seconde aura lieu vers midi. Le ramassage nocturne s’effectuera après le ‘f’tour’, plus exactement à partir de 21h, et après le ‘s’hour’, vers 5h.

Festival du malouf, c’est
 parti !

La 7^{ème} édition du festival national culturel du malouf s’est ouverte, hier à 22h, au palais de la Culture ‘Malek Haddad’ de Constantine sous le thème : « Authenticité et continuité ». C’est une manifestation qui durera jusqu’au 25 juillet en cours et rassemblera les plus grandes formations du malouf et de la musique andalouse de Constantine et des autres régions et écoles du pays, telles que l’Ecole de Tlemcen et l’Ecole d’Alger. De grands maîtres de la musique classique algérienne sont attendus à Constantine pour animer cette rencontre annuelle.

La qualité de l’eau sous
 surveillance

Selon le communiqué diffusé, hier, par la société de l’eau et de l’assainissement de Constantine, les équipes techniques de cette société procèdent, régulièrement, au contrôle de l’eau distribués aux Constantinois en effectuant des prélèvements quotidiens. En cette période de chaleurs, le contrôle s’est intensifié et touche en particulier les quartiers présentant des réseaux très vétustes. Ces opérations, indique encore le communiqué, sont accompagnées de la distribution de dépliants, portant sur les bons gestes à effectuer pour économiser l’eau et préserver sa qualité.

Des couffins de Sonatrach
 pour les nécessiteux

Selon le chargé de la Communication de la direction de l’Action sociale (DAS), l’entreprise nationale Sonatrach vient de contribuer à l’élan de solidarité envers les familles nécessiteuses en faisant don à la wilaya de Constantine de 1.000 couffins du Ramadan.

Ce lot a été réceptionné, par la DAS qui l’a distribué aux communes suivant leur densité urbaine et le nombre de familles nécessiteuses recensées. Dans ce cadre, il faut signaler que la commune du chef-lieu de wilaya et celle d’El-Khroub viennent en tête avec respectivement 7.000 et plus de 6.000 familles recensées.

A. Mallem

Sidi M’cid
 Le casse-tête
 de l’assainissement

A. Mallem

L’association ‘Benchaiâb Hocine’ du quartier de Sidi M’cid est montée, hier, au créneau pour se plaindre de l’attitude de mépris à son égard par les responsables de l’APC de Constantine qui avaient récemment, lors d’une visite d’une délégation communale, conduite par le président de l’APC, en personne, promis monts et merveilles pour régler le problème de l’assainissement qui se pose avec acuité aux citoyens de ce quartier.

«Ils nous ont promis, sans ambages, de régler ce problème et en notre présence le P/APC avait donné des instructions, dans ce sens, à la directrice technique qui faisait partie de la délégation », explique M. B. Mustapha, secrétaire général de l’association, venu, hier, dans notre bureau. Et ce dernier de signaler que, deux jours après cette visite, il est allé à l’APC pour demander à être reçu par la directrice technique, malheureusement, a-t-il déploré, cette responsable a refusé de le recevoir, refusant même l’idée de travailler en collaboration avec l’association de quartier. Aussi, le secrétaire général de l’association a demandé, à plusieurs reprises, à être reçu par le P/APC, mais il n’a pas réussi, là aussi, à obtenir satisfaction.

«Faute de contact direct, nous avons fait des rapports que nous avons adressés au P/APC et au wali», a dit M. B. Mustapha, en signalant que la direction technique de l’APC, au lieu de prendre des mesures pour appliquer les instructions du P/APC relatives au reste à réaliser pour brancher les conduites d’assainissement, au réseau général a envoyé des mises en demeure à l’entrepreneur pour débrancher ces conduites et provoquer un tollé chez les citoyens.

«Pourtant, a poursuivi notre interlocuteur, il ne reste au projet, en tout et pour tout, que 20 % de conduites à réaliser pour arriver à la conduite

Aux abonnés absents

A. Zerzouri

Les portes grandes ouvertes des administrations donnent l’impression que le travail marche, mais il s’agit d’un leurre, car une fois à l’intérieur on est confronté à l’absence d’interlocuteurs, voire au vide sidéral au sein de quelques administrations.

Le hall d’entrée de ces administrations est vide, pourtant il était très difficile de franchir le pas de la porte d’entrée, où une armée d’agents de sécurité vous barrent le chemin, vous toisent de haut en bas et vous foudroient de questions sur l’objet de votre visite. C’était avant le ramadhan.

Durant cette première semaine du ramadhan, les habitudes ont profondément changé, plus personne à l’accueil, et lorsqu’il arrive de tomber sur un agent, il vous répliquera qu’il n’y a plus personne à voir. «Pour parler franchement, je dois vous dire que votre dossier est traité par une femme, et dans ce cas de figure il faut revenir le matin pour la trouver à son poste, car dans l’après-midi toutes les femmes sont libérées de leur travail», déclare un agent de réception d’une administration à un citoyen venu s’enquérir d’une demande d’un quelconque document professionnel. Tout le monde accueille avec une «sportivité» déconcertante le fait que les femmes doivent rentrer tôt chez elles lors du mois de ramadhan. La règle ne choque plus personne, les femmes préparent le ‘f’tour’ et il est «illogique» de les retenir plus longtemps au boulot. C’est que, à vrai dire, les hommes aussi désertent les lieux de travail, sans excu-

suse principale d’évacuation. Nous pensons que cette décision est de nature à créer des problèmes du fait que l’ancien réseau, qui avait été enlevé, n’existe plus. De plus, l’opération consistant à débrancher les nouvelles conduites est techniquement inconcevable parce que les habitations sont déjà occupées. Indigné par les mesures prises par l’APC, le secrétaire général de l’association pense que ces agissements ne sont pas de nature à régler une situation pareille. « De cette manière on veut créer une « fawdha » dans le quartier alors que, dans le même temps, les dispositions pratiques pour l’organisation du quartier en matière d’assainissement n’ont pas été respectées par les responsables de l’APC, du fait même que toutes les promesses avancées par les membres de la délégation communale, le jour de leur visite, n’ont pas été mises en application. Et j’ai moi-même essayé, à 3 reprises, d’être reçu par le maire sans y arriver».

Interrogé, hier, le président de l’APC de Constantine M. Rihani Seif-Eddine, a expliqué que le problème est d’ordre technique et les mises en demeure lancées par la mairie sont tout à fait fondées. « Les citoyens doivent d’abord appliquer ces mises en demeure pour nous permettre de poursuivre le travail entamé par les services de l’Hydraulique, ensuite, les citoyens seront rebranchés. L’étude technique que nous avons faite, poursuit le maire, montre qu’on ne peut pas mettre des conduites dans le sens de la largeur comme le demandent les intéressés qui ont pour seul souci de faire une déviation, mais il faut les faire en pente pour éviter les problèmes de rejet. J’ai reçu, ces derniers jours, les membres de l’association et les intéressés eux-mêmes, à savoir les propriétaires, et je leur ai fait comprendre nos motivations et le plan conçu par l’APC pour régler ce problème », a conclut M. Rihani.

se ou prétexte quant à eux, sinon qu’ils ont la tête qui tourne, des courses à faire ou la fatigue. Le taux d’absentéisme durant cette première semaine du ramadhan est alarmant. Certains fonctionnaires arrivent en retard à leurs postes, des postes qu’ils quittent aussitôt, avant même de s’asseoir. Il s’agit pour eux de pointer la journée afin de ne pas perdre le salaire, sans se soucier, le moins du monde, de la façon avec laquelle il a été gagné. Qu’importe si moralement la pratique ne correspond pas aux aspirations religieuses des jeûneurs ! Bien évidemment, il y en a ceux qui ne peuvent s’absenter sans passer inaperçus et d’autres qui ne supportent pas de se lever du lit et d’aller faire un tour, aussi petit soit-il, au boulot. Ceux-là, ils ont les congés de maladie pour éviter la corvée et se reposer à leur aise, sans perdre une seule journée de salaire. «Les congés de maladie sont toujours plus importants lors du ramadhan», a reconnu un cadre de la CNAS qui n’a pas caché ses appréhensions face aux énormes dépenses de la caisse, en ce mois sacré.

D’autres salariés, plus chanceux, bénéficient de la couverture de leur hiérarchie et n’ont même pas besoin de recourir aux congés de maladie. Enfin, les citoyens, eux-mêmes, obéissant à ces considérations, ne trouvent rien à redire sur la situation. «Le report de tout ce qu’on avait à faire pour l’après-ramadhan», c’est la règle adoptée ou appliquée à l’unanimité par les citoyens. Accord tacite, diraient les juristes, c’est le deuxième mois de congé des masses laborieuses.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

09 ramadhan 1434				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
03h45	12h40	16h31	19h54	21h29



Coupe de la CAF - Vendredi à 22h30 : ESS-TP Mazembe

L'Entente face à une grosse pointure

M. Benboua

Pour le compte de la première journée de la phase de poules de la Coupe de la CAF, l'Entente de Sétif retrouvera dès demain soir la compétition officielle en donnant la réplique au TP Mazembe (RD Congo), une équipe qui n'est plus à présenter voire un ténor à l'échelle continentale. Ayant débuté très tôt la préparation en Algérie puis en Tunisie, les hommes du technicien français n'ont pas eu de répit cet été. Il faut tout de même avouer que cette rencontre n'intervient pas au bon moment pour les camarades de Ziti qui, de l'avis des dirigeants, ne sont pas encore au point, d'autant plus que leur préparation n'a été ponctuée que par deux matches amicaux, ne per-

mettant nullement à un effectif renouvelé à plus de 70% de parfaire les automatismes.

Outre les libérés Belkaïd, Tiouli et Lakhdari, l'Entente sera amoindrie en l'absence de Rachid Ferahi, suspendu et Demmou indisponible en raison d'une blessure aux adducteurs. Cependant, pour les responsables de la barre technique, le souci majeur demeure l'aspect physique des joueurs, dont le degré de préparation dans ce volet est estimé à 60% seulement.

Cela dit, et même si l'entraîneur Velud reconnaît la difficulté de la mission, il pourra compter sur l'expérience des Ziti, Lagraa, Benabderahmane, Delhoum, Karaoui, Djahnit, Madouni et Gourmi. Ces derniers seront également épaulés par les nouvelles

recrues, telles que Mellouli, Boukria, Touahri, alors que Zerrara et le jeune Belameiri n'ont toujours pas été qualifiés. Pour rappel, l'Entente avait composé son billet pour la phase de poules, aux dépens des Gabonais de l'US Bitam. Et outre le TP Mazembe, l'ES Sétif rencontrera également dans le groupe B, le FUS Rabat et le CA Bizerte, des équipes ambitieuses. Pour sa part, le TP Mazembe, qui était en stage à Accra (Ghana), devait rejoindre hier la ville de Sétif à bord d'un avion spécial. Une séance d'entraînement est prévue jeudi au stade du 8-Mai 1945 à l'heure du match. Reste à signaler que c'est l'arbitre gambien, Gassama Bakary Papa, qui a été désigné pour diriger le match. Il sera secondé par l'Erythréen, Angesom, et le Rwandais, Kabanda.

MC Alger - Pour peaufiner la préparation

Cap vers le Maroc demain

Le Mouloudia d'Alger se déplacera demain au Maroc pour effectuer un stage de deux semaines en prévision de la nouvelle saison. L'entraîneur suisse, Alain Geiger, profitera de ce regroupement pour peaufiner la préparation de l'équipe entamée le 2 juillet et ponctuée par un match amical remporté devant le RCK par le score de 4 à 1, un match au cours duquel le technicien suisse a pu jauger la capacité de ses éléments sur le plan physique. Au Maroc, le Mouloudia d'Alger établira son quartier

général dans la ville de Mazagran qui se trouve à quelques encablures du complexe sportif El-Djadida où les coéquipiers de Bouguèche s'entraîneront. A noter que Geiger disposera à l'occasion de la totalité de l'effectif après que la résolution du problème des trois récalcitrants Mehdi Kacem, Moumen et Bachiri, quant à leur revalorisation salariale, a été trouvée, et ce grâce à l'intervention du nouveau manager Kamel Kaci Saïd. Dans ce contexte, la désignation de l'ancien joueur du Zamalek à ce poste aura

permis de détendre la lourde atmosphère qui régnait ces derniers jours au sein du groupe. Pour sa part, l'entraîneur mouloudéen reste optimiste après le premier test face au RCK. «C'est une victoire bonne pour le moral, mais loin d'être convaincante en raison d'un manque de cohésion entre les joueurs. Toutefois, je ne suis pas inquiet car on arrivera avec le temps à y remédier notamment avec l'accumulation des matches amicaux au Maroc», conclura-t-il.

M. L.

ASM Oran

L'opération recrutement ne fait pas l'unanimité



M. Zeggai

Quatre joueurs, Ousmaïl (NAHD), Bensaci (CAB), Bouhedda (MCS) et Hamidi (USMB) ont été engagés par l'ASMO. De nombreux observateurs estiment que le recrutement, contrairement à ce que laissent croire certains, n'est pas conforme à la stature de l'ASMO et aussi comparativement aux autres prétendants. L'entraîneur Mouassa a exigé que chaque nouveau joueur soit compétitif, or cette condition ne semble pas être prise en considération. Encore plus, des joueurs de divisions inférieures effectuent des essais dans un club prétendu professionnel. Quand on se proclame club formateur, on ne s'aventure pas à recruter des joueurs non compétitifs ou inconnus au bataillon. De tous les noms avancés, Nessakh (ASO), Toubal (USMan), Deham (USMA), Marek (MCEE),

Benayada (CAB), Ammour (CAB-BA), Bouharbit (USMan), Abdelli (USMBA), Rabta (RCA), Zahzouh (OM), Khali (USMBA), Megherbi (MCO), Benchergui (CABBA), Zidane et Aïssaoui (USMBA), seul Hamidi a été recruté alors que Dembri (JSMB) n'a pas été retenu sur décision de Mouassa, alors que Megueni (JSMB) est pressenti. Aussi, la libération de certains éléments n'a pas fait l'unanimité. Des joueurs comme Berramla, Youcef Zakaria, Chérif El Ouazani, Sirat, Aïni ont été libérés pour des motifs extrasportifs. Quant à Bouaâmria, il a fini par racheter sa lettre de libération et opter pour le MOB. Par ailleurs, on a appris que la direction refuse de prendre en charge les jeunes joueurs venus d'autres horizons malgré leurs aptitudes techniques tels que Madi. Djaâdane, un défenseur aux qualités indéniables, a été marginalisé, alors que d'autres, mis sur la liste

d'attente, ont été repêchés grâce à l'intervention de certains dirigeants. Pour leur part, Smahi, Khadir et d'autres joueurs ont décidé de changer de club. En ce qui concerne les objectifs, les dirigeants de l'ASMO, par la voix du manager général, ne veulent pas s'aventurer et parler d'accession. A présent, le président du CSA et ses proches collaborateurs continuent de gérer les affaires du club au moment où les entraîneurs des jeunes catégories, les staffs administratif et médical n'ont pas été payés depuis six mois. Dans le milieu asémiste, l'opération recrutement fait jaser. Alors que d'anciens joueurs ou d'anciens dirigeants peuvent apporter leur contribution en tant que conseiller dans ce volet, à moins que les Boukar, Guemri, Benamara, Kechamli, Chalabi, Belkheira, Ghomari, Belkhatouat et d'autres ne remplissent pas les nouveaux critères exigés par la direction.

USMBA

Henkouche Mohamed à la barre technique

Kadiri M.

Les contacts avec Bira n'ayant pas abouti, beaucoup de noms ont circulé quant au nouveau responsable à la barre technique de l'USMBA avant que le premier responsable du club, Bensenada Djillali, ne jette son dévolu sur un ancien joueur du club, Henkouche Mohamed, qui a été présenté aux joueurs au stade 24-Février 56 où l'équipe a élu domicile pour cette reprise des entraînements et ce, dans un climat très tendu, il faut le dire, eu égard

aux effets de la rétrogradation et aussi au sempiternel problème des finances qui pénalise et entrave la marche du club. Concernant l'effectif qui n'a pas été encore arrêté, on note de nombreux départs et des arrivées. Pour sa part, le DTS du club, Youcefi Kada, nous a confirmé la promotion d'une pléiade de jeunes en équipe fanion tels Latrèche, Brahmi, aux côtés des anciens Mokdad, Saïm, Bounoua, Bousmaha, Argoub et des revenants Atek (MC Saïda) Boukerche (Boussaada) et du jeune Kodat.

MO Constantine - Avant le déplacement à Hammam Bourguiba

Mise en train sous la coupe de Nour Benzekri

A. Mallem

Avec beaucoup de retard dans la préparation, en prévision de la nouvelle saison, les joueurs du MOC se trouvent en regroupement dans un hôtel de la nouvelle ville Ali Mendjeli, depuis lundi dernier, avec au programme du biquotidien en alternance entre la petite forêt d'El-Baâraouia et le terrain de la coupole blanche du stade Hamlaoui, sous la coupe de l'entraîneur Nour Benzekri. Ce dernier, convaincu par le discours du président Demigha, a accepté de relever le dur challenge de permettre au club de retrouver au plus vite la Ligue 2 professionnelle. Mais toujours est-il que ce n'est pas gagné d'avance au vu de la composition du championnat de la Division nationale amateur où le MOC sera confronté à de vieilles connaissances qui ont pour noms

l'ES Guelma, la JSM Skikda, l'AS Ain M'lila, l'USM Ain-Beïda ou l'US Biskra qui ont évolué dans l'antichambre de l'élite, ainsi que d'autres clubs qui nourrissent de grandes ambitions, à l'image de l'US Tébessa, l'USM Khenchela et Hamra Annaba. En somme, les joueurs du MOC sont conscients de la mission qui les attend. A propos de l'effectif, Benzekri peut compter sur vingt-cinq joueurs dont neuf anciens, à savoir les expérimentés Kial, Lemaïci et Zemit outre l'apport de la révélation de la saison écoulée Brahmi. Concernant les recrues, Layadi, Bouzar, Megueni, les gardiens Bensalem et Kahoul sont appelés à apporter le plus attendu. Enfin, après cette mise en train de cinq jours, le groupe se déplacera par route, le 20 juillet, pour un stage bloqué à Hammam Bourguiba qui durera jusqu'au 6 août.

AS Khroub

Le wali de Constantine au secours du club

Lors de sa rencontre avec le wali de Constantine, dimanche dernier, le président de l'AS Khroub, El-Hani Khattabi, a reçu des garanties du premier magistrat de la wilaya qui s'est engagé à prendre en charge le règlement de la somme de 1 milliard de centimes représentant les dettes envers les anciens joueurs qui ont obtenu des jugements en leur faveur du tribunal arbitral sportif (TAS) et lever ainsi l'interdiction de recrutement imposée au club par la LFP. Ainsi, l'ASK pourra poursuivre sereinement la préparation d'intersaison avec ses nouvelles recrues. Bien plus, le wali

se serait engagé aussi à prendre en charge les frais du stage qu'effectuera en Tunisie l'équipe khroubie après l'Aïd El-Fitr. Donc, tout ira pour le mieux, on l'espère, pour l'ASK qui attend le retour de l'attaquant annabi Sedik pour parapher son contrat, en attendant que les négociations avec l'ancien joueur du MOC, Klahnemer, un milieu récupérateur, aboutissent et clore ainsi le dossier recrutements et permettre au club de poursuivre la préparation entamée la semaine écoulée au Khroub sous la direction du nouvel entraîneur Zekri Hocine.

A. Mallem

Handball - Tournoi à Oran

Coup d'envoi ce soir au Palais des sports

Très bonne initiative que celle prise par l'association de l'Amicale des anciens joueurs de handball d'Oran, à sa tête l'international Mustapha Doballah qui a tenu pour la relance de la discipline à organiser un tournoi qui démarrera, ce soir, au Palais des sports Hammou Boutlélis avec la participation de huit équipes réparties en deux groupes de quatre. Un tournoi qui se déroulera les jeudis et vendredis en soirée et qui s'étalera jusqu'au 7 août qui coïncide avec la finale, alors que les demi-finales auront lieu le 4 août et mettront aux prises les deux premiers de chaque groupe face aux seconds. Dans le groupe A figurent le MCO, le HBCO, le BRCO et une association d'ex-joueurs du MCO qui évoluent actuellement sous

d'autres cieux. Dans le groupe B, on retrouve le GP Ain El-Bia, le NBB Oued Sly, une équipe d'émigrés avec les Bouziane et Nedjal et d'ex-joueurs d'Ain El-Bia. A noter que le coup d'envoi sera donné, ce soir, à partir de 23h00 avec deux matches au programme du groupe A. La compétition se poursuivra demain avec les deux matches du groupe B. Enfin, les nostalgiques de la petite balle auront l'occasion de voir à l'œuvre d'anciens joueurs qui ont porté haut les couleurs nationales et fait vibrer ce temple du temps de la glorieuse épopée du MPO avec les frères Doballah, Houd, les frères Harrat, Boukhobza et Mekki qui seront sur le parquet pour un match gala en lever de rideau de la finale.

M. A.

MAZDA ALGERIE AVEC VOUS PENDANT LE MOIS DE RAMADAN...



ORAN



Tajmoranwi

CENTRE DES CONVENTIONS



ALGER

Les Nuits Feutrées
HÔTEL EL-RIADH - SIDI FREDJ

HÔTEL EL-RIADH

Participez à la **grande tombola** du Ramadan et **gagnez** votre future Mazda !

Pour tout renseignement, un seul numéro : **0792 55 83 97**

www.mazdaalgerie-dz.com

 **MAZDA Algérie**

MAZDA,
AU DELÀ DES CONVENTIONS ...



MOBICAM

Fabricant de tous types de meubles

Promo Été 2013
Chambre à coucher

~~75000 Da~~
59000 Da
Prix d'usine !

~~107000 Da~~
95000 Da
Prix d'usine !

~~27000 Da~~
22500 Da
Prix d'usine !

~~47500 Da~~
12000 Da
Prix d'usine !

Les bonnes affaires de l'été

Garantie - Garantie 2 ans - Garantie

Pour chaque chambre achetée un cadeau surprise vous attend...

Bureau Commercial Show-Room
16, Av. Ouled Kablia Saliha Gambetta, (face au CEM Tandjaoui) - ORAN
Tél. & Fax : (041) 53-44-26 / (041) 53-26-94
Mobile : (0550) 48-11-99 / (0770) 87-52-40 / (0770) 86-50-30 & 32
www.camm-alu.com/ mobicam@camm-alu.com



الجزائرية لإنتاج مواد تجميل البنايات MAT PEINT ALGERIE

Entreprise de Construction, Restauration et
Réhabilitation du Patrimoine
BP 11M, Zone Industrielle de Sidi Bel Abbès - 22000

RECRUTE

REF 01 : UN AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

- Formation : Ingénieur ou Architecte
- Maîtrisant la langue française (l'espagnol serait un plus)
- Maîtrisant parfaitement l'outil informatique
- Possédant une expérience minimum de 5 ans dans un poste similaire
- Apte aux déplacements

REF 02 : UN CHEF DE CHANTIER

- Formation : Ingénieur ou Architecte
- Maîtrisant la langue française (l'espagnol serait un plus)
- Maîtrisant parfaitement l'outil informatique (Autocad, Excel...)
- Possédant une expérience minimum de 5 ans dans un poste similaire
- Apte aux déplacements

REF 03 : UN COORDINATEUR DE CHANTIER

- Expérience minimum de 10 ans dans un poste similaire
- Connaissances en construction
- Maîtrisant la langue française (l'espagnol serait un plus)
- Apte aux déplacements

Adressez vos CV en indiquant la référence pour laquelle vous voulez postuler à :
tarmimdjazair@hotmail.fr

VACANCES D'ETE

SUPER PROMOTION SINGAPOUR - BALI

18j/15n - DP - Hôtel 4 Etoiles
du 20 Août au 06 Septembre 2013

Visas - Excursions - Visites - Assistance

INSCRIPTION et RESERVATION

 **AGENCE TTS** 

Adresse: 05, rue Jean marie Laribere - ORAN
Tél.: 041 33 45 48 - 041 33 37 43 - 041 33 63 25
E-mail: traveltts@yahoo.fr - traveltts@hotmail.fr



08.00 Journal télévisé
08.15 Sabah el kheir
10.00 Awalouhoy rahma
Documentaire
10.30 El thaour el khariq
11.00 Ben 10
11.30 Hamzat wasl
12.00 El mouftarisse el kabir
12.30 Wahet el imen
13.00 Journal télévisé
13.30 Zamen el barouthe
14.30 El dourousse el mouhamadia
15.00 Si Walou



15.20 Wild card
16.10 Ouled houma
16.30 Moutaât el maïda
17.00 Journal télévisé amazigh
17.30 Bouyout el rahman
18.00 Taxi wa khalasse
18.20 Taqdar tarbeh
19.00 Journal télévisé
19.30 Balec wassae
19.40 Hikayetek hikaya
19.50 Hadith dini
20.15 Lahadhat mousika
20.25 Mac Didine
21.05 Dikra wadihka
21.15 Asserar el madhi
22.00 Lamet ramadhan
23.45 Zounoud sit
00.15 Noudjoum khalida
01.30 Journal télévisé
02.00 Khaibar
Feuilleton religieux
02.25 Dar da mizian
03.10 Banat el djazaïr



JEUDI



19.50 Section de recherches



- Roman noir
Avec Xavier Deluc, Virginie Calari
Animatrice à la radio, Zoé présente l'émission «Sans secret ni tabou». Un soir, elle reçoit en direct un appel téléphonique inquiétant d'un homme qui semble être obsédé par la jeune femme. Deux jours plus tard, son cadavre est retrouvé dans une forêt. Très vite, l'équipe retrouve l'auteur du coup de fil mais ce dernier avance un alibi solide. Dans le même temps, Enzo Ghemara se voit proposer la direction de la section de recherche.

22.40 Sixième sens



Avec Bruce Willis, Toni Collette
Psychologue pour enfants, Malcolm Crowe fête avec sa femme, Anna, une distinction qu'il vient de recevoir. Soudain, Vincent Gray, un ancien patient, fait irruption dans sa maison. Le jeune homme blesse Malcolm d'un coup de feu et se suicide. Des mois plus tard, toujours marqué par cet événement, Malcolm Crowe rencontre Cole Sear, un enfant solitaire, hanté par des visions étranges qu'il n'explique pas.

21.25 Coup de foudre à Notting Hill



Avec Julia Roberts, Hugh Grant
William Thacker, célibataire, tient une librairie dans le quartier de Notting Hill, à Londres. Quand Anna Scott, star d'Hollywood, entre dans sa boutique, il fait semblant de ne pas la reconnaître pour ne pas la gêner. Peu de temps après, il la heurte dans la rue et renverse son jus de fruit. Le jeune homme l'invite alors à venir se changer chez lui. Anna accepte. Le cœur de William s'emballe.



19.45 Carnets de voyage d'Envoyé spécial

Présenté par Guilaïne Chenu, Françoise Joly
Menus anticrise pour petits budgets. Afin de lutter contre la crise, les restaurateurs proposent des menus à prix cassés et trouvent des astuces pour concilier plaisir des papilles et budget serré • Lunettes de soleil : la mode à tout prix. En France, cinq millions de paires de lunettes sont vendues chaque année. Modèles de marques à plus de cent euros ou contrefaçons achetées sur les marchés, l'offre est large. De Morez, dans le Jura, berceau de la lunette en France, aux usines chinoises de Wenzhou, une équipe a enquêté.



19.55 Last Resort



- Désobéissance
Avec Andre Braugher, Robert Patrick
Le capitaine Marcus Chaplin, à bord du sous-marin nucléaire USS Colorado, reçoit l'ordre de lancer des missiles sur le Pakistan. Dans le doute, il remet en cause le protocole et demande confirmation. L'USS Colorado subit alors en représailles l'attaque d'un sous-marin américain provoquant la mort de 12 hommes. L'équipage rejoint l'île de Sainte Marina dont il prend le contrôle.



19.45 Spy Game, jeux d'espions



Avec Robert Redford, Brad Pitt
Tom Bishop, agent de la CIA, est capturé en Chine alors qu'il préparait, à l'insu de ses chefs, l'évasion d'Elizabeth Hadley, une ressortissante américaine. Il est condamné à mort pour espionnage. La CIA, craignant une crise internationale, choisit de ne pas bouger. Nathan Muir, ancien instructeur de Tom sur le point de prendre sa retraite, décide de tout tenter pour le tirer d'affaire et pour pousser la CIA à intervenir.



09.00 Bonjour d'Algérie (Direct)
10.30 Culinart
11.00 Dar el djirane
11.25 Djaweb bassit
11.30 Dar Da meziane III
12.00 Journal en français
12.20 Nour el fadjr
Feuilleton algérien
13.20 Prière du vendredi (direct)
14.00 Réflexions
15.00 Dessins animés
15.30 Culinart (10)
16.00 Omar
Feuilleton religieux
17.00 Journal en amazigh
17.15 La star de la recette
17.30 Algérie mémoire et miroir
Reportage
18.00 Journal en français
18.25 Entre nous
19.00 Journal en arabe
19.25 Si walou
19.30 Dar el djirane



20.00 Coran sous titré en français
Adhan el maghreb
20.15 Dib el ayachi
20.30 Le ramadhan et le rire
20.40 Dz connexion
20.45 Djaweb bassit
21.00 Dar da Meziane III
21.20 Mac Didine le roi du burger
21.50 Dikra oua dahka
22.00 Nour el fadjr
Feuilleton algérien
22.45 Noudjoum khalida
00.15 Banat el djazaïr
00.40 Assrar el madhi
Feuilleton algérien
01.30 Journal en arabe



VENDREDI



19.50 Les experts



- Tic-tac
Avec Justin Bieber, George Eads
Après avoir été grièvement blessé par le psychopathe Nate Haskell, Langston est hospitalisé dans un état critique. Tandis que les membres de son équipe se rendent aux obsèques de Clark, trois bombes explosent au cours de la cérémonie. L'auteur de ces attentats semble être un déséquilibré animé par un esprit de vengeance contre la police. Les enquêteurs suivent une piste dans un centre communautaire.



19.45 Fais pas ci, fais pas ça



- L'esprit de Noël
Avec Bruno Salomone, Yaniss Lespert
C'est Noël chez les Lepic. Comme chaque année, la famille s'apprête à recevoir les parents de Renaud. Mais il apparaît rapidement que Bon Papa a caché certaines choses importantes à Bonne Maman. Chez les Bouley, Valérie entame son congé de maternité en fanfare. Son médecin lui a prescrit de rester au calme et instamment ordonné de ne pas s'énerver, pour le bien de l'enfant qu'elle porte : il en va du bon déroulement des derniers mois de sa grossesse.



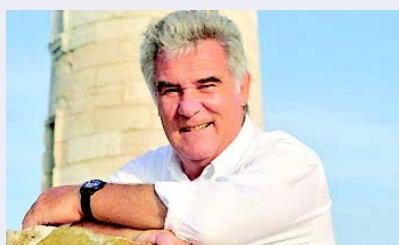
19.50 Bones



- Le mauvais jumeau
Avec Emily Deschanel, David Boreanaz
Un homme meurt dans une explosion sur le parking d'un hôtel, alors qu'il s'apprêtait à monter dans sa voiture. L'équipe a fort à faire car le corps est complètement déchiqueté et que la reconstitution semble ardue. Comme Booth est réquisitionné par son chef, Lance Sweets doit mener les interrogatoires avec un autre agent, une jeune femme qui débute et dont le caractère pour le moins rigide lui déplaît d'emblée.



19.45 Thalassa



- La France entre ciel et mer : Entre Atlantique et Méditerranée
Présenté par Georges Pernoud
Direction les côtes atlantiques et méditerranéennes du littoral français. Sur la côte Atlantique se trouvent les spectaculaires marais salants de Guérande. A Noirmoutier, une course particulière a lieu sur le passage du Gois qui relie à marée basse l'île au continent.



19.55 Diamond League 2013

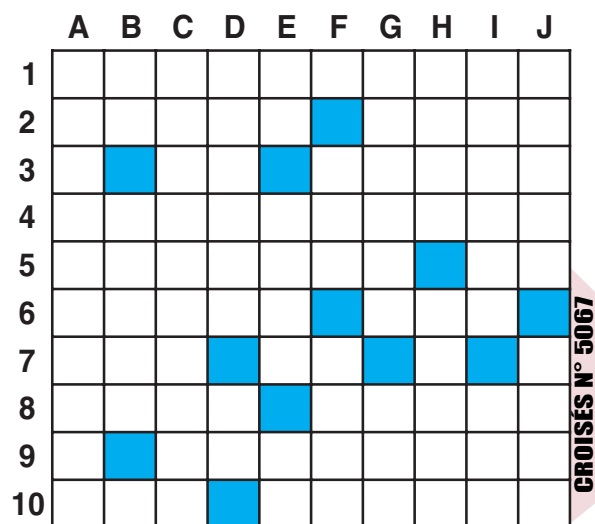


- Meeting Herculis
La dixième étape de la Ligue de Diamant sert de grande répétition avant les prochains mondiaux d'athlétisme organisés à Moscou du 10 au 18 août. Outre le Français Renaud Lavillenie, champion olympique du saut à la perche, le stade Louis II accueille également le Tchèque Vitezslav Vesely, champion d'Europe du lancer du javelot.

21.00 Prometheus



Avec Noomi Rapace, Charlize Theron
Elizabeth et Charlie ont découvert à différents endroits de la Terre d'étranges dessins qui seraient le plan d'une galaxie. Ils organisent une expédition spatiale, espérant aller à la rencontre des "ingénieurs" de l'humanité. Le vaisseau est dirigé par la froide Vickers, épaulée par David, un androïde. Sur la planète, ils se posent près d'une étrange construction. Une équipe d'explorateurs est envoyée à l'intérieur...



Horizontalement:

- Petits paniers à truffes.
- Entre dans la danse. Point d'eau.
- Au fur et à mesure. Acte sous sein privé.
- Chacune des fois.
- Vanité.
- Points opposés.
- La cohorte sublime (les). Temps des glaces.
- Plante puante.
- A peine.
- Coin mal indiqué. Etoffe orientale de soie à six fils de couleur.
- Dommageable.
- Possessif. Rouées.

Verticalement:

- Régime de femme.
- Coude à coude. Embrouille.
- Rejetons.
- Dévidé. Grecque.
- Article.
- Sable mouvant. Infinitif.
- Montée en tas. Pris en sortant.
- Elle a une haute taille. Planche.
- Bien aise.
- Muet comme elle, le secret est bien gardé !
- Pas juste.
- Ses contours sont vagues.
- Sa famille, ses proches (les). Pas comptés.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N° 5066

A	L	T	E	R	N	A	N	C	E
F	O	U	L	A	S	E	T		
F	I	T		V	E	T	U	E	S
I		E	T	A		I	V	N	
R	M	U		L	A	C	E	T	S
M	A	R	L	E		O	S	E	E
A	T		E	M	I	T		R	M
T	O	C		E	S	S	O	R	E
I	N	F	I	N	E		T	E	E
F	S		S	T	E	R	E	E	S

FLECHES N° 5066

C	U	P	I	D	I	T	E		
A	M	A	B	I	L	I	T	E	
R		L	I	E		G	E	L	
A	M	A	S	S	E	R		L	
M	A	I		E	L	E	V	E	
B	I	S	E		U		A		
O	R		N	A		F		D	
L	E	V	A		V	O	T	E	
A		O		C	O	U	R	T	
G	A	T	E	E		D	O	T	
E		R	U		C	R	U	E	
	R	E	S		U	M	E	E	S

FOUILLIS N° 5066 PARDESSUS (Part - Deux - Sue)

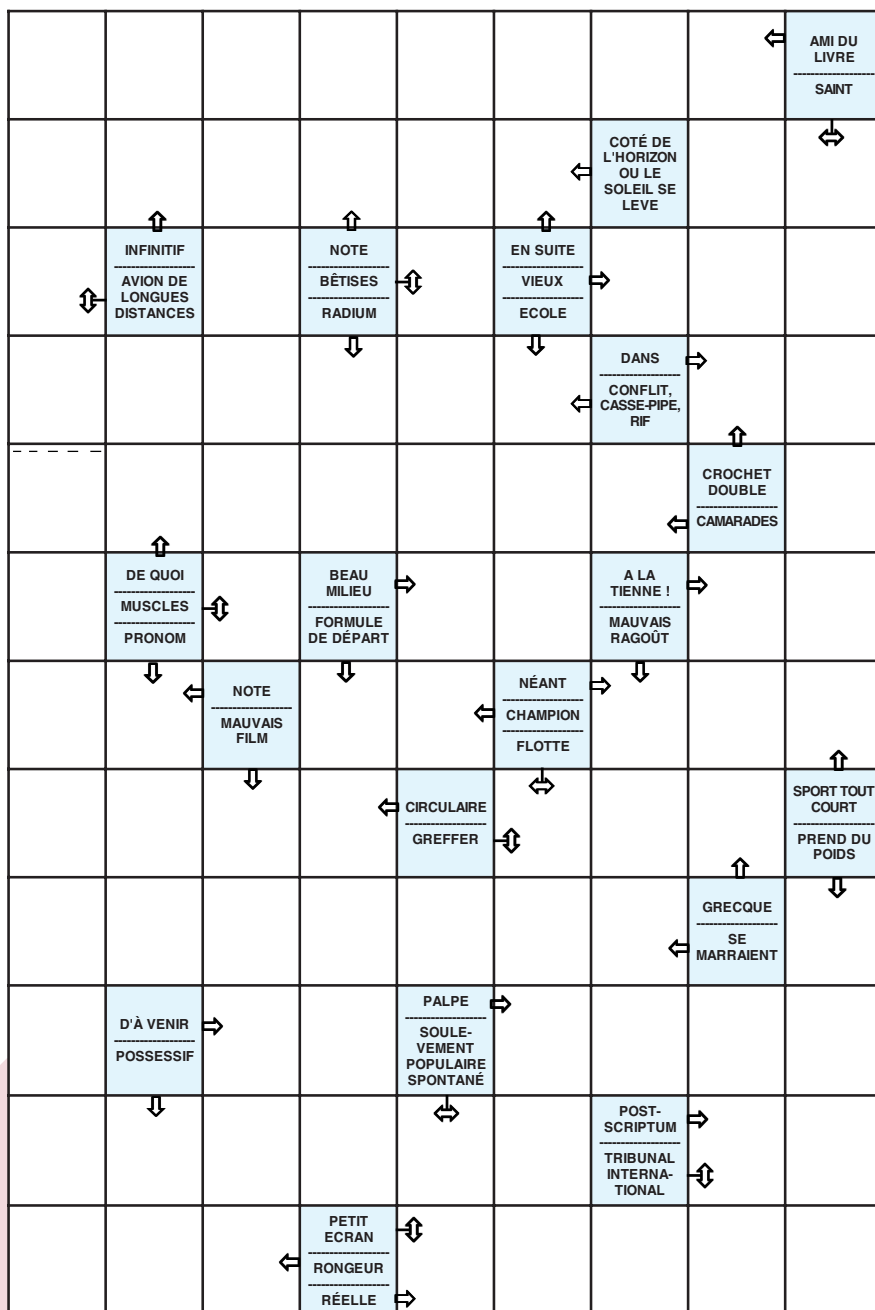
CODÉS N° 5066

1	A	R	D	P	S	6	I	T	8	9	O	U	E	L	M
14	C	A	W	V	G	B									

1	P	U	3	R											
14															

5	11	11	2	8	7	6	6	7	9						
6	13	4	6	2	3	7	9		2						
7	2	6		12	4	11		3	4						
3	5	9		4	14		1	5	9						
8	4		7		7		3	4	9						
13	9		15	16	5	8	5	17	7						
4		16	13		9	5	14	7	9						
7	6	5	11	5		13	8	9							
8	5	6	7	7	9		5		14						
7	3	7		3	7	9	6	7	3						
12	17		10	5	1	6	4	9	7						
6		1	5	6	6	7	9		11						
9	13	2	3	4		8	2	7							
	6		10	13	12	12	7	9							
17	7	8	2	12	4	9		7	6						

Jeux proposés par Chérifa Benghani



FLÉCHÉS N° 5067

- ANIMATION – ASSOMMER – BASSIN – BLESSER – BOTTE – CENTRE – CHANSON – CHEVALIER – COIN – COMPETENCE – CROISIERE – ECLAIR – ETRANGEMENT – FORME – GALOPER – GRENADINE – HALTE – HONORABILITE – IRRITATION – LILAS – MENTIR – MIROIR – MISERABLEMENT – MOISSONNEUSE – MOUTON – OPERER – OUTRAGE – PALET – ROSE – SEVE – SOIE – SOIN – TOUR – TRAC – TRAITER – TRESSE – VENGEANCE – VERNIS.

C	S	T	N	E	M	E	L	B	A	R	E	S	I	M
E	R	O	E	T	I	L	I	B	A	R	O	N	O	H
R	N	O	I	T	A	T	I	R	R	I	O	R	I	M
T	O	E	I	E	C	N	A	E	G	N	E	V	B	C
N	I	E	S	S	E	R	T	F	I	E	T	L	A	H
E	T	S	M	O	I	S	S	O	N	N	E	U	S	E
C	A	A	C	I	R	E	C	R	E	S	E	R	S	V
N	M	L	A	N	N	E	R	M	S	N	R	E	I	A
E	I	I	R	O	G	N	E	E	I	E	V	T	N	L
T	N	L	T	A	O	G	R	D	M	E	R	I	R	I
E	A	U	R	S	N	I	A	M	T	E	T	A	E	E
P	O	T	N	A	A	N	O	O	R	E	N	R	V	R
M	U	A	R	L	E	S	U	E	L	E	T	T	O	B
O	H	T	C	R	S	R	P	A	J	U	R	E	I	E
C	E	E	G	A	L	O	P	E	R	E	D	E	N	R

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er se fait rouler au jeu.
- Mon 2e est une distraction.
- Pif, c'est mon 3e.

Mon tout est un repas quotidien.

HOROSCOPE



Bélier 21-03 au 20-04

Vous allez pouvoir constater que c'est la grande forme pour vous. Vous pourrez facilement vous sortir d'une omière et reverser la situation grâce à votre seule volonté.



Taureau 21-04 au 21-05

Vous allez devoir sortir pour voir du monde afin de pouvoir vous distraire un peu. Une aventure peu banale vous surprend agréablement.



Gémeaux 22-05 au 21-06

Vous ne pouvez que constater que c'est la grande forme pour vous. Vous allez pouvoir tirer les marrons du feu. Vous allez renverser une situation délicate grâce à votre perspicacité.



Cancer 22-06 au 22-07

Si vous envisagez de faire des achats importants ou de faire une grosse dépense, n'hésitez pas à demander l'avis de quelqu'un en qui vous avez confiance.



Lion 23-07 au 23-08

On vous fera une observation très gentille qui vous fera plaisir. Cela permet à vos sentiments d'évoluer favorablement vers une personne dont vous ne soupçonnez pas l'intérêt qu'elle vous porte. Une bonne atmosphère régnera autour de vous.



Vierge 24-08 au 23-09

Vous allez pouvoir vaincre facilement un obstacle imprévu. Surtout qu'on vous aide à surmonter cette difficulté passagère. La vie n'a pas fini de vous sourire, profitez-en.



Balance 24-09 au 23-10

Vous avez besoin d'air pur, il convient de mieux vous aérer. Le grand air aurait un effet bénéfique sur votre moral. Faites une longue promenade en respirant profondément et votre moral retournera au beau fixe.



Scorpion 24-10 au 22-11

Vous allez devoir prendre une difficile décision à la suite d'une avance alléchante qui vous sera faite. Même si cela vous semble apparemment irrésistible, prenez un temps de réflexion suffisant pour vous décider à répondre à ces avances.



Sagittaire 23-11 au 21-12

Vos relations intimes avec les autres vont pouvoir s'améliorer pour vous conduire à une plus grande compréhension. Vous serez plus disponible, plus sensible et votre charme pourra agir à sa guise.



Capricorne 22-12 au 20-01

Vous chercherez à montrer l'exemple dans une affaire que vous pensez extrêmement rentable. On ne vous suivra pas tout de suite mais votre réussite rapide ouvrira la porte à de nombreuses personnes intéressées par votre projet audacieux.



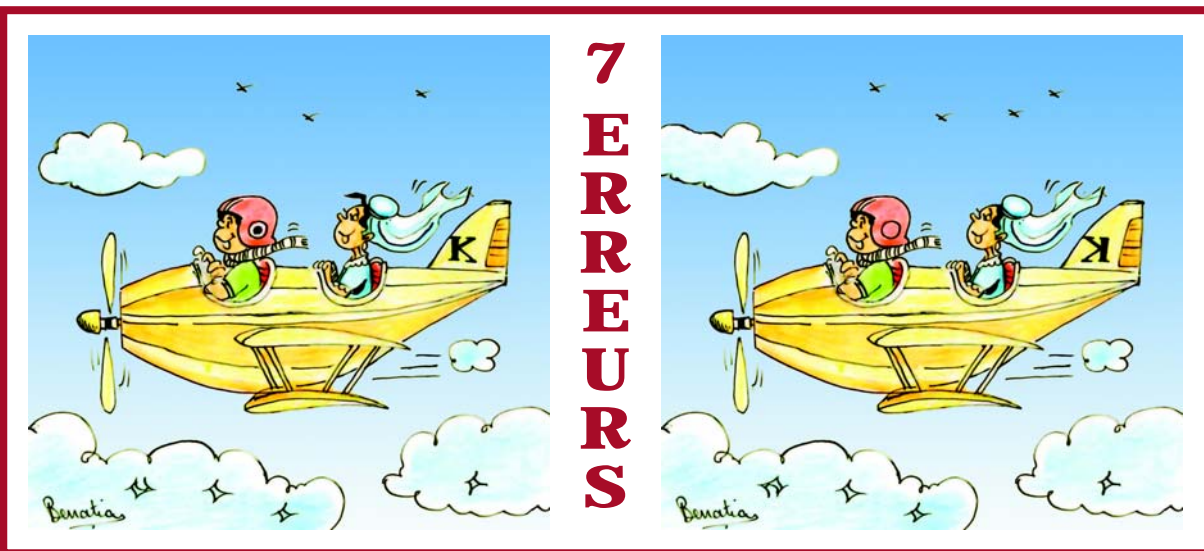
Verseau 21-01 au 18-02

Le doute risque de s'installer entre vous et une personne qui vous est chère. Votre anxiété vous fait perdre patience mais vous aurez la chance d'avoir pour vous la gentillesse de ceux qui vous entourent.



Poissons 19-02 au 20-03

Un manque de communication pourrait conduire à de sérieuses erreurs. Grâce à votre volonté de rester ouvert et en encourageant les autres à s'exprimer, le pire peut être évité. Gardez confiance en vous, les affaires d'argent pourraient bien vous sourire maintenant.

7
E
R
R
E
U
R
S

Nedjma organise des F'tour en l'honneur de ses employés

Nedjma a convié ses employés à un ftour et une soirée conviviale, en présence du DG M. Joseph Ged et l'ensemble du management de l'entreprise, indique un communiqué de cet opérateur. Nedjma a organisé un ftour en l'honneur de ses employés de l'Est à Constantine et ceux de l'Ouest à Oran. La tournée du DG a été achevée dans la soirée du mardi à Alger, par un ftour de clôture qui a réuni l'ensemble des cadres de l'entreprise de la région Centre. Joseph Ged a notamment déclaré : «Je saisis cette occasion pour vous présenter mes vœux les plus chaleureux à l'occasion du mois sacré du Ramadhan.» Les employés également ont salué cette tradition et apprécié ces rencontres d'échanges avec les cadres dirigeants de l'entreprise.

20 écoliers décèdent d'une intoxication alimentaire en Inde



Vingt enfants sont morts après avoir déjeuné à la cantine de leur école, et 30 autres étaient toujours hospitalisés mercredi dans l'Etat indien du Bihar, selon un bilan officiel. «Vingt enfants sont morts après avoir pris leur déjeuner» dans un établissement scolaire public du village de Masrakh, dans la région de Saran, a déclaré à l'AFP le ministre de l'Education du Bihar, P K Shahi. Les élèves, qui avaient tous moins de dix ans, avaient à leur menu un plat de riz et de lentilles préparé dans l'école même. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté contre les pouvoirs publics mardi soir. «Ils demandaient des mesures fermes contre les fonctionnaires responsables» selon eux de la mort des enfants, a indiqué un responsable local, S.K. Mall. Des repas sont fournis gratuitement aux élèves issus de familles démunies dans les écoles publiques de la plupart des 29 Etats indiens. Les intoxications alimentaires dans les écoles sont fréquentes en Inde.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

La chasse aux djihadistes en Syrie

Des combattants kurdes syriens ont chassé les groupes djihadistes affiliés à Al-Qaïda d'une localité frontalière de la Turquie à la suite de violents combats, rapporte mercredi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Les comités de protection du peuple kurde (YPG) ont expulsé les combattants du Front Al-Nosra et de l'Etat islamique islamique en Irak et au Levant (EIL), ainsi que d'autres groupuscules extrémistes de la localité de Ras al-Ein, par laquelle les djihadistes transitaient entre la Syrie et la Turquie. «Au moins neuf combattants d'Al-Nosra et de l'EIL et deux combattants kurdes ont été tués dans les combats en 24 heures dans la ville», a précisé l'OSDH, qui s'appuie sur un vaste réseau de militants et de sources médicales et militaires. Les affrontements ont commencé lorsque des combattants d'Al-Nosra ont attaqué une patrouille de combattantes kurdes, qui sont parvenues à s'enfuir, a expliqué à l'AFP



Rami Abdel Rahmane, président de l'OSDH. Selon les militants à Ras el-Ain, des combattants d'Al-Nosra, faisaient pression depuis le

début du mois du ramadan sur les habitants pour qu'ils observent le jeûne, et s'en prenaient aux femmes ne portant pas le voile.

Jeudi 18 juillet 2013

09 ramadhan 1434

N° 5670

La Tunisie craint des dérapages

La centrale syndicale tunisienne a mis en garde mardi contre les répercussions de la situation en Egypte sur la Tunisie, et a appelé les parties politiques influentes dans le pays à faire les concessions nécessaires pour l'intérêt du pays. «Ce qui se passe en Egypte commence à jeter son ombre sur la Tunisie», a déclaré le secrétaire général de l'Union générale tunisienne du Travail (UGTT), Hassine Abassi, à l'issue de sa rencontre avec le président de la République provisoire Moncef Marzouki. M. Abassi a appelé toutes les parties à faire les «concessions nécessaires» pour l'intérêt du pays, et à hâter la fin de la phase transitoire avec «les moindres coûts possibles». La Tunisie connaît depuis plus de deux ans des tiraillements politiques entre islamistes du Mouvement Ennahda et des partis laïcs sur le rôle de l'Islam dans la société.

La rédaction de la constitution et le projet de loi sur l'écarterment des symboles de l'ancien régime» font également l'objet de polémique. Des parlementaires ont exprimé leurs appréhensions quant à un éventuel dérapage de la situation en Tunisie en raison de ce qui se passe en Egypte.

EDITORIAL

Par M.Saadoune

A LA «GAUCHE» DE L'AUTORITARISME

La gauche a-t-elle un avenir dans le monde arabe ? Poser la question, c'est déjà apporter un élément de réponse. Après une certaine présence dans les années 60 et 70, la gauche, hormis une existence groupusculaire, ne pèse plus sur les jeux politiques. Hormis en tant qu'appendice et alibi pour les pouvoirs en place avec lesquels elle entretient des rapports d'une grande ambiguïté. Au cours de ces deux dernières décennies et jusqu'à présent, les batailles politiques ont été largement menées par les courants nationalistes -souvent faire-valoir de régimes autoritaires- et des islamistes. La gauche, ou ce qu'il en reste, n'a plus qu'une présence marginale. Sa voix est amplifiée lors des moments délicats où l'alternance est en jeu et où les urnes donnent des résultats «indésirables». L'opposition radicale aux islamistes -tous classés dans une seule case sans la moindre nuance- qui émane de ces courants n'est pas purement idéologique. La gauche a des divergences avec les ultralibéraux qui ne tournent jamais à une vision guerrière. On peut observer actuellement en Egypte que la gauche accepte de s'allier avec l'affairisme

le plus véreux du régime Moubarak -qui n'a jamais disparu- par opposition aux islamistes. On aura même entendu des gens de gauche afficher leur mépris pour la population qui ne sait pas «voter». Vieille et terrible rengaine droitière ! Et au fond, au-delà des divergences idéologiques et politiques réelles, ce que la gauche ne supporte pas chez les islamistes est qu'ils sont plus écoutés par les classes populaires dont elle se sent, par une sorte de prédestination divine !, la seule apte à représenter. La seule apte à défendre y compris contre elles! En Algérie comme ailleurs, les premières élections ouvertes ont été un terrible choc pour les gens de gauche. La «distance» entre eux et les classes populaires était abyssale. Et même si intellectuellement, ils pensent -et souvent à juste titre- que l'islamisme n'est pas une réponse aux attentes de ces damnés des indépendances, ils n'en tirent aucune réflexion sur eux-mêmes, sur leur pra-

tique. Sur le fait que les classes populaires choisissent légitimement ceux qui les côtoient dans leur vie quotidienne et non ceux qui, de loin, théorisent sur des sujets abstraits. Il y a bien entendu une crise des vocations militantes, une incapacité à sortir d'un entre soi et de ses codes. Il y a, plus gravement, un renoncement à un combat sur le terrain politique qui rend les élites de la gauche plus enclines à défendre les systèmes autoritaires que les processus démocratiques. Il est pénible de constater la gauche arabe, dont la littérature pourfend avec abondance les régimes autoritaires, s'installer durablement dans le rejet de la démocratie au nom du rejet de l'islamisme, voire du «diktat de la populace». Que l'islamisme ne soit pas une alternative de gouvernement est un fait. Mais que des militants de gauche y trouvent un motif pour justifier que l'on rallonge la vie des systèmes autoritaires est le signe d'une impasse. Ou l'expression d'un «statut de classe». La gauche arabe ne serait-elle en définitive qu'un élément du décor du système autoritaire... qu'elle défend avec acharnement contre les urnes libres ?

Publicité

CE RAMADAN LES MEILLEURS TÉLÉPHONES SONT CHEZ DJEZZY

À PARTIR DE 2470 DA TTC

IPAD MINI

SAMSUNG E1205 T, NOKIA 100, GALAXY MINI S3, GALAXY S4, SONY XPERIA Z, GALAXY S3, NOKIA ASHA 306

Venez découvrir notre large gamme de téléphones et choisissez l'appareil qui vous convient !

Sony Xperia Z, Galaxy S4, Galaxy S3 & MINI S3, Ipad mini 16 GO, Nokia Asha 306, Nokia 100 ou Samsung E1205 T.

Produits disponibles dans nos Centres De Service Djazzy dans la limite des stocks disponibles.

Téléphone et Sim vendus séparément.

Durant tout le mois de ramadhan. Garantie 12 mois.

DJEZZY

مرحباً بالغد

www.djezzy.com

Toujours avec Afia pour le bonheur des orphelins

DINAR ERRAHMA sous la supervision des Scouts musulmans algériens

Pour l'achat de Afia 1L, 1 DA sera reversé aux orphelins, 2 DA pour l'achat de Afia 2L, 5 DA pour l'achat de Afia 5L. Campagne valable jusqu'à la fin du mois de ramadhan.

Afia

Mangez Serein

5 DA, 2 DA, 1 DA